

# DES IDÉES QUI COMPTENT

# NOTRE ENTREPRISE

Comptant parmi les chefs de file des courtiers en valeurs indépendants, Canaccord cherche à saisir des possibilités et à assurer sa croissance au pays comme à l'étranger. Nos clients, nos employés et nos partenaires partagent notre engagement envers la qualité et notre approche entrepreneuriale. Nous sommes fiers de nos idées, de notre équipe et de notre succès remarquable au cours de l'exercice écoulé.

## À PROPOS DE CANACCORD

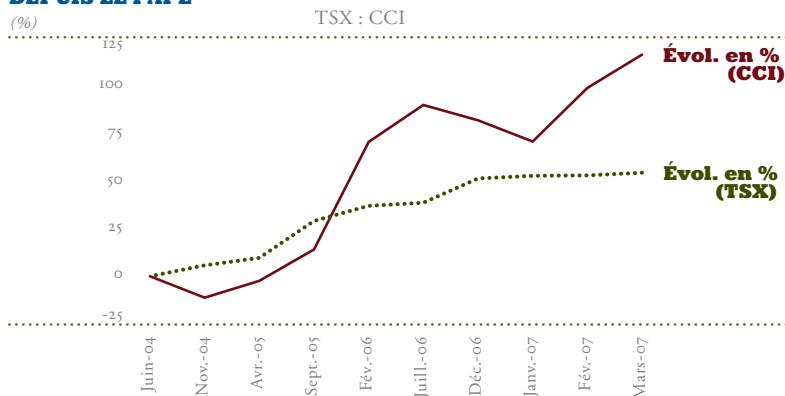
Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (TSX et AIM : CCI), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. Canaccord est cotée à la Bourse de Toronto et à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. Canaccord exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : les services aux particuliers et les marchés des capitaux. Ensemble, ces activités lui permettent d'offrir une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à sa clientèle composée de particuliers, d'institutions et de grandes entreprises. Canaccord compte environ 1 590 employés à l'échelle mondiale dans 30 bureaux, dont 23 bureaux de Services aux particuliers situés au Canada. Canaccord Adams, division internationale des marchés des capitaux, mène des activités à Toronto, Londres, Boston, Vancouver, New York, Calgary, Montréal, San Francisco, Houston et la Barbade.

## TABLE DES MATIÈRES

- 1 Points saillants
- 2 Message aux actionnaires
- 6 7 valeurs
- 8 Canaccord Adams
- 13 Services aux particuliers
- 16 Activités
- 18 Collectivité et culture
- 19 Revue financière
- 83 Glossaire
- 84 Gouvernance d'entreprise
- 86 Conseil d'administration
- 90 Renseignements à l'intention des actionnaires

Note : À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

## COURS DES ACTIONS CCI PAR RAPPORT À L'INDICE TSX DEPUIS LE PAPE



**Augmentation de 116 % de la valeur de l'action au cours des 33 derniers mois**

(au 31 mars 2007)

Cours du PAPE le 30 juin 2004 : 10,25 \$

Cours de clôture le 31 mars 2007 : 20,80 \$

# POINTS SAILLANTS

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Pour les exercices terminés les 31 mars (en milliers \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)

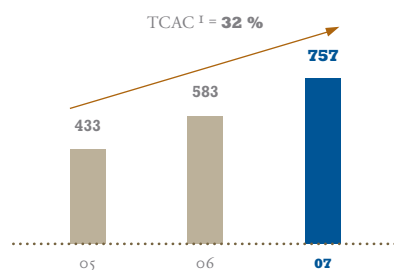
	2007	2006	2005	Augmentation (diminution) 2007/2006	
<b>Produits</b>					
Commissions	<b>303 672 \$</b>	239 461 \$	168 978 \$	64 211 \$	26,8 %
Financement de sociétés	<b>350 273</b>	266 206	214 450	84 067	31,6 %
Négociation à titre de contrepartiste	<b>31 638</b>	27 388	13 584	4 250	15,5 %
Intérêts	<b>57 908</b>	36 914	26 488	20 994	56,9 %
Divers	<b>13 423</b>	13 446	9 278	(23)	(0,2)%
<b>Total des produits</b>	<b>756 914 \$</b>	583 415 \$	432 778 \$	173 499 \$	29,7 %
<b>Charges</b>					
Rémunération au rendement	<b>382 897</b>	299 188	220 454	83 709	28,0 %
Charges de personnel	<b>47 608</b>	42 019	45 715	5 589	13,3 %
Autres charges indirectes	<b>188 212</b>	123 178	93 853	65 034	52,8 %
<b>Total des charges</b>	<b>618 717 \$</b>	464 385 \$	360 022 \$	154 332 \$	33,2 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	<b>138 197</b>	119 030	72 756	19 167	16,1 %
Bénéfice net	<b>93 456</b>	81 150	48 579	12 306	15,2 %
Résultat par action (RPA) – de base	<b>2,03 \$</b>	1,82 \$	1,17 \$	0,21 \$	11,5 %
Résultat par action (RPA) – dilué	<b>1,94 \$</b>	1,74 \$	1,11 \$	0,20 \$	11,5 %
Rendement des capitaux propres moyens attribuable aux actionnaires ordinaires / rendement du capital investi moyen	<b>28,4 %</b>	33,6 %	23,9 %	–	(5,2)p.p.
<b>Dividendes</b>					
Dividendes en espèces	<b>0,36 \$</b>	0,28 \$	0,26 \$	0,08 \$	29,2 %
Distribution en espèces spéciale	<b>–</b>	–	0,15	n.	n.
Valeur comptable par action ordinaire diluée à la fin de la période	<b>7,74</b>	5,99	4,82	1,75	29,2 %
<b>Données tirées du bilan (au 31 mars 2007) :</b>					
Total de l'actif	<b>2 609 942</b>	2 177 973	1 638 165	431 969	19,8 %
Passif à long terme	<b>–</b>	–	41 618	–	–
Total du passif	<b>2 237 751</b>	1 890 143	1 415 954	347 608	18,4 %
Total des actions ordinaires	<b>372 191</b>	287 830	222 211	84 361	29,3 %
Nombre d'employés	<b>1 590</b>	1 488	1 260	102	6,9 %

n. : négligeable

p.p. : points de pourcentage

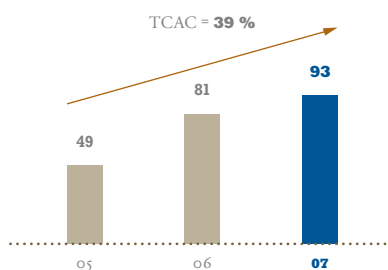
### PRODUITS RECORDS POUR L'EXERCICE 2007

(en millions \$ CA)



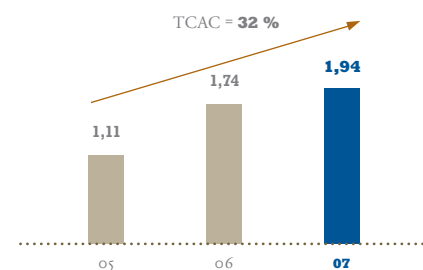
### BÉNÉFICE NET RECORD POUR L'EXERCICE 2007

(en millions \$ CA)



### FORTE CROISSANCE DU RPA DILUÉ POUR L'EXERCICE 2007

(en \$ CA)

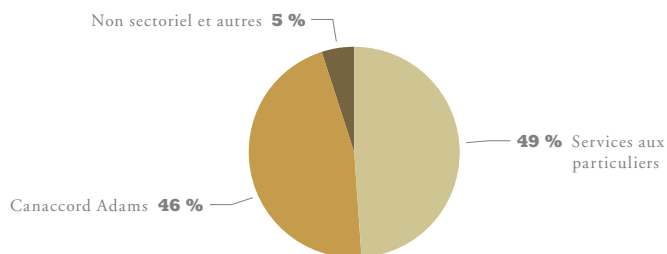


1) TCAC : Taux de croissance annuel composé

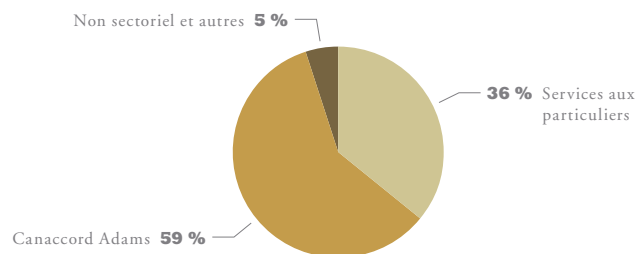
# CANACCORD CAPITAL INC.

## EN UN COUP D'OEIL

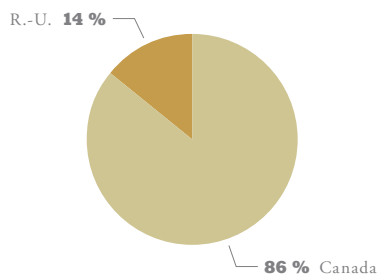
### E 2003 - Total des produits par secteur d'activité



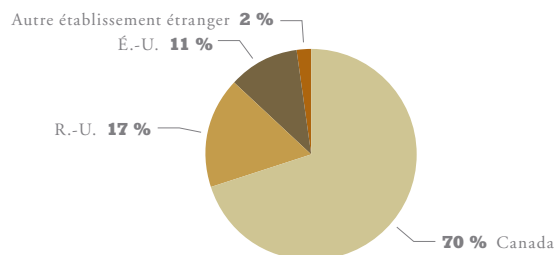
### E 2007 - Total des produits par secteur d'activité



### E 2003 - Total des produits par région géographique



### E 2007 - Total des produits par région géographique

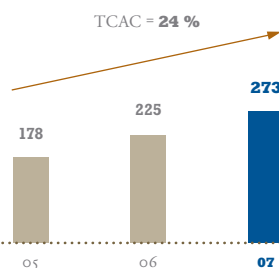


Canaccord Adams Limited représente la région géographique de Canaccord au Royaume-Uni. Canaccord Adams Inc. et Canaccord Capital Corporation (USA), Inc. constituent la région géographique de Canaccord aux États-Unis. Canaccord Adams est la marque utilisée pour la division de La Corporation Canaccord Capital, qui mène ses activités sur les marchés des capitaux au Canada, pour Canaccord Adams Limited aux États-Unis et pour Canaccord Adams Inc. au Royaume-Uni.

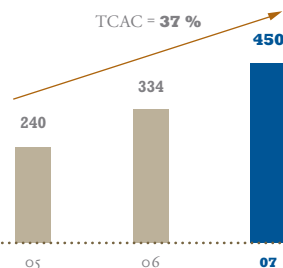
### RÉPARTITION DES PRODUITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en millions \$ CA)

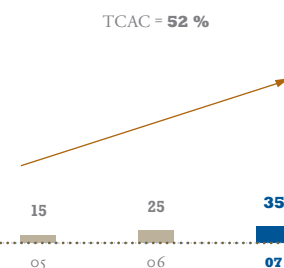
#### Services aux particuliers



#### Canaccord Adams



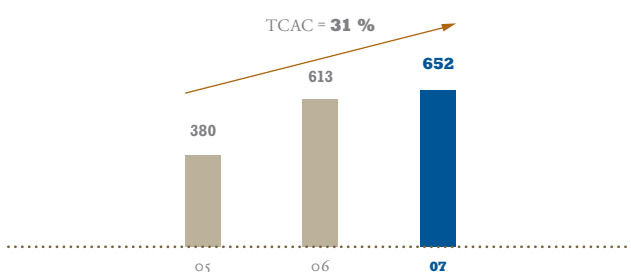
#### Non sectoriel et autres



## POINTS SAILLANTS SUR LE SECTEUR SERVICES AUX PARTICULIERS

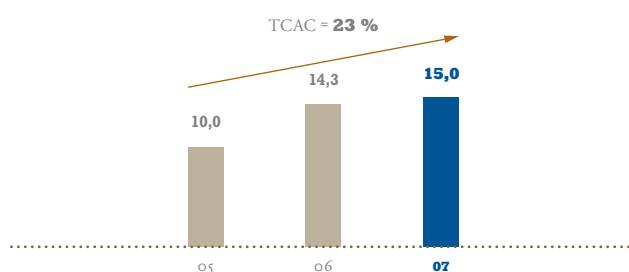
### Actifs sous gestion (ASG)

(en millions \$ CA)



### Actifs sous administration (ASA)

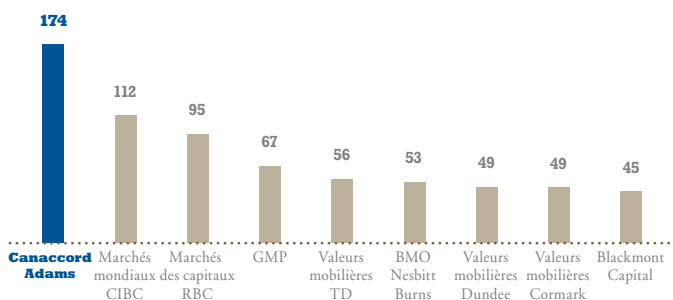
(en milliards \$ CA)



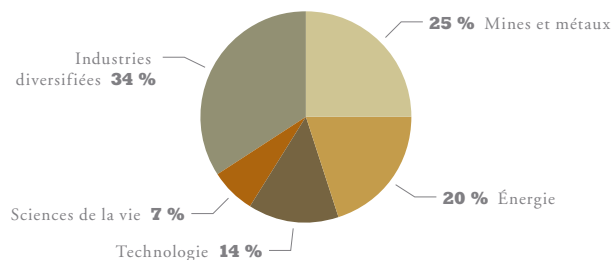
## POINTS SAILLANTS SUR CANACCORD ADAMS

(Note : Les industries diversifiées comprennent les produits de consommation, l'immobilier et la croissance industrielle.)

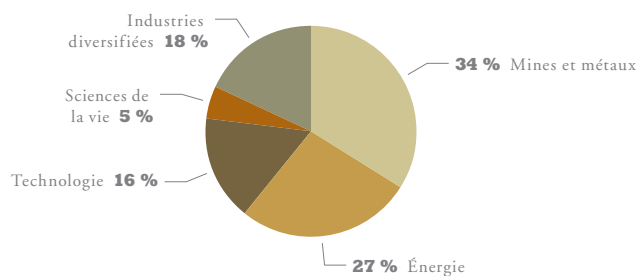
### Nombre d'opérations en tant que chef de file - placements en actions de 1,5 million \$ et plus pendant l'exercice 2007 <sup>1</sup>



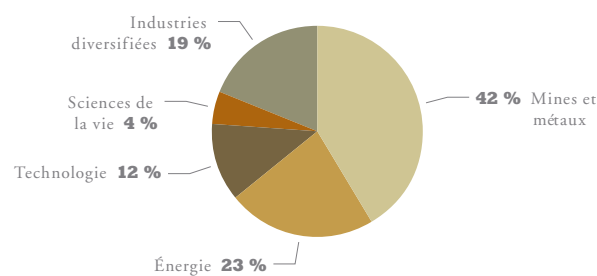
### Opérations par secteur pendant l'exercice 2007



### Produits par secteur au cours de l'exercice 2006



### Produits par secteur au cours de l'exercice 2007



1) Source : Financial Post Data Group en date du 31 mars 2007. Le chiffre se rapportant à Canaccord Adams comprend également les opérations découlant des activités au Royaume-Uni et aux États-Unis.

De gauche à droite :

**Peter Brown**  
Président du conseil et  
chef de la direction**Paul Reynolds**  
Président de Canaccord Capital  
Inc. et chef de l'exploitation de  
Canaccord Adams Limited**Mark Maybank**  
Chef de l'exploitation de  
Canaccord Capital Inc.  
et président et chef de  
l'exploitation de La Corporation  
Canaccord Capital**Brad Kotush**  
Vice-président à la direction et  
chef des finances

## MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Nous sommes fiers de diriger l'équipe dynamique d'hommes et de femmes qui constituent la société Canaccord Capital d'aujourd'hui. Leur talent à proposer systématiquement des idées qui comptent, que ce soit pour aider des clients à atteindre leurs objectifs de placement ou pour améliorer notre propre excellence opérationnelle, est le véritable moteur du rendement de notre entreprise, qui crée de la valeur pour nos actionnaires.

Grâce notamment aux efforts assidus de nos employés, Canaccord a connu à l'exercice 2007 un rendement financier record pour la quatrième année d'affilée. Les produits ont progressé de 30 %, pour s'établir à plus de trois quarts de milliard de dollars. Bien que les charges aient augmenté de 33 % (en raison d'investissements dans nos capacités sur les marchés des capitaux), le bénéfice net s'est accru de 15 %. Au cours de l'exercice 2007, le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 25 % du dividende sur actions ordinaires. Canaccord a terminé l'exercice avec un excellent bilan, ainsi qu'avec un solide poids commercial.

Notre rendement à l'exercice 2007 ajoute à la vigueur financière dont nous avons besoin pour continuer à exécuter notre stratégie, qui est de devenir le principal courtier en valeurs mobilières à l'échelle mondiale auprès des sociétés de faible à moyenne capitalisation. Et dans la poursuite de cette stratégie, ce qui importe avant tout, c'est de bien orienter nos efforts. Nous avons veillé à ce que Canaccord se concentre sur une offre de base de produits pour les marchés des capitaux et de produits de gestion de patrimoine. Nous sommes spécialisés dans sept secteurs de croissance de l'activité économique, et nous offrons aux clients l'accès à une plate-forme mondiale reposant sur un savoir-faire spécifique dans des marchés clés au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Nous croyons qu'en orientant ainsi nos efforts, nous sommes en mesure d'apporter aux clients un éclairage en matière de placement qui leur procure

une valeur concrète. De plus, la profondeur et l'étendue de ces capacités contribuent de manière soutenue à améliorer l'équilibre et la diversification des produits d'exploitation de Canaccord dans les divers marchés et secteurs.

### Stimuler la croissance par la diversification

Canaccord Adams, notre division des marchés des capitaux, a connu en 2007 un autre excellent exercice. Nos spécialistes en financement de sociétés excellent dans l'art de proposer à nos sociétés clientes de faible à moyenne capitalisation des idées de qualité qui peuvent contribuer à la croissance de leur entreprise. Nous offrons non seulement une plate-forme mondiale pour la distribution et la vente, mais aussi des compétences en recherche diversifiées – et primées – dans tous les secteurs économiques qui apportent un solide soutien aux émetteurs.

La reconnaissance par les clients de nos capacités continue d'accroître la part des mandats de financement de sociétés de Canaccord Adams sur le marché canadien. Nos secteurs de l'immobilier, des mines et métaux, de l'énergie et des sciences de la vie ont été particulièrement vigoureux au cours de l'exercice 2007, mais ce fut une excellente année dans tous les secteurs. Notre groupe mondial des services de financement de sociétés a effectué en tant que chef de file 174 opérations de plus de 1,5 million \$, qui ont mobilisé 5,1 milliards \$ de capitaux, soit plus qu'aucun autre courtier en valeurs mobilières au Canada. Il est important de souligner que 55 % de ces opérations étaient pour des entreprises non liées au secteur des ressources, autre résultat notable de notre stratégie de diversification à long terme.

Nous sommes heureux des progrès de nos activités aux États-Unis. L'exercice 2007 a été notre premier exercice complet depuis l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc., qui a été rebaptisé Canaccord Adams Inc. en janvier 2006. Nous avons fait d'autres investissements au cours de l'exercice afin de bâtir nos groupes des services de



financement de sociétés et de recherche affectés à d'importantes entreprises de faible à moyenne capitalisation établies aux États-Unis, élargissant considérablement nos capacités dans les secteurs de l'énergie à Houston, de la technologie à San Francisco, et des sciences de la vie à Boston. Nous avons également reconstruit l'infrastructure technologique de la société afin d'améliorer la productivité, et avons élargi notre service des ventes à New York afin d'offrir de meilleurs services clients. Dans l'ensemble, l'acquisition génère un rendement positif en termes d'encaisse au cours de cette période d'intégration et d'expansion. Surtout, notre présence aux États-Unis s'est avérée un avantage concurrentiel dans l'obtention de nouveaux mandats de prise ferme : notre groupe a participé à 30 opérations, qui ont mobilisé 2,3 milliards \$ à l'exercice 2007.

Canaccord Adams Limited est notre filiale européenne qui connaît beaucoup de succès et, dans le cadre de notre stratégie en Europe, l'un des grands conseillers désignés («Nomad»)/courtiers en valeurs inscrits à l'AIM, une branche de la Bourse de Londres. Dans le classement de Hemscott de 2007, Canaccord Adams Limited a dominé le marché de l'AIM en termes de capitalisation boursière. Nous avons également été le courtier en valeurs le plus performant sur l'AIM, tel que mesuré par le rendement des actions des sociétés inscrites en Bourse dont nous sommes le promoteur. Ces

classements reflètent l'attention très délibérée que nous portons aux entreprises de grande qualité et aux occasions en or qu'elles représentent pour les investisseurs. Après un fléchissement substantiel sur l'AIM au cours de l'exercice 2007, les activités de prise ferme ont diminué; néanmoins, nous avons participé à 43 opérations d'une valeur totale de 2 milliards \$. Lorsque les liquidités afflueront sur le marché, nous serons là pour proposer aux clients les idées de qualité auxquelles Canaccord Adams les a habitués.

De notre point de vue, les résultats de l'exercice 2007 démontrent l'efficacité de notre stratégie de marché et de diversification sectorielle. Les produits tirés des activités de Canaccord Adams ont progressé de 35 % en dépit de replis dans certains secteurs de nos activités liées au financement de sociétés en raison de lois canadiennes qui visent à éliminer la structure fiscale des fiducies de revenu sur une période de quatre ans, de lois américaines interdisant les entreprises de jeux en ligne et du déclin des activités de prise ferme sur l'AIM. Nos activités diversifiées dans différents secteurs et régions géographiques ont atténué l'incidence de ces événements imprévus. Cela nous a permis, en retour, d'investir assidûment dans nos talents et nos activités qui, nous en sommes convaincus, contribueront à améliorer de façon importante notre rendement financier et notre valeur dans les années à venir.

# NOS ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES NOUS ONT PERMIS D'INVESTIR ASSIDÛMENT DANS NOS TALENTS ET NOS ACTIVITÉS. CELA CONTRIBUERA, NOUS EN SOMMES CONVAINCUS, À AMÉLIORER DE FAÇON IMPORTANTE NOTRE RENDEMENT FINANCIER ET NOTRE VALEUR DANS LES ANNÉES À VENIR.

## Croissance soutenue du secteur Services aux particuliers

Nous sommes très satisfaits du rendement continu de notre secteur Services aux particuliers. Nos conseillers en placement ont fait un excellent travail au cours de l'exercice 2007 dans la mise sur pied de notre base d'actifs consacrés à l'investissement et la fourniture de compétences spécialisées pour les petites opérations de financement de sociétés. Forts de l'impulsion fournie par un marché des actions solide pendant une grande partie de l'année, les actifs sous administration ont atteint 15 milliards \$ à la fin de l'exercice, soit une croissance de 4,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et un taux de croissance annuel composé sur cinq ans de 31 %. Les actifs sous gestion ont grimpé de 6,4 % par rapport à l'exercice 2006, contribuant à un taux de croissance annuel composé de 58 % au cours des cinq derniers exercices. Les produits pour le groupe ont progressé de plus de 21 %, pour atteindre un niveau record de 273 millions \$, même si le nombre total de nos conseillers en placement n'a que légèrement augmenté au cours de l'exercice.

La concurrence pour des conseillers en placement de haut calibre a été vive tout au long de l'exercice 2007 au Canada, et souvent marquée par des primes d'embauche que nous considérons comme contraires à une bonne économie. Nous demeurons déterminés à élargir notre équipe de conseillers chevronnés en instaurant un climat attrayant et propice à l'éclosion de l'esprit d'entreprise, offrant un vaste choix de produits, un soutien en marketing et des technologies de pointe aux courtiers et à leurs clients.

Une part croissante des nouveaux actifs consacrés à l'investissement qui attirent nos conseillers en placement est réservée à nos offres de produits gérés. Ces produits offrent un choix de courtiers en

placement et une portée géographique que les clients de Canaccord et leurs conseillers en placement peuvent utiliser pour monter un portefeuille de placement personnalisé qui correspond à leurs objectifs et à leur style. Au cours de l'exercice 2007, cinq nouveaux courtiers se sont joints à notre *Programme Alliance* et nos comptes de gestion indépendante, appelés *Independence Accounts*, continuent de prendre de l'essor. Pour ces deux programmes – en fait, pour tous les produits et services de Canaccord – notre intention est de fournir aux conseillers en placement et à leurs clients un meilleur accès à des idées qui comptent.

## Une nouvelle génération d'excellence

Canaccord Capital a la chance de pouvoir compter, pour toutes ses activités, sur un vaste bassin de talents diversifiés qui lui ont donné les ressources de la profondeur et de l'ampleur voulues pour développer la prochaine génération de leaders à l'interne. Pour nous, cela revêt une importance capitale pour la préservation d'une culture entrepreneuriale comme la nôtre que les prochaines générations de leaders partagent les valeurs et objectifs communs qui ont contribué à la croissance de la Société. À l'assemblée générale annuelle de 2006, nous étions très heureux d'annoncer un important changement au niveau de la direction, soit la nomination de Paul Reynolds au poste de président après 22 ans chez Canaccord. À notre assemblée générale annuelle de 2007, Paul sera nommé chef de la direction, et Peter Brown deviendra président du conseil non membre de la haute direction. Mark Maybank, qui s'est joint à la Société en 2001, a été nommé chef de l'exploitation à l'assemblée des actionnaires de l'année dernière. Michael Greenwood, qui occupait le poste de président et chef de l'exploitation, a démissionné après 14 ans chez Canaccord. Brad Kotush, notre chef des finances, a été nommé en 2006, mettant un terme à notre transition vers une nouvelle ère de leadership.



## **CANACCORD CAPITAL A LA CHANCE DE POUVOIR COMPTER, POUR TOUTES SES ACTIVITÉS, SUR UN VASTE BASSIN DE TALENTS DIVERSIFIÉS QUI LUI ONT DONNÉ LES RESSOURCES DE LA PROFONDEUR ET DE L'AMPLEUR VOULUES POUR DÉVELOPPER LA PROCHAINE GÉNÉRATION DE LEADERS À L'INTERNE.**

Les dirigeants promus à de nouvelles fonctions partagent nos valeurs et objectifs communs. Ensemble, ils forment une équipe de direction possédant une vaste expérience et qui se trouve en très bonne position pour faire avancer les intérêts mondiaux de Canaccord, de ses clients et de ses actionnaires. Paul Reynolds travaille au bureau de Londres de Canaccord Adams; Mark Maybank travaille à Toronto; et Peter Brown, notre président du conseil d'administration et chef de la direction, et Brad Kotush, chef des finances, sont basés à notre bureau de Vancouver. Tous sont reliés par une plate-forme de communications, mais surtout, tous partagent une vive passion pour un environnement axé sur les idées et animé par un esprit de consensus, une des grandes valeurs de Canaccord.

### **Aller de l'avant**

Bien que nous ne puissions prédire avec certitude les tendances des marchés de placement au cours de l'année qui vient, nous affichons un optimisme prudent. Nous sommes plus optimistes, toutefois, face à la capacité de Canaccord de prospérer dans divers marchés. L'attention que nous portons à la diversification commence à donner les résultats de qualité auxquels nous nous attendions, et nous comptons continuer de travailler à la réalisation de cet objectif dans l'année qui vient. Cela prendra probablement la forme d'acquisitions choisies de capacités afin de développer nos équipes et nos compétences de base dans les sept secteurs verticaux de chacune nos trois régions géographiques, comme nous l'avons fait à l'exercice 2007 dans les secteurs des sciences de la vie, de l'énergie et de la technologie.

L'exercice 2008, comme tout autre exercice, aura son lot de défis. Les nouveaux règlements régissant le devoir de meilleure exécution sont responsables de la tendance à recourir à la négociation électronique

aux États-Unis, qui se propagera probablement au Canada. Pour nous assurer de pouvoir servir nos clients de manière efficace et économique, nous avons récemment créé une équipe de négociation électronique à Toronto. Nous enrichissons notre gamme de services d'exécution pour y inclure des services DMA (accès direct aux marchés) et de négociation algorithmique, ainsi qu'un système intelligent d'acheminement des ordres afin de mieux servir nos clients actuels et nouveaux. Canaccord a également participé à la mise sur pied du projet Alpha, un important système de négociation parallèle actuellement en développement.

Les quatre derniers exercices de résultats records sont un hommage aux employés de Canaccord, et nous les remercions pour leur engagement envers l'excellence. Leur souci de miser sur des idées qui comptent, leur capacité à servir les clients d'une manière qui nous démarque, et leur enthousiasme à faire partie d'une culture entrepreneuriale sont les principaux facteurs qui contribuent à la création de valeur pour les actionnaires.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
ET CHEF DE LA DIRECTION,



**Peter M. Brown**

LE PRÉSIDENT,



**Paul D. Reynolds**

# 7 VALEURS

Les activités de Canaccord sont guidées par sept grandes valeurs. Respecter ces valeurs donne un sens à notre travail, façonne nos stratégies et permet de nous fixer des objectifs pour nous-mêmes. Les vivre au quotidien crée notre culture entrepreneuriale et cimenter le lien de confiance que nous avons établi avec nos clients. Les réaliser crée de la valeur pour nos actionnaires et aide à nous rapprocher de notre objectif de devenir le principal courtier en valeurs mobilières axé sur la croissance, à l'échelle mondiale. Ça, ce sont des idées qui comptent.

## 1

### **NOS CLIENTS PASSENT AVANT TOUT.**

Nous développons un profond lien de confiance avec nos clients en leur offrant des services de conseil attentionnés et des services à valeur ajoutée, et en leur proposant les idées de placement les plus appropriées à leur situation.

## 2

### **UNE BONNE RÉPUTATION EST NOTRE BIEN LE PLUS PRÉCIEUX.**

Toutes nos relations clients sont fondées sur les valeurs d'intégrité et de respect de la confidentialité.

# 3

## **LES IDÉES SONT LE MOTEUR DE NOTRE ENTREPRISE.**

L'originalité dont nous faisons preuve pour produire des idées de qualité – pour les clients et pour nous-mêmes – nous a permis de prendre une longueur d'avance sur la concurrence à l'échelle mondiale.

# 4

## **NOUS FAVORISONS UNE CULTURE ENTREPRENEURIALE QUI VALORISE LE TRAVAIL.**

Nous croyons que des professionnels hautement qualifiés et motivés travaillant ensemble dans un environnement entrepreneurial produit un service à la clientèle supérieur et une plus grande valeur pour les actionnaires.

# 5

## **NOUS SCRUTONS LE CLIENT POUR CONNAÎTRE SES BESOINS.**

Le mieux nous comprenons les besoins et les objectifs de nos clients, le plus nous sommes en mesure de les satisfaire.

# 6

## **NOUS SOMMES RÉSOLUS À CRÉER UNE VALEUR POUR L'ACTIONNAIRE EXEMPLAIRE.**

Nous sommes déterminés à harmoniser les intérêts de nos employés et ceux des actionnaires de Canaccord par l'actionnariat, car nous croyons que cette forme de participation encourage les idées et les efforts qui conduisent à une création de valeur supérieure à la moyenne.

# 7

## **NOUS VISON L'EXCELLENCE DANS NOS SECTEURS CIBLES.**

Nous sommes un courtier en valeurs mobilières possédant des compétences internationales, qui cible les secteurs des mines et métaux, de l'énergie, de la technologie, des sciences de la vie, des produits de consommation, de l'immobilier et de la croissance industrielle.



De gauche à droite  
(page de gauche) :

**Jens Mayer**  
Vice-président à la direction,  
chef des services de  
financement de sociétés

**Graham Saunders**  
Premier vice-président  
et directeur des ventes  
institutionnelles

**Zoltan Horcsok**  
Chef des ventes  
institutionnelles, négociation

**Bina Patel**  
Directrice, financement  
de sociétés, produits structurés  
de détail

**Ron Sedran**  
Directeur général, syndication

**Ron Rimer**  
Directeur général,  
chef du groupe mondial,  
industries diversifiées

**Charles Shin**  
Vice-président, financement de  
sociétés, industries diversifiées

**Joy Fenney**  
Vice-présidente, Marchés des  
capitaux, exploitation

# n<sup>o</sup>

## POUR LES OPÉRATIONS EN TANT QUE CHEF DE FILE

### FAITS SAILLANTS DES OPÉRATIONS SUR ACTIONS

326 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour Peak Gold Ltd.  
200 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Yamana Gold Inc.  
200 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour Bayou Bend Petroleum Ltd.  
187 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Niko Resources Ltd.  
187 millions \$ à la Bourse de Toronto pour First Calgary Petroleum Ltd.  
174 millions \$ à la Bourse de Toronto et sur l'AIM pour European Nickel  
135 millions \$ à la Bourse de Toronto et sur l'AIM pour JumpTV Inc.  
135 millions \$ à la Bourse de Toronto et sur l'AIM pour Oilsexco Inc.  
125 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Corriente Resources Ltd.  
105 millions \$ à la Bourse de Toronto pour InStorage REIT  
92 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Westfield REIT

## CANACCORD ADAMS



De gauche à droite  
(page de droite) :

**Matt Gaasenbeek**  
Vice-président à la direction  
et directeur général,  
Ventes et opérations  
institutionnelles (Canada)

**Karl Keegan**  
Directeur général, chef de  
la recherche (R.-U.), chef du  
groupe mondial de la recherche  
sur les sciences de la vie

**Erin Needra**  
Vice-présidente, Finances

**Neil Johnson**  
Directeur général, chef des  
services de financement de  
sociétés (R.-U.), chef du groupe  
mondial, Technologie

Pour les entreprises en pleine croissance qui examinent les occasions offertes par les marchés mondiaux, Canaccord Adams est le partenaire idéal pour les aider à réaliser leur vision entrepreneuriale. Nous sommes un courtier en valeurs de premier plan tourné principalement vers le marché intermédiaire. Nous offrons aux sociétés et aux institutions une plate-forme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes et la négociation, et le financement de sociétés, qui comprend des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

### Recherche primée

Les grandes idées en matière de placement sont une combinaison d'efforts ciblés, de compétences et de vision. Nos 50 analystes en recherche principaux ont une solide connaissance des acteurs et des tendances dans sept secteurs cibles de l'activité économique. Ensemble, ils servent plus de 575 entreprises de faible à moyenne capitalisation des secteurs des mines et métaux, de l'énergie, de la technologie, des sciences de la vie, des produits de consommation, de l'immobilier et de la croissance industrielle, s'adonnant à de la recherche appliquée axée sur les idées qui précise les événements du jour et anticipe les tendances du marché. À la sixième remise annuelle des prix *StarMine* Analyst Awards, Canaccord s'est classée au premier rang des

maisons indépendantes au Canada. Nos analystes canadiens se sont classés premiers pour leur choix des actions dans trois catégories, et deuxième dans une catégorie. Pour la justesse de leurs prévisions des résultats, un analyste s'est classé au deuxième rang et un autre, au troisième. Nous nous sommes également classés parmi les trois premiers aux États-Unis et en Europe.

Notre plate-forme mondiale offre également une importante valeur. Grâce à nos analystes en placement au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, nous assurons une couverture «sur place» évoluée et complète. Nos capacités de recherche intégrées dans ces marchés internationaux nous permettent de fournir des conseils à valeur ajoutée et d'assurer un suivi pour les entreprises qui prennent part à des financements par actions à l'échelle internationale et pour les institutions à la recherche d'idées de grande qualité pour leurs portefeuilles. La valeur de la plate-forme mondiale de Canaccord est évidente lors de notre colloque Summer Seminar, qui se tient chaque année à Boston. L'événement de 2006 a attiré 1 100 participants des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada, dont des investisseurs institutionnels, des sociétés présentatrices et des sociétés de capital de risque privées.

**CANACCORD ADAMS***(suite)**De gauche à droite  
(page de gauche) :***Graeme Currie**Vice-président et analyste,  
petites sociétés minières**Bruce McDonald**Directeur général, chef de la  
recherche (Canada), analyste en  
fiducies de redevances**Richard Grafton**Vice-président à la direction,  
directeur général et chef du  
groupe mondial, Énergie**Glenda Chin**Prise ferme,  
financement de sociétés*De gauche à droite  
(page de droite) :***Nigel Little**Président de Canaccord  
Adams Limited**Mark Vanry**Directeur général,  
chef des ventes**Nicole Reynolds**Directrice générale,  
chef de l'exploitation**Mike Jones**Directeur général,  
co-chef du groupe mondial  
des Mines, Finances**Tim Hoare**Président du conseil et  
chef de la direction de  
Canaccord Adams Limited

**NOUS NOUS SOMMES CLASSÉS AU PREMIER RANG POUR LE NOMBRE LE PLUS ÉLEVÉ D'OPÉRATIONS EN TANT QUE CHEF DE FILE, SOIT 174, QUI ONT DÉGAGÉ PLUS DE 5,1 MILLIARDS \$ POUR L'EXERCICE, ET POUR NOTRE PARTICIPATION À 497 OPÉRATIONS, QUI ONT MOBILISÉ PLUS DE 32,3 MILLIARDS \$.**

### **D'autres gains pour les activités de vente et de négociation**

Pour que les grandes idées de placement comptent vraiment, elles doivent être appropriées et bien exécutées. Telles sont les grandes forces de vente et de négociation de Canaccord Adams. Forts d'équipes comptant plus de 100 professionnels soutenus par des outils de relations clients de pointe, nous sommes assurés que les clients institutionnels ne reçoivent que les idées qui conviennent à leurs portefeuilles. Et pour les clients de tous genres, nous exécutons, de manière efficace et en temps voulu, des opérations de pratiquement toutes tailles ou liquidités, tout en gérant les incidences sur le marché, dans le respect de l'anonymat.

Les activités de vente et de négociation de Canaccord Adams sont basées à Toronto, Londres, Vancouver, Calgary, Montréal, Boston, New York et

San Francisco. Nous sommes actifs sur sept Bourses à l'échelle mondiale : la Bourse de Londres (LSE); l'AIM, marché de capital de risque exploité par la LSE; la Bourse de Toronto (TSX); la Bourse de croissance TSX; la Bourse de New York, l'American Stock Exchange; et le NASDAQ Stock Market. Plus important encore, nous fonctionnons comme une équipe intégrée, sur une plate-forme commune, avec des spécialistes des ventes, ce qui nous permet de communiquer les bonnes idées de placement à nos 1 500 clients institutionnels rapidement, n'importe où dans le monde.

Au cours de l'exercice 2007, nos activités de vente et de négociation au Canada ont continué à accroître leur part de marché et leurs produits, notamment à la Bourse de croissance TSX. Dans ce secteur aussi, nos efforts sont ciblés. À la Bourse de Toronto, Canaccord Adams est l'un des



## OPÉRATIONS EN TANT QUE CHEF DE FILE D'UNE VALEUR DE

# 5,1 milliards \$

négoceurs en importance auprès des sociétés à faible capitalisation, pour le volume des opérations. Nous sommes un teneur de marché pour plus de 350 émetteurs de faible à moyenne capitalisation et nous pouvons, grâce à nos vastes compétences, informer les clients en temps réel des faits nouveaux dans nos sept secteurs cibles. Les volumes de négociation aux États-Unis n'ont affiché qu'une légère hausse au cours de l'exercice en raison d'un marché extrêmement concurrentiel qui a touché tous les courtiers des marchés intermédiaires. En réaction, nous avons restructuré et élargi notre service des ventes à New York afin d'offrir de meilleurs services aux clients traditionnels ainsi qu'à d'autres gestionnaires d'actifs dans les régions de New York et du Centre du littoral de l'Atlantique. En avril 2007, nous avons créé une équipe de négociation électronique très respectée pour notre bureau de Toronto qui, selon nous, ajoutera beaucoup à la compétitivité de nos activités.

### **Année record pour les services de financement de sociétés**

Pour les sociétés clientes de faible à moyenne capitalisation qui examinent les possibilités d'expansion mondiale, les défis de trouver la bonne idée et l'exécution la plus efficace peuvent être déconcertants. Avec 75 spécialistes du financement de sociétés dans neuf bureaux au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, Canaccord Adams offre à ces entreprises en pleine croissance une combinaison très efficace de compétences qui peuvent les aider à percer avec succès les marchés mondiaux : connaissance approfondie du secteur, plate-forme mondiale unique pour la distribution et la vente, et vaste expérience des opérations sur actions et des services de conseil en fusions et acquisitions.

Cet ensemble très concurrentiel de capacités a contribué à un autre exercice de résultats records pour Canaccord Adams, avec une bonne

**CANACCORD ADAMS***(suite)**De gauche à droite :*

**Jamie Brown**  
Directeur général, chef des services de financement (É.-U.)

**Tara Belisle**  
Responsable, ventes institutionnelles

**Tom Gabel**  
Directeur général, chef des ventes (É.-U.)

**Kevin Dunn**  
Président et chef de la direction de Canaccord Adams Inc.

**PART DE  
MARCHÉ DE**

**12,6 %**

**DES OPÉRATIONS EN TANT QUE CHEF DE FILE**

diversification dans les secteurs liés aux ressources et non liés aux ressources. Au cours de l'exercice 2007, nous nous sommes classés au premier rang au Canada pour avoir effectué, en tant que chef de file, 174 opérations de plus de 1,5 million \$, qui ont dégagé 5,1 milliards \$. Nous avons participé à 497 opérations qui ont mobilisé un produit total de 32,3 milliards \$, nous hissant également au premier rang au Canada. Aux États-Unis, nous avons intégré l'infrastructure des technologies de l'information américaine à notre plate-forme mondiale au cours de l'exercice 2007. Nous avons fait également d'importants placements pour élargir nos compétences en financement de sociétés et en recherche dans les secteurs de l'énergie, de la technologie et des sciences de la vie, ce qui nous place en bonne position pour servir les entreprises de faible à moyenne capitalisation dans ces secteurs. Sur l'AIM de la Bourse de Londres, où nous sommes

l'un des grands conseillers désignés, ou «Nomad», Canaccord Adams a dominé le marché pendant l'année civile 2006 en termes de capitalisation boursière. Canaccord Adams s'est aussi classée au premier rang dans le sondage du magazine *Times* pour avoir produit un rendement moyen de 95,4 % sur des placements de clients liés à des mobilisations de fonds.

Au cours de l'exercice 2008, nous continuerons de renforcer les capacités et la perspective que Canaccord Adams peut offrir aux clients sur sa plate-forme mondiale. En plus de nos nouveaux professionnels en financement de sociétés et en recherche aux États-Unis, nous avons fait une acquisition stratégique, soit une équipe pour notre bureau de Londres, chargée d'étayer et d'élargir nos capacités dans le secteur des fiducies de placement au Royaume-Uni.



## SERVICES AUX PARTICULIERS



*De gauche à droite :*

**J.P. Lavoie**

Vice-président, Formation nationale et développement de produits

**De Colson**

Conseillère en placement principale

**Robert Larose**

Vice-président à la direction et chef des Services aux particuliers

# 15 milliards \$

L'exercice 2007 a été un autre exercice record pour les Services aux particuliers. Les actifs sous administration, grâce à une prise en charge efficace des actifs par nos conseillers en placement et à des marchés plus forts, ont atteint un niveau record de 15 milliards \$ à l'exercice 2007 – un TCAC de 31 % au cours des cinq derniers exercices.

Gérer efficacement le patrimoine dans un contexte de choix complexes nécessite un partenaire en mesure de poser les bonnes questions et de fournir des solutions réfléchies. Les 439 conseillers en placement de Canaccord sont des professionnels chevronnés qui utilisent une approche axée sur les conseils dans leurs relations avec la clientèle.

Notre souci de proposer aux particuliers et à leurs familles des idées qui comptent ont porté les actifs sous administration (ASA) à un niveau record de 15 milliards \$ à l'exercice 2007 – un TCAC de 31 % au cours des cinq derniers exercices. Les ASA par conseiller en placement, ou le volume d'affaires moyen, ont dépassé 34 millions \$, en hausse de 2,8 % rapport à la fin de l'exercice 2006. Une prise



en charge efficace des actifs, des marchés des actions plus forts et des produits gérés ont contribué à hausser les ASA, comme l'a fait l'ajout de nouveaux conseillers en placement et de leurs clients à l'exercice 2007.

Nous sommes très fiers du milieu de travail flexible que nous avons créé pour les conseillers en placement et leurs clients. Bien qu'un nombre croissant de nos courtiers se concentrent sur la gestion de patrimoine, de nombreux conseillers en placement de Canaccord sont aussi activement engagés à la fois dans la gestion de placements et la prestation de conseils aux entreprises qui en sont à leurs débuts ou au stade de croissance, et qui sont à la recherche de capitaux de développement. Ces opérations de financement, qui échappent généralement à l'œil des banques d'investissement, sont non seulement vitales pour les entreprises qui désirent étendre leurs activités, mais sont également une source importante de revenus pour le secteur Services aux particuliers.

### **Accès à des idées qui comptent**

Outre des idées de recherche primées, Canaccord offre aux conseillers en placement et à leurs clients une gamme complète de produits de placement

gérés. Au cours de l'exercice 2007, nous avons ajouté cinq courtiers en valeurs à notre *Programme Alliance* – Connor, Clark & Lunn Financial Group, Dixon Mitchell Investment Counsel, Bissett Investment Management, Barometer Capital et AGF International Advisors – portant ainsi le nombre de conseillers externes à neuf. Nos conseillers en placement sont soigneusement choisis en fonction du profil des clients de Canaccord et sont en mesure de traiter avec les grandes institutions et d'entretenir des relations exclusives avec des petits courtiers-boutiques.

Nous avons également connu une solide croissance, au cours de l'exercice, des actifs de nos comptes de gestion indépendante, appelés *Independence Accounts*, gérés par Nick Majendie, directeur de la gestion de portefeuille. De plus, les Services aux particuliers ont ajouté du soutien en marketing et formation pour des produits comme les régimes de retraite à l'intention des particuliers afin d'offrir aux conseillers en placement et à leurs clients plus d'options pour accumuler de la richesse pour la retraite. Ces initiatives, ainsi que des marchés plus vigoureux, ont porté les actifs sous gestion (ASG) à 652 millions \$. Au cours des cinq derniers exercices, les ASG de Canaccord ont progressé au taux annuel composé de 58 %.

## SERVICES AUX PARTICULIERS

(suite)

De gauche à droite  
(page de gauche) :

**Nancy Street**  
Vice-présidente,  
Activités de détail

**Carolyn Dahl**  
Conseillère en placement  
principale et gestionnaire  
de portefeuille

**Cameron Currie**  
Conseiller en placement  
principal

**Allison Felstad**  
Directrice du marketing

**Peter Chandler**  
Premier vice-président  
et directeur,  
Directeur de succursale

De gauche à droite  
(page de droite) :

**Gordon Chan**  
Directeur général,  
Groupes des produits de détail

**Marie Vaillancourt**  
Conseillère en placement

**J. Eric Mennell**  
Vice-président<sup>1</sup>,  
Conseiller en placement

<sup>1</sup> En attente de l'approbation  
réglementaire

Canaccord offre aux conseillers en placement un éventail complet de produits de placement gérés. Nos conseillers en placement externes sont soigneusement choisis en fonction du profil des clients de Canaccord, et sont en mesure de traiter avec les grandes institutions et d'entretenir des relations exclusives avec des petits courtiers-boutiques.

### UN MILIEU DES AFFAIRES QUI PRODUIT DES RÉSULTATS

Dans le sondage annuel Investment Executive Brokerage Report Card – dans lequel les conseillers évaluent les capacités de leur entreprise, Canaccord se classe systématiquement dans les trois premiers parmi les banques et les courtiers indépendants au Canada. Dans le sondage de 2007, nos conseillers en placement ont particulièrement bien coté Canaccord relativement à la liberté de faire des choix objectifs en ce qui concerne les produits, à la capacité de l'entreprise de tenir ses promesses, à l'orientation stratégique de l'entreprise et à sa culture. Canaccord a également obtenu une très bonne cote pour les produits et le soutien offerts aux clients fortunés, pour la qualité de la recherche sur les actions et pour sa participation à de nouvelles émissions.

## ACTIVITÉS

*De gauche à droite  
(page de gauche) :*

**Peter Virvilis**  
Vice-président à la direction,  
Exploitation, et trésorier

**Andrew Jappy**  
Vice-président à la direction et  
chef de l'information

**Giti Sepahi**  
Première vice-présidente,  
Ressources humaines

*De gauche à droite  
(page de droite) :*

**Bruce Maranda**  
Vice-président à la direction,  
Conformité mondiale  
et responsable en  
chef de la conformité

**Mike Kendall**  
Chef des finances de Canaccord  
Adams Limited

**Bernadette Bañares**  
Contrôleur

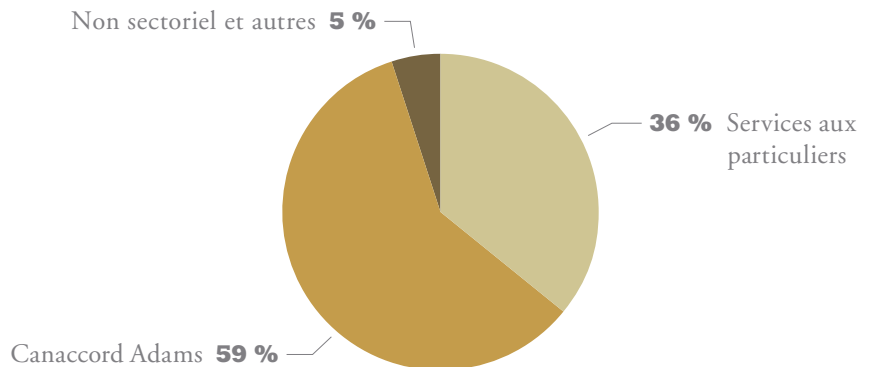
**Anthony Ostler**  
Premier vice-président,  
Gestion des risques et  
du capital de groupe

**David Bibby**  
Premier vice-président,  
Technologie de l'information

**Lynn Higgins**  
Première vice-présidente,  
Valeurs mobilières, exploitation



### E 2007 - Total des produits par secteur d'activité



Environ 360 employés travaillent dans les secteurs des technologies de l'information, de la conformité, des finances, de l'administration et de l'exploitation.



Qu'ils travaillent dans les domaines de la conformité, des finances, de l'exploitation, des ressources humaines ou des technologies de l'information, les membres de l'équipe d'exploitation de Canaccord incarnent bien notre culture entrepreneuriale. Leur dévouement envers l'amélioration continue de nos systèmes et processus – en fait, leur capacité à anticiper les besoins de fonctionnalité – va de pair avec la qualité de service que nous offrons aux employés et aux clients externes.

L'infrastructure des technologies de l'information (TI) de Canaccord, notamment, est un avantage concurrentiel distinctif qui nous permet de communiquer et d'exécuter des idées de manière transparente. Notre objectif est de nous assurer de maintenir notre avance sur le plan technologique en investissant dans des technologies éprouvées qui améliorent nos capacités ou notre efficacité. Nos activités aux États-Unis ont occupé une large place dans le budget des dépenses en TI au cours de l'exercice 2007. Notre personnel a réalisé une

importante mise à niveau en matière de technologies des communications, d'équipement et de logiciels au cours de l'exercice, les intégrant à notre plateforme mondiale et donnant à notre équipe aux États-Unis accès aux outils de haute qualité disponibles sur le réseau Canaccord. Au cours de l'exercice 2007, nous avons également élargi notre groupe de gestion des risques et du capital. Ce groupe jouit du sentiment de responsabilité à l'égard de la gestion des risques, dans les limites prescrites, que prône la Société, et veille, à l'échelle de Canaccord, à gérer et à atténuer les risques afin de créer toujours plus de valeur pour les actionnaires.

Dans toutes nos activités, et particulièrement dans le domaine des TI, un des principaux objectifs est de nous assurer de tirer parti de notre investissement initial dans les technologies afin que notre plateforme puisse prendre en charge plus de produits, de services et de volume. Notre division *Pinnacle Correspondent Brokerage Services*, par exemple, nous permet de gagner des revenus supplémentaires en proposant une solution clés en main regroupant nos services d'arrière-guichet et d'infrastructure TI aux petits courtiers qui désirent impartir la production de leurs rapports et les règlements de négociation.

## COLLECTIVITÉ ET CULTURE

### QUARANTE ANS DE SERVICE EXCEPTIONNEL

Il y a plus de quarante ans, un ami de Ken MacPherson lui a donné un bon conseil. «Donne-toi à fond», avait-il dit à Ken, qui venait tout juste de faire ses débuts comme préposé au tableau noir sur le parquet de la Bourse de Vancouver, «et on te remarquera». Ce qui ne tarda pas. Des années plus tard, Ken est devenu membre d'une équipe d'experts du secteur qui a participé à la conception d'un système de négociation automatisé qui a remplacé l'ancien parquet de la Bourse où il a fait ses débuts. La remarquable carrière de Ken chez Canaccord, qui a duré 40 ans, a été marquée par sa volonté d'assumer des responsabilités de plus en plus grandes dans presque tous les secteurs d'activité de la Société. Aujourd'hui, en qualité de premier vice-président, Négociation, Ken MacPherson possède une expérience opérationnelle et une connaissance de la culture d'entreprise uniques qui sont indispensables au bon déroulement des activités de négociation de Canaccord. «Nous avons toujours été une famille élargie, dit Ken, et je crois que c'est la compassion et le sentiment d'appartenir à une grande famille qui continue de faire de Canaccord une société à part, en dépit de sa croissance.»



**Ken MacPherson**  
Premier vice-président, Négociation

### CANACCORD DANS LA COLLECTIVITÉ

Nous croyons qu'une grande part de la responsabilité sociale de Canaccord est de soutenir des projets communautaires dans les domaines de la santé, de l'éducation, des arts et du développement socioéconomique. Au cours de l'exercice 2007, nos employés ont investi de nombreuses heures et la Société a versé plus de 1,2 million \$ dans des centaines «d'idées qui comptent» à l'échelle locale, nationale et internationale.

#### Enseignement postsecondaire.

Notre apport à la création du Canaccord Learning Commons à l'Université de Colombie-Britannique permet aux étudiants d'avoir accès à de nouveaux outils informatiques et contribuera à faire de la Sauder School of Business le chef de file mondial en matière de principes de gestion.

#### Institutions culturelles.

Canaccord est fière de commanditer la Canaccord Capital Exploration Gallery à l'Aquarium de Vancouver. Cette initiative vise à promouvoir la responsabilité environnementale dans notre collectivité et est le premier aquarium du monde à recevoir la certification «or» du Système d'évaluation des bâtiments durables du programme international Leadership in Energy and Environmental Design. On y présente des expositions interactives fascinantes qui visent à informer et à sensibiliser les visiteurs.

#### Les enfants et les jeunes.

Canaccord est le commanditaire officiel du Big Brothers Whistler Golf Classic, un tournoi de golf de bienfaisance qui permet d'amasser plus de 450 000 \$ chaque année au profit de l'association des Grands frères du Grand Vancouver. En outre, des employés participent chaque année au Bowl for Big Brothers, événement visant à soutenir les programmes de mentorat des Grands frères dont l'objectif est de favoriser le bon développement des enfants et des jeunes grâce à des conseils, du soutien et de l'amitié. À Toronto, Canaccord a participé au 10<sup>e</sup> Annual Bay Street Softball Tournament, qui a permis d'amasser plus de 250 000 \$ au profit de la Bloorview MacMillan Children's Foundation, pour la construction des nouvelles installations de la Fondation. Au Royaume-Uni, les employés de Canaccord soutiennent Absolute Return for Kids, organisme dont la mission est de transformer la vie des enfants victimes d'abus ou souffrant d'un handicap, d'une maladie ou de la pauvreté, notamment en Roumanie et en Afrique du Sud. Tommy's, organisme de bienfaisance voué à la petite enfance, œuvre dans le domaine de la recherche sur les complications liées à la grossesse et aux naissances prématurées. Par l'intermédiaire de Children's Safety Fund, Canaccord parraine également un programme «adapté à la rue» à Londres, qui encourage la sécurité et vient en aide aux enfants en détresse.

# REVUE FINANCIÈRE

<b>20</b>	<b>RAPPORT DE GESTION</b>
<b>20</b>	<b>MESURES NON CONFORMES AUX PCGR</b>
<b>20</b>	<b>VUE D'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS</b>
<b>23</b>	<b>CONTEXTE DU MARCHÉ À L'EXERCICE 2007</b>
<b>23</b>	<b>APERÇU DES EXERCICES PRÉCÉDENTS - 2006 PAR RAPPORT À 2005</b>
<b>24</b>	<b>APERÇU FINANCIER</b>
<b>28</b>	<b>RÉSULTATS PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE</b>
<b>29</b>	<b>INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES</b>
<b>30</b>	<b>RÉSULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ</b>
<b>41</b>	<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>
<b>41</b>	<b>ARRANGEMENTS HORS BILAN</b>
<b>42</b>	<b>SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT</b>
<b>43</b>	<b>DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION</b>
<b>44</b>	<b>RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS</b>
<b>44</b>	<b>PROGRAMME DE MAINTIEN EN POSTE</b>
<b>44</b>	<b>POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES</b>
<b>44</b>	<b>INTERNATIONAL FINANCIAL CENTRE</b>
<b>44</b>	<b>CHANGE</b>
<b>45</b>	<b>ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES</b>
<b>46</b>	<b>PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES</b>
<b>46</b>	<b>OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES</b>
<b>47</b>	<b>GESTION DES RISQUES</b>
<b>50</b>	<b>FACTEURS DE RISQUE</b>
<b>57</b>	<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>
<b>57</b>	<b>INFORMATION ADDITIONNELLE</b>
<b>58</b>	<b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET NOTES</b>
<b>77</b>	<b>INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES</b>
<b>83</b>	<b>GLOSSAIRE</b>
<b>84</b>	<b>GOVERNANCE D'ENTREPRISE</b>

## **Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs**

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur et ils reflètent les attentes et les croyances de la direction à l'égard des événements futurs, dont la situation des affaires et la conjoncture économique, et de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs tiennent compte des croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cibler», «avoir l'intention de» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature même, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et des risques inhérents, généraux et particuliers, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord et dans sa notice annuelle déposés dans [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Ces énoncés prospectifs sont faits à la date du présent document, et Canaccord ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser pour tenir compte de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances.

# RAPPORT DE GESTION

Exercice 2007 terminé le 31 mars 2007 – document daté du 26 juin 2007

Le rapport de gestion suivant de Canaccord Capital Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation de l'exercice terminé le 31 mars 2007 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la «Société» s'entend de Canaccord Capital Inc. et «Canaccord» désigne la Société ainsi que ses filiales directes et indirectes. Le présent rapport doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 mars 2007, qui commencent à la page 58 du présent rapport annuel. Les informations financières de Canaccord sont exprimées en dollars canadiens à moins d'avis contraire. Ce document est préparé selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada.

## MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens comme mesure du rendement. Le rendement des capitaux propres est le bénéfice net divisé par les capitaux propres moyens au cours de la période. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement financier de la Société par rapport au capital investi moyen.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur Services aux particuliers. La valeur des ASA est la valeur du marché des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur du marché globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement de l'exploitation du secteur Services aux particuliers. Les ASG correspondent à la valeur du marché des actifs qui sont la propriété réelle de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par Canaccord, dans le cadre du programme de comptes de gestion indépendante, appelés *Independence Accounts*. Les services fournis comprennent la sélection de placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont donc inclus dans les ASA.

## VUE D'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (TSX et AIM : CCI), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. Canaccord est cotée à la Bourse de Toronto (TSX) et à l'Alternative Investment Market (AIM), branche de la Bourse de Londres. Canaccord exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : les services aux particuliers et les marchés des capitaux. Ensemble, ces activités lui permettent d'offrir une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à sa clientèle composée de particuliers, d'institutions et de grandes entreprises. Canaccord compte environ 1 590 employés à l'échelle mondiale dans 30 bureaux, dont 23 bureaux de Services aux particuliers situés au Canada. Canaccord Adams, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités à Toronto, Londres, Boston, Vancouver, New York, Calgary, Montréal, San Francisco, Houston et la Barbade.

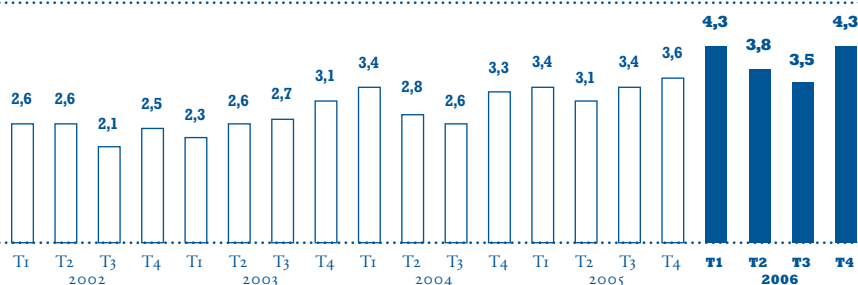
Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières. De façon générale, les marchés des capitaux nord-américains sont au ralenti au cours de la première moitié de notre exercice, période au cours de laquelle nous ne réalisons habituellement qu'environ 35 % à 40 % de nos produits annuels. Au cours de la deuxième moitié de notre exercice, nous réalisons 60 % à 65 % de nos produits annuels. Au début de l'exercice 2007, les marchés financiers nord-américains ont surclassé les niveaux saisonniers historiques et, de ce fait, ont été moins touchés par le caractère saisonnier typique des revenus. De plus, les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure de coûts des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et le suivi dans le contexte actuel du marché.



Le tableau ci-dessous illustre les variations saisonnières des produits dans le secteur du courtage au Canada au cours des quatre dernières années.

### PRODUITS TOTAUX DU SECTEUR CANADIEN DES COURTIER EN VALEURS

(en milliards \$ CA, trimestres civils)



Source : Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières au 31 décembre 2006, Performance de l'industrie des valeurs mobilières

Canaccord essaie de réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et les économies locales en diversifiant non seulement sa répartition sur le plan sectoriel, mais également à l'échelle internationale. Notre diversification dans les grands centres financiers nous a permis de profiter de la vigueur des marchés des actions. Depuis l'exercice 2006, nous avons enregistré une croissance exceptionnelle sur les marchés nord-américains par rapport au niveau d'activité du marché au Royaume-Uni.

### Données sur les marchés

#### Volume de transactions par Bourse

(en milliards d'actions)

	Exercice 2007	Exercice 2006	E07/E06
TSX	88,5	73,1	21,1 %
TSX – croissance	39,9	26,5	50,6 %
AIM	143,4	119,8	19,7 %
NASDAQ	282,2	277,4	1,7 %

Source : Canada Equity, LSE AIM Statistics, Thomson One

### Incidence des soubresauts des marchés des capitaux

Canaccord étant une société de courtage qui tire ses produits principalement des commissions sur les ventes, de la rémunération de prise ferme et des honoraires consultatifs ainsi que de la négociation de stocks, ses activités sont, de manière générale, grandement touchées par les conditions sur les marchés financiers et la conjoncture économique, surtout en Amérique du Nord et en Europe. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Canaccord et le développement de son infrastructure ont jeté les bases de la diversification des produits de Canaccord et de la croissance des produits de l'exercice 2003 à l'exercice 2007.

Grâce à son solide capital de base, Canaccord demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui, en constante évolution, et peut poursuivre sa croissance en maintenant des normes élevées en matière de services clients, en améliorant ses relations, en recrutant continuellement des professionnels chevronnés et en faisant des acquisitions stratégiques auprès d'institutions et au détail lorsque des occasions se présentent.

Les activités de Canaccord sur les marchés des capitaux se concentrent surtout sur les secteurs des mines et métaux, de l'énergie, de la technologie, des sciences de la vie, des produits de consommation, de l'immobilier et de la croissance industrielle, et englobent des activités touchant les services de financement de sociétés et les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche. Canaccord se classe toujours parmi les principaux preneurs fermes en termes de participation à des opérations au Canada et fait partie des plus importants conseillers désignés (Nomads) inscrits à l'AIM, au Royaume-Uni.

### Faits récents importants

#### Mise en œuvre du changement de la direction

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, le conseil d'administration de Canaccord a annoncé la nomination de Paul Reynolds à titre de président, et de Mark Maybank, à titre de chef de l'exploitation de Canaccord Capital Inc., et la démission de Michael Greenwood.

**Prix et réalisations**

- Canaccord Adams a effectué, en tant que chef de file, 174 opérations de plus de 1,5 million \$ à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de plus de 5,1 milliards au cours de l'exercice 2007.
- Canaccord Adams s'est classée au premier rang au Canada pour le produit mobilisé dans les secteurs des mines et métaux, des soins de santé, de l'énergie et de l'immobilier.
- Au cours de l'exercice 2007, Canaccord Adams a participé à l'échelle mondiale à un total de 497 opérations de plus de 1,5 million \$, mobilisant un produit brut de plus de 32,3 milliards \$. De ce nombre d'opérations :
  - Le Canada a participé à 424 opérations, qui ont mobilisé 27,9 milliards \$.
  - Le Royaume-Uni a participé à 43 opérations, qui ont mobilisé 2,1 milliards \$.
  - Les États-Unis ont participé à 30 opérations, qui ont mobilisé 2,3 milliards \$.
- Canaccord Adams s'est classée au premier rang des courtiers des sociétés inscrites à l'AIM pour ce qui est de la capitalisation boursière <sup>1</sup>.
- Au cours de l'exercice 2007, Canaccord a effectué, en tant que chef de file, les opérations sur capitaux propres qui suivent <sup>2</sup>:
  - 326 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour Peak Gold Ltd.
  - 200 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Yamana Gold Inc.
  - 200 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour Bayou Bend Petroleum Ltd.
  - 187 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Niko Resources Ltd.
  - 187 millions \$ à la Bourse de Toronto pour First Calgary Petroleum Ltd.
  - 174 millions \$ à la Bourse de Toronto et sur l'AIM pour European Nickel
  - 135 millions \$ à la Bourse de Toronto et sur l'AIM pour JumpTV Inc.
  - 135 millions \$ à la Bourse de Toronto et sur l'AIM pour Oilexco Inc.
  - 125 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Corriente Resources Ltd.
  - 105 millions \$ à la Bourse de Toronto pour InStorage REIT
  - 92 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Westfield REIT
- Canaccord Adams compte huit analystes qui se sont classés parmi les trois premiers dans leurs secteurs respectifs lors de la sixième cérémonie annuelle des prix *StarMine* Analyst Awards, une évaluation de l'exactitude des analystes dans le choix des titres et l'estimation des bénéfices.
 

Choix des actions :

Canada

  - Sara Elford s'est classée au premier rang pour les industries diversifiées;
  - Chris Rankin s'est classé premier pour les hôtels, restaurants et loisirs (y compris les fiducies);
  - Shant Poladian a obtenu la première place pour l'immobilier (y compris les FPI);
  - Benoît Caron s'est classé au deuxième rang pour le commerce de détail.

Royaume-Uni

  - Damien Hackett s'est classé au deuxième rang pour les mines et métaux.

Exactitude de l'estimation des bénéfices :

Canada

  - Andrew Bradford s'est classé au deuxième rang pour l'énergie, le matériel et les services (y compris les fiducies);
  - Jonathan Kelcher s'est classé troisième pour l'immobilier (y compris les FPI).

États-Unis

  - Scott Van Winkle s'est classé troisième pour les produits personnels.
- Les points saillants financiers clés pour les États-Unis incluaient :
  - Le recrutement réussi d'une équipe de financement de sociétés qui a fait ses preuves dans le secteur des sociétés thérapeutiques émergentes.
  - L'ajout d'une équipe de recherche et de financement de sociétés très respectée dans le secteur des appareils médicaux.
  - L'ajout au sein de l'équipe de recherche énergétique aux États-Unis d'un analyste en services des champs pétrolifères.
  - L'amélioration des installations à New York et à Houston.
- Dans le Investment Executive's Annual Survey of Investment Advisors' 2007 Report, Canaccord s'est classée :
  - ex-æquo au premier rang parmi les sociétés de courtage indépendantes et détenues par des banques au Canada;
  - au deuxième rang en ce qui concerne le respect de ses promesses;
  - ex-æquo au deuxième rang pour les PAPE et les nouvelles émissions;
  - ex-æquo au deuxième rang pour la qualité de la recherche de titres.
- Les actifs sous administration de 15,0 milliards \$, en hausse de 4,9 % par rapport à un an plus tôt.
- Les actifs sous gestion de 652,0 millions \$, en hausse de 6,4 % par rapport à il y a un an.
- Au 31 mars 2007, la société comptait 439 conseillers en placement, soit neuf de plus par rapport à il y a un an.

1) Source : Hemscoff Corporate Advisers Rankings Guide, février 2007

2) Source : FPinformart et informations sur la Société

## CONTEXTE DU MARCHÉ À L'EXERCICE 2007

Bien que les marchés des actions au Canada aient accusé un net recul au printemps et à l'été de l'année civile 2006, l'indice composé S&P/TSX s'est rétabli aux troisième et quatrième trimestres pour clôturer à un sommet sans précédent de 13 021 le 14 décembre 2006 et clore l'année avec un gain annuel de 14,5 %. En octobre, le ministre des Finances a annoncé la proposition d'imposer le secteur des fiducies de revenu à compter de 2011. Cette proposition changera le paysage dans le secteur des fiducies pour les années qui viennent alors qu'une vague de sociétés de fiducie voudront se recapitaliser ou se regrouper.

Au Royaume-Uni, l'AIM a continué d'enregistrer un ralentissement des activités occasionné par un certain nombre de facteurs, dont l'essoufflement des acheteurs relativement aux sociétés à faible capitalisation et un rééquilibrage du marché après une période de croissance rapide. Cependant, les autres marchés européens ont connu un bel essor atteignant un sommet pour les fusions et acquisitions et une croissance économique saine. L'indice des prix Dow Jones EURO STOXX 50 s'est accru de 15,1 % pour clore à 4 119 le 31 décembre 2006.

Les autres tendances sectorielles, comme le devoir de meilleure exécution, sont censées éroder les niveaux de commissions de négociation généraux au cours des années à venir dans le secteur du courtage. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, on a mis en place des règlements exigeant que les sociétés de placement assurent la meilleure exécution lors de négociations pour le compte de clients, augmentant par le fait même la transparence des opérations de négociation. On élimine ainsi les intermédiaires de négociation et de recherche, qui amoindrissent les commissions de négociation pour les courtiers du marché intermédiaire. Les grandes institutions utilisent également des ententes de partage de commissions entre grands négociants et négociants du marché intermédiaire afin de réduire le nombre d'ententes de négociation effectives.

## Perspectives pour l'exercice 2008

Jusqu'ici, dans l'année civile 2007, l'indice composé S&P/TSX et l'indice Dow Jones Industrial Average (DJIA) ont tous deux atteint des sommets sans précédent. En avril, l'indice DJIA a franchi la barre des 13 000 pour la première fois de son histoire. Les marchés européens ont également affiché des gains importants par suite du nombre de fusions et d'acquisitions à profil élevé. Dans l'ensemble, les sentiments sur le marché demeurent positifs au cours du premier semestre de l'année civile.

L'inquiétude sur le marché relative à un ralentissement aux États-Unis, les hausses possibles des taux d'intérêt et la surchauffe de l'économie chinoise n'ont pas encore eu d'incidence négative importante sur les marchés des actions. La croissance sur les marchés des actions devrait être modérée au second semestre de l'année en raison du montant considérable de liquidités et de capitaux sur le marché mondial.

Plus près de chez nous, le Canada devrait continuer de tirer parti de la forte demande mondiale pour les produits de base, les métaux précieux et les métaux communs. La Banque du Canada a suggéré que l'économie canadienne fonctionnera pratiquement à sa capacité de production pour les années civiles 2007 et 2008.

## APERÇU DES EXERCICES PRÉCÉDENTS – 2006 PAR RAPPORT À 2005

Le total des produits pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 s'est élevé à 583,4 millions \$, soit une hausse de 150,6 millions \$, ou 34,8 %, par rapport à l'exercice 2005. Cette hausse est principalement due à une augmentation des activités des marchés des capitaux en Europe pendant l'exercice 2006. En particulier, l'AIM avait eu une année des plus satisfaisantes. Au cours de l'année civile 2006, l'AIM a attiré 462 nouvelles émissions tandis que pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2006, elle en a attiré 121. Le total des capitaux mobilisés avait atteint 9,9 milliards \$ pour l'année, soit près d'une fois et demie le montant réuni en 2005. Pour l'année civile 2005, le rendement des marchés des actions en Amérique du Nord avait également été positif. L'indice composé S&P/TSX avait grimpé de 21,9 % par rapport à l'année précédente, surclassant les principaux indices nord-américains (en hausse de 3,0 % pour le S&P 500, en baisse de 0,6 % pour le DJIA et en hausse de 1,4 % pour le NASDAQ). Cette solide performance a surtout été induite par l'impulsion des actions du secteur des ressources, les faibles taux d'intérêt, un dollar canadien fort, un solide marché des fiducies de revenu et les activités de fusions et acquisitions des plus vigoureuses totalisant 256 milliards \$ selon l'Association canadienne du commerce des valeurs mobilières (ACCVM).

Pour l'exercice 2006, les charges se sont élevées à 464,4 millions \$, soit une hausse de 104,4 millions \$, ou 29,0 %, par rapport à l'exercice 2005, reflétant l'augmentation des charges de rémunération au rendement (78,7 millions \$ ou 35,7 %), des frais d'administration (14,1 millions \$ ou 43,7 %) et des intérêts débiteurs (3,1 millions \$ ou 39,5 %). L'augmentation de la charge de rémunération au rendement était surtout attribuable à une croissance soutenue des produits au cours de l'exercice 2006 en regard de l'exercice 2005.

Le bénéfice net pour l'exercice 2006 a atteint un niveau sans précédent de 81,2 millions \$, soit une hausse de 32,6 millions \$, ou 67,0 %, comparativement à un niveau record à l'exercice 2005. Le résultat dilué par action s'est établi à 1,74 \$, une augmentation de 0,63 \$ ou de 56,8 %. Pour l'exercice 2006, le rendement des capitaux propres s'est élevé à 33,6 % comparativement à un rendement des capitaux propres de 23,9 % pour l'exercice 2005. La hausse plus lente du résultat dilué par action et du rendement des capitaux propres reflète en partie le capital supplémentaire obtenu grâce à l'émission sur le capital autorisé de 70 millions \$ d'actions ordinaires lors du premier appel public à l'épargne (PAPE) le 30 juin 2004.

## APERÇU FINANCIER

Principales informations financières <sup>1</sup> :

Pour les exercices terminés les 31 mars  
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action,  
le nombre d'employés et les pourcentages)

	2007	2006	2005	2007/2006	Augmentation (diminution)
<b>Canaccord Capital Inc.</b>					
Produits					
Commissions	<b>303 672 \$</b>	239 461 \$	168 978 \$	64 211 \$	26,8 %
Financement de sociétés	<b>350 273</b>	266 206	214 450	84 067	31,6 %
Négociation à titre de contrepartiste	<b>31 638</b>	27 388	13 584	4 250	15,5 %
Intérêts	<b>57 908</b>	36 914	26 488	20 994	56,9 %
Divers	<b>13 423</b>	13 446	9 278	(23)	(0,2) %
<b>Total des produits</b>	<b>756 914 \$</b>	583 415 \$	432 778 \$	173 499 \$	29,7 %
Charges					
Rémunération au rendement	<b>382 897</b>	299 188	220 454	83 709	28,0 %
Charges de personnel	<b>47 608</b>	42 019	45 715	5 589	13,3 %
Autres charges indirectes <sup>2</sup>	<b>188 212</b>	123 178	93 853	65 034	52,8 %
<b>Total des charges</b>	<b>618 717 \$</b>	464 385 \$	360 022 \$	154 332 \$	33,2 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	<b>138 197</b>	119 030	72 756	19 167	16,1 %
Bénéfice net	<b>93 456</b>	81 150	48 579	12 306	15,2 %
Résultat par action – de base	<b>2,03 \$</b>	1,82 \$	1,17 \$	0,21 \$	11,5 %
Résultat par action – dilué	<b>1,94 \$</b>	1,74 \$	1,11 \$	0,20 \$	11,5 %
Rendement des capitaux propres moyen attribuable aux actionnaires ordinaires (RCP)/rendement du capital investi moyen (RCIM)	<b>28,4 %</b>	33,6 %	23,9 %	(5,2)p.p.	
Dividendes					
Dividendes en espèces	<b>0,36 \$</b>	0,28 \$	0,26 \$	0,08 \$	28,6 %
Distribution en espèces spéciale		–	0,15	–	s.o.
Valeur comptable par action ordinaire diluée – fin de la période	<b>7,74</b>	5,99	4,82	1,75	29,2 %
<b>Région géographique des États-Unis <sup>3</sup></b>					
Produits	<b>81 259 \$</b>	20 036 \$	– \$	n.	n.
Charges					
Rémunération au rendement	<b>42 560</b>	9 134	–	n.	n.
Charges de personnel	<b>5 110</b>	1 613	–	n.	n.
Autres charges indirectes <sup>2</sup>	<b>36 633</b>	6 133	–	n.	n.
<b>Total des charges</b>	<b>84 303 \$</b>	16 880 \$	– \$	n.	n.
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	<b>(3 044)</b>	3 156	–	n.	n.
Bénéfice net	<b>(1 231)</b>	2 566	–	n.	n.
<b>Canaccord Capital Inc., exclusion faite de la région géographique des États-Unis</b>					
Produits	<b>675 655 \$</b>	563 379 \$	432 778 \$	112 276 \$	19,9 %
Charges					
Rémunération au rendement	<b>340 337</b>	290 054	220 454	50 283	17,3 %
Charges de personnel	<b>42 498</b>	40 406	45 715	2 092	5,2 %
Autres charges indirectes <sup>2</sup>	<b>151 579</b>	117 045	93 853	34 534	30,2 %
<b>Total des charges</b>	<b>534 414</b>	447 505	360 022	86 909	19,6 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	<b>141 241</b>	115 874	72 756	25 367	21,3 %
Bénéfice net	<b>94 687</b>	78 584	48 579	16 103	19,2 %
<b>Données tirées du bilan :</b>					
Total de l'actif	<b>2 609 942 \$</b>	2 177 973 \$	1 638 165 \$	431 969 \$	19,8 %
Passif à long terme	<b>–</b>	–	41 618	–	–
Total du passif	<b>2 237 751</b>	1 890 143	1 415 954	347 608	18,4 %
Total des actions ordinaires	<b>372 191</b>	287 830	222 211	84 361	29,3 %
Nombre d'employés	<b>1 590</b>	1 488	1 260	102	6,9 %

1) Les données sont considérées comme des mesures conformes aux PCGR, sauf le RCP, la valeur comptable par action diluée et le nombre d'employés.

2) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement, les frais de développement, les frais de restructuration et autres frais et le gain à la cession d'un placement.

3) À compter du 3 janvier 2006, les produits et charges de Canaccord Capital Corporation (USA), Inc. et de Canaccord Adams Inc. sont présentés ensemble pour la région géographique des États-Unis. Par conséquent, les résultats de la région géographique des États-Unis ne doivent pas être interprétés comme provenant exclusivement de Canaccord Adams Inc. ou de l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc. Les produits de la région géographique des États-Unis incluent les produits de Canaccord Adams Inc. et les produits de Canaccord Capital Corporation (USA), Inc.

n. : négligeable

p.p. : points de pourcentage

Pour l'exercice 2007, les produits se sont élevés à 756,9 millions \$, en hausse de 29,7 %, ou 173,5 millions \$, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits de l'exercice terminé le 31 mars 2007 est attribuable à l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc. et aux produits inhabituellement forts générés au premier trimestre de 2007. Compte non tenu des activités consolidées aux États-Unis, les produits pour l'exercice auraient été de 675,7 millions \$, en hausse de 19,9 %, ou 112,3 millions \$, par rapport à la même période il y a un an.

Les produits tirés des commissions proviennent surtout des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et négociations auprès des clients institutionnels. L'accroissement de 64,2 millions \$ de l'exercice 2006 à l'exercice 2007 reflète la vigueur des marchés et de l'économie au cours de l'exercice 2007, qui a attisé les activités de négociation. La valeur des opérations à la Bourse de Toronto est passée de 773,0 milliards \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 à 939,7 milliards \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2007, soit un progrès de 21,6 %. Le 31 mars 2007, Canaccord comptait 439 conseillers en placement dans 23 bureaux au Canada et 15,0 milliards \$ d'actifs sous administration.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 350,3 millions \$, en hausse de 84,1 millions \$, ou 31,6 %, en raison de l'activité accrue sur les marchés et des opérations plus importantes. De plus, les gains réalisés sur le produit de la vente d'actions attribuées à titre de rémunération et des reclassements de titres ont aussi contribué à faire monter les produits tirés du financement de sociétés.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont totalisé 31,6 millions \$, une progression de 15,5 %, ou 4,3 millions \$, découlant de la conjoncture favorable du marché et du regain des activités de négociation.

Les intérêts créditeurs ont été de 57,9 millions \$, en hausse de 21,0 millions \$, ou 56,9 %, comparativement à l'exercice précédent, surtout étant donné l'accroissement du nombre et de la taille des comptes sur marge et de la hausse des taux d'intérêt au Canada depuis l'exercice 2006. Les intérêts créditeurs sont tirés des intérêts réalisés sur des instruments financiers et des titres à revenu fixe détenus par Canaccord de même que des intérêts payés par les clients pour les comptes sur marge.

Les produits divers se sont élevés à 13,4 millions \$, soit une baisse de 0,2 % découlant de l'abolition du Programme des immigrants investisseurs.

### Charges en pourcentage des produits

<i>Exercices terminés les 31 mars</i>				2007/2006
<i>Augmentation (diminution) en points de pourcentage</i>	2007	2006	2005	Augmentation (diminution)
Rémunération au rendement	<b>50,6 %</b>	51,3 %	50,9 %	(0,7)p.p.
Charges de personnel	<b>6,3 %</b>	7,2 %	10,6 %	(0,9)p.p.
Autres charges indirectes	<b>24,8 %</b>	21,1 %	21,7 %	3,7 p.p.
Total	<b>81,7 %</b>	79,6 %	83,2 %	2,1 p.p.

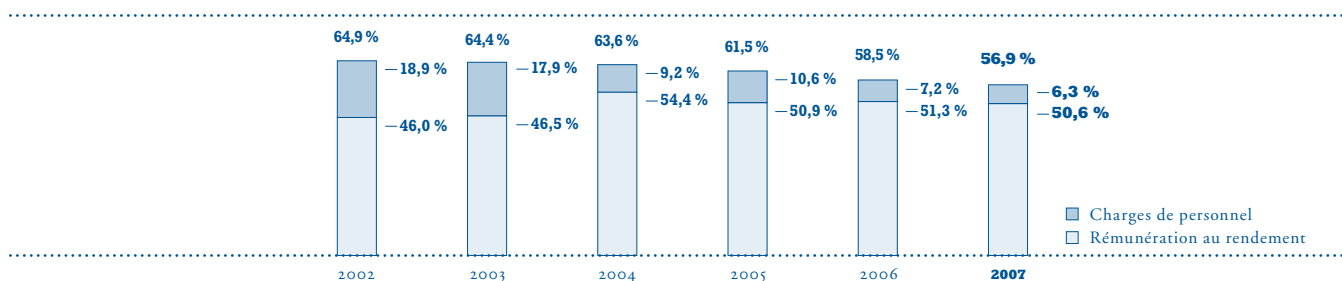
p.p. : points de pourcentage

Les charges pour l'exercice 2007 ont été de 618,7 millions \$, soit une augmentation de 33,2 %, ou 154,3 millions \$, comparativement à l'exercice précédent, illustrant une hausse de la charge de rémunération au rendement de 28,0 %, ou 83,7 millions \$, et des frais d'administration de 38,8 %, ou 18,0 millions \$. La hausse de la charge de rémunération au rendement comparativement à celle de l'exercice précédent reflète le fait qu'il s'agit d'une rémunération variable liée à l'accroissement des produits générés au cours de l'exercice 2007 par les Services aux particuliers et Canaccord Adams. Exclusion faite de la contribution des charges provenant de la région géographique des États-Unis, les charges totales pour l'exercice 2007 auraient été de 534,4 millions \$, soit une montée de 86,9 millions \$, ou 19,4 %.

## Rémunération au rendement et charges de personnel

La rémunération au rendement pour l'exercice 2007 s'est accrue de 83,7 millions \$ par rapport à l'exercice 2006. Cette augmentation est surtout liée à l'accroissement de 173,5 millions \$ des produits. Les charges de personnel pour l'exercice 2007 ont grimpé de 5,6 millions \$, ou 13,3 %, comparativement à l'exercice 2006. Cela a entraîné une majoration nette de 89,3 millions \$ de la rémunération totale, soit une hausse de 26,2 %, qui était inférieure à la croissance des produits de 29,7 %. Avant le 1<sup>er</sup> avril 2005, la rémunération au rendement de Canaccord a fait l'objet d'une révision fondée sur le rendement des capitaux répartis. À compter de l'exercice 2006, la structure de rémunération au rendement de Canaccord a été remaniée pour donner lieu à un versement de participation à pourcentage uniforme. Dans le cadre de ce remaniement, certaines charges de personnel sont désormais déduites du fonds de rémunération au rendement de Canaccord Adams et ne sont plus payées séparément par Canaccord. La participation totale continue également d'inclure une répartition de 3 % pour couvrir les taxes applicables au régime national d'assurance-maladie du Royaume-Uni. Ces changements, y compris la croissance des produits, ont eu pour conséquence de réduire le ratio de la charge totale de rémunération sur l'ensemble de l'exercice à 56,9 %, en baisse de 1,6 point de pourcentage, par rapport à un ratio de 58,5 % pour l'exercice 2006.

### RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS



### Autres charges indirectes

Exercices terminés les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)

	2007	2006	2005	2007/2006 Augmentation
Frais de négociation	27 452 \$	20 615 \$	16 863 \$	33,2 %
Locaux et matériel	25 173	15 843	11 849	58,9 %
Communications et technologie	21 472	16 598	14 037	29,4 %
Intérêts	20 538	10 914	7 824	88,2 %
Frais d'administration	64 182	46 227	32 171	38,8 %
Amortissement	8 151	4 817	3 185	69,2 %
Frais de développement	21 244	9 797	7 924	116,8 %
Gain à la cession d'un placement	-	(1 633)	-	n.
<b>Total des autres charges indirectes</b>	<b>188 212 \$</b>	<b>123 178 \$</b>	<b>93 853 \$</b>	<b>52,8 %</b>

n. : négligeable

Les autres charges indirectes ont augmenté de 65,0 millions \$ pour l'exercice 2007, mais ont diminué de 3,7 % par rapport aux produits en regard de l'exercice 2006. L'accroissement des autres charges indirectes est surtout attribuable aux intérêts ayant trait aux clients, qui ont grimpé de 88,2 %, ou 9,6 millions \$, et aux locaux et au matériel, en hausse de 58,9 %, ou 9,3 millions \$. Les frais d'administration ont bondi de 38,8 %, ou 18,0 millions \$. Cette augmentation soutiendra la hausse générale des affaires sous l'effet de l'activité accrue sur les marchés et de l'expansion de la Société. Les augmentations les plus importantes des frais d'administration se rapportent à la promotion et aux déplacements, en hausse de 46,4 %, ou 7,8 millions \$; aux honoraires, qui ont augmenté de 53,0 %, ou 3,8 millions \$; et aux charges de bureau, en hausse de 23,0 %, ou 1,8 million \$.

**Frais de développement**

<i>Exercices terminés les 31 mars</i> <i>(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	<b>2007</b>	2006	2005	2007/2006 Augmentation (diminution)
Primes de recrutement	<b>16 111 \$</b>	5 404 \$	3 344 \$	198,1 %
Développement de systèmes	<b>5 133</b>	4 393	4 580	16,8 %
<b>Total</b>	<b>21 244 \$</b>	9 797 \$	7 924 \$	116,8 %

Les frais de développement, composante des autres charges indirectes, comprennent les primes de recrutement et les frais de développement de systèmes. Les primes de recrutement sont traditionnellement un élément de la stratégie de recrutement de Canaccord pour attirer des nouveaux conseillers en placement ou des professionnels des marchés des capitaux. Les frais de développement de systèmes représentent les dépenses que Canaccord a engagées pour mettre à niveau sa plate-forme de technologie de l'information.

Au total, les primes de recrutement ont augmenté de 10,7 millions \$ par rapport à un an plus tôt. Les primes liées au recrutement de l'exercice 2007 aux Services aux particuliers se sont établies à 6,1 millions \$, en hausse de 1,8 million \$, ou 41,5 %, en regard de l'exercice 2006. De même, les primes liées au recrutement d'employés pour Canaccord Adams se sont établies à 10,0 millions \$, soit une montée de 9,0 millions \$. La hausse des primes de recrutement s'explique par le recrutement de professionnels pour les Services aux particuliers et pour Canaccord Adams au Canada, de même que par les coûts de maintien en poste des employés d'Adams Harkness Financial Group, Inc.

Le bénéfice net de l'exercice 2007 a atteint le chiffre record de 93,5 millions \$, une progression de 15,2 %, ou 12,3 millions \$, en regard du niveau record enregistré l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi à 1,94 \$, une augmentation de 0,20 \$, ou 11,5 %. Pour l'exercice 2007, le RCP s'est élevé à 28,4 %, comparativement à 33,6 % pour l'exercice 2006. La progression plus lente du RPA dilué et du RCP par rapport à celle du bénéfice net est en partie attribuable à l'émission d'actions ordinaires sur le capital autorisé pour un montant de 70 millions \$ dans le cadre du PAPE réalisé le 30 juin 2004; et à l'émission additionnelle d'actions ordinaires pour l'acquisition d'Enermarket Solutions Ltd. et pour l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc.

Les impôts sur les bénéfices se sont établis à 44,7 millions \$ pour l'exercice 2007, reflétant un taux d'imposition effectif de 32,4 %, comparativement à 31,8 % l'exercice précédent. Notre taux d'imposition effectif tient à la composition géographique de nos activités d'exploitation. L'augmentation du taux effectif d'imposition est surtout due à une hausse des éléments non déductibles influant sur le calcul du bénéfice imposable à la Corporation Canaccord Capital et chez Canaccord Adams Limited. La rubrique «Estimations comptables critiques» à la page 45 du présent rapport de gestion contient une analyse plus détaillée de nos impôts.

## RÉSULTATS PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Cette section est une analyse des résultats de Canaccord par région géographique. Jusqu'au 31 décembre 2005, les activités de Canaccord étaient réparties en deux régions géographiques : Canada (Amérique du Nord) et Royaume-Uni (R.-U.). Par suite de l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc., les États-Unis sont maintenant présentés comme une région géographique distincte. Les produits du Royaume-Uni sont tirés entièrement de l'activité de Canaccord Adams, tandis que les produits du Canada et des États-Unis proviennent des Services aux particuliers, de Canaccord Adams et du secteur Non sectoriel et autres.

## RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS

(Pour les exercices terminés les 31 mars)



Exercices terminés les 31 mars

	2007				2006				2007/2006	
	Canada	R.-U. <sup>1</sup>	É.-U. <sup>2</sup>	Total	Canada	R.-U. <sup>1</sup>	É.-U. <sup>2</sup>	Total	Total	Augmentation
Produits	529 906 \$	145 749 \$	81 259 \$	756 914 \$	437 479 \$	125 900 \$	20 036 \$	583 415 \$	432 778 \$	29,7
Charges	431 274	103 140	84 303	618 717	363 542	83 963	16 880	464 385	360 022	33,2
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	98 632	42 609	(3 044)	138 197	73 937	41 937	3 156	119 030	72 756	16,1
Bénéfice net	63 574	31 113	(1 231)	93 456	48 592	29 992	2 566	81 150	48 579	15,2
Nombre d'employés	1 334	93	163	1 590	1 257	81	150	1 488	1 260	6,9

1) Les activités d'exploitation de Canaccord au Royaume-Uni comprennent les activités liées à Canaccord Adams Limited engagées sur les marchés des capitaux du Royaume-Uni. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni sont présentés comme Autre établissement étranger, ce qui inclut les activités de Canaccord International Ltd.

2) À compter du 3 janvier 2006, par suite de l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc., la région géographique des États-Unis comprend les activités de Canaccord Adams Inc. et de Canaccord Capital Corporation (USA), Inc., qui englobe les activités des secteurs Services aux particuliers et Divers.

Les produits du Canada ont atteint 529,9 millions \$, en hausse de 92,4 millions \$, ou 21,1 %, reflétant une recrudescence de la demande de produits de base et de titres de sociétés connexes au cours de l'exercice 2007 comparativement à la même période il y a un an. Au Royaume-Uni, les produits se sont élevés à 145,8 millions \$, soit une progression de 19,8 millions \$, ou 15,8 %, qui est largement due à une conjoncture favorable du marché au Royaume-Uni au cours des six premiers mois de l'année civile 2006, particulièrement dans les secteurs de l'énergie et des mines. Les produits aux États-Unis ont été de 81,3 millions \$, ce qui représente les produits générés par Canaccord Adams et Canaccord Capital Corporation (USA), Inc.

Les charges de l'exercice 2007 au Canada ont grimpé de 67,7 millions \$, ou 18,6 %, et au Royaume-Uni, de 19,2 millions \$, en regard de la période correspondante il y a un an. Les charges pour la période ont été de 84,3 millions \$ aux États-Unis.



**INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES**

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit trimestres les plus récents qui se sont terminés le 31 mars 2007. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les rajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation de l'état des résultats pour les périodes. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2007				Exercice 2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Produits</b>								
Commissions	<b>87 682 \$</b>	<b>74 380 \$</b>	<b>63 556 \$</b>	<b>78 054 \$</b>	88 846 \$	56 701 \$	53 103 \$	40 811 \$
Financement de sociétés	<b>99 138</b>	<b>78 177</b>	<b>70 118</b>	<b>102 840</b>	87 977	84 425	44 299	49 505
Négociation à titre de contrepartiste	<b>9 429</b>	<b>9 035</b>	<b>5 390</b>	<b>7 784</b>	13 677	6 176	9 276	(1 741)
Intérêts	<b>15 656</b>	<b>14 355</b>	<b>14 259</b>	<b>13 638</b>	11 424	8 886	8 361	8 243
Divers	<b>4 538</b>	<b>2 366</b>	<b>2 708</b>	<b>3 811</b>	5 150	2 482	3 615	2 199
<b>Total des produits</b>	<b>216 443 \$</b>	<b>178 313 \$</b>	<b>156 031 \$</b>	<b>206 127 \$</b>	207 074 \$	158 670 \$	118 654 \$	99 017 \$
Bénéfice net	<b>26 016</b>	<b>23 692</b>	<b>17 806</b>	<b>25 942</b>	30 070	24 248	15 754	11 078
RPA – de base	<b>0,57</b>	<b>0,51</b>	<b>0,39</b>	<b>0,57</b>	0,66	0,55	0,35	0,24
RPA – dilué	<b>0,54</b>	<b>0,49</b>	<b>0,37</b>	<b>0,54</b>	0,63	0,52	0,34	0,24

**Tendances trimestrielles et risques**

Les activités de Canaccord sont cycliques et connaissent d'importantes variations des produits et du bénéfice d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs indépendants de la volonté de Canaccord et, par conséquent, les produits et le bénéfice net devraient fluctuer comme ils l'ont toujours fait. Nos activités obéissent à la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières. De façon générale, les marchés des capitaux nord-américains sont au ralenti au cours de la première moitié de notre exercice. En effet, durant cette période, nous ne générons habituellement qu'environ 35 % à 40 % de nos produits annuels. Au cours de la deuxième moitié de notre exercice, nous réalisons 60 % à 65 % de nos produits annuels.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, les marchés des capitaux mondiaux ont connu un rendement supérieur à celui des trimestres correspondants des exercices précédents. L'activité sur les marchés des capitaux a considérablement diminué à la fin de mai parce que les efforts déployés par le Japon pour normaliser son économie ont suscité une hausse des taux d'intérêt mondiaux, entraînant un ralentissement de la croissance économique à l'échelle mondiale. Cet effet s'est fait sentir aux États-Unis alors que la croissance a ralenti à 3,5 % au cours du deuxième trimestre de l'année civile 2006, par suite du resserrement monétaire et du ralentissement du marché de l'habitation. Dans le même ordre d'idées, la croissance au Canada a atteint un plateau, à 3,3 %, et l'activité sur les marchés des capitaux canadiens a considérablement diminué en mai 2006, comme le démontre le volume de titres négociés. En Europe, l'activité économique a considérablement ralenti au cours du premier trimestre de l'exercice 2007 lorsque le degré de confiance des investisseurs a chuté en juin par suite d'une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007, l'annonce du gouvernement fédéral du Canada de son intention de modifier la structure fiscale des fiducies de revenu canadiennes a eu une incidence sur certaines tranches de notre gamme de services de financement de sociétés au Canada. Cependant, il faut souligner qu'une importante partie de nos revenus liés aux fiducies provient des FPI qui, dans une grande mesure, ne sont pas touchés par le projet de loi.

Au quatrième trimestre de l'année civile 2006, les marchés des actions ont connu une hausse par rapport au trimestre précédent, reflet d'un gain au niveau de la croissance économique canadienne en raison surtout d'une augmentation des prix des marchandises par rapport au trimestre précédent. L'indice composé S&P/TSX a atteint un sommet dépassant les 13 000 points à la mi-décembre, pour redescendre aux alentours de 12 000 points en raison en partie de la chute des prix du pétrole. En octobre, les Canadiens ont investi de fortes sommes dans des titres étrangers, soit 6,8 milliards \$, ce qui s'inscrit dans notre thèse de la mondialisation du secteur des placements. Selon Statistique Canada, c'est le signe le plus fort que le récent ralentissement de la croissance ne se prolongera probablement pas.

Le volume de négociation d'actions au troisième trimestre de l'exercice 2007 a connu une solide croissance, soit plus de 10 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2006 sur chacune des Bourses TSX, TSX-V et AIM, tandis que les volumes de négociation sur le NASDAQ ont chuté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La stabilisation des taux d'intérêt en Amérique du Nord continue d'inciter les entreprises à investir aux États-Unis et au Canada, et est un signe positif de vigueur soutenue sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord, donc, un monde des affaires propice aux activités de Canaccord. Alors que les taux grimpent au Royaume-Uni et en Europe, la croissance économique dans la région demeure favorable. Même devant la possibilité d'un ralentissement économique aux États-Unis, les activités économiques au Royaume-Uni et en Europe ne devraient pas se détériorer à court terme. Par conséquent, une économie favorable au Royaume-Uni sera propice aux activités de Canaccord.

## Rendement du quatrième trimestre de 2007

Le quatrième trimestre a affiché des produits record de 216,4 millions \$, soit un bond de 9,4 millions \$, ou 4,5 %, comparativement à la même période il y a un an. Les produits se sont accrues dans tous les secteurs d'activité en raison de l'activité favorable dans les marchés des capitaux en Amérique du Nord au cours du trimestre. Dans l'ensemble, les produits du quatrième trimestre de 2007 auraient été de 196,5 millions \$, un progrès de 9,5 millions \$, ou 5,1 % par rapport au quatrième trimestre de 2006, compte non tenu de l'apport de la région géographique des États-Unis (voir la note 2 à la page 28).

Les charges se sont établies à 176,3 millions \$, soit 12,7 millions \$, ou 7,8 % de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout attribuable à l'ajout de nos activités aux États-Unis, qui représentaient 23,0 millions \$ en charges pour le trimestre. Notre profil des charges aux États-Unis reflète les placements effectués aux États-Unis pour agrandir et améliorer notre bureau de New York, installer notre bureau de Houston et ajouter des équipes de recherche et de financement de sociétés aux secteurs sur lesquels nous nous concentrons. Dans l'ensemble, les charges du quatrième trimestre de 2007 se seraient élevées à 153,3 millions \$, soit un progrès de 4,4 %, ou 6,5 millions \$, compte non tenu des charges engagées par la région géographique des États-Unis.

Pour le trimestre, la charge de rémunération au rendement a été de 113,5 millions \$, soit une hausse de 4,8 %, ou 5,2 millions \$, surtout due à la progression des produits axés sur le rendement. Cependant, la rémunération au rendement en pourcentage des produits s'est élevée à 52,4 %, un progrès de 0,1 point de pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre a atteint 26,0 millions \$, en baisse de 13,5 %, ou 4,1 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi à 0,54 \$, en baisse de 0,09 \$, ou 14,3 %, et le RCP a été de 29,0 % comparativement à 45,7 % il y a un an. La baisse du RPA et du RCP comparativement au bénéfice net est attribuable en partie à la dilution associée à l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc., et aux investissements dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni. La valeur comptable par action ordinaire s'est élevée de 29,2 %, pour atteindre 7,74 \$, une augmentation de 1,75 \$ comparativement à 5,99 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des bénéfices non répartis.

## RÉSULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Pour les exercices terminés les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2007				2006					2005
	Services aux particuliers	Canaccord Adams	Non sectoriel et autres	Total	Services aux particuliers	Canaccord Adams	Non sectoriel et autres	Total	Total	
Produits										
Canada	268 590 \$	227 324 \$	33 992 \$	529 906 \$	223 925 \$	189 074 \$	24 480 \$	437 479 \$	316 688 \$	
Royaume-Uni	-	145 749	-	145 749	-	125 900	-	125 900	116 090	
États-Unis	4 029	76 644	586	81 259	1 269	18 692	75	20 036	-	
Total des produits	272 619	449 717	34 578	756 914	225 194	333 666	24 555	583 415	432 778	
Charges	202 090	338 447	78 180	618 717	163 976	231 683	68 726	464 385	360 022	
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	70 529	111 270	(43 602)	138 197	61 218	101 983	(44 171)	119 030	72 756	
Nombre d'employés	728	502	360	1 590	689	464	335	1 488	1 260	

Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 15 des états financiers consolidés, en page 74.

Les activités de Canaccord sont divisées en trois secteurs : Services aux particuliers et Canaccord Adams sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est surtout un secteur administratif.

Services aux particuliers offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients privés surtout au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. Canaccord Adams (anciennement connue sous la dénomination du groupe Marchés des capitaux mondiaux Canaccord) fournit des services de financement de sociétés, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, en plus d'exercer des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Les produits des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement à l'égard d'opérations de financement de sociétés et d'opérations mettant en jeu du capital de risque pour des particuliers. Pour l'exercice 2007, les résultats ont atteint un total inégalé de 272,6 millions \$, un bond de 47,4 millions \$, ou 21,1 %, par rapport au record atteint l'exercice précédent. Pour l'exercice, les charges liées aux Services aux particuliers ont augmenté de 38,1 millions \$, ou 23,2 %, par rapport à celles de l'exercice 2006.

Au cours de l'exercice 2006, Canaccord Adams Inc., et le nom du groupe Marchés des capitaux mondiaux de Canaccord (Canada, Royaume-Uni et États-Unis) ont été remplacés à l'échelle mondiale par le nom Canaccord Adams. Canaccord Adams Inc., de concert avec Canaccord Capital Corporation (USA), Inc., qui englobe les Services aux particuliers et le secteur Non sectoriel et autres aux États-Unis, constitue la région géographique des États-Unis de Canaccord.

En outre, Canaccord Capital (Europe) Limited (œuvrant surtout sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni) a été renommée Canaccord Adams Limited, et elle représente la région géographique du Royaume-Uni de Canaccord.

La division de La Corporation Canaccord Capital qui œuvre sur les marchés des capitaux au Canada a été placée sous la marque Canaccord Adams et, avec les Services aux particuliers au Canada et le secteur Non sectoriel et autres, elle représente la région géographique du Canada de Canaccord.

Les produits de Canaccord Adams proviennent des commissions et des honoraires réalisés dans le cadre des financements de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des opérations de négociation à titre de contrepartiste et des opérations de négociation internationales de Canaccord. Pour l'exercice 2007, les résultats ont atteint un total inégalé de 449,7 millions \$, un bond de 116,1 millions \$, ou 34,8 %, par rapport au record atteint l'an dernier. Les charges de l'exercice 2007 pour Canaccord Adams se sont établies à 338,4 millions \$, en hausse de 106,8 millions \$, ou 46,1 %, en regard de l'exercice 2006.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts créditeurs et débiteurs ainsi que les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables aux divisions Services aux particuliers et Canaccord Adams. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. Pour l'exercice 2007, les produits du secteur Non sectoriel et autres se sont établis à 34,6 millions \$, en hausse de 40,8 %, tandis que les charges se sont accrues de 13,8 % pour l'exercice par rapport à un an plus tôt.

## **Services aux particuliers**

### **Aperçu**

Canaccord fournit une vaste gamme de services financiers et de produits de placement à sa clientèle privée, notamment des produits exclusifs et des produits de tierces parties. Les produits tirés des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement de particuliers à l'égard d'opérations de financement d'entreprise et d'opérations mettant en jeu du capital de risque.

### **Profil de l'industrie**

L'Association canadienne du commerce des valeurs mobilières (ACCVM) a indiqué qu'à la fin du quatrième trimestre de l'année civile 2006, les sociétés de services complets avaient porté leurs produits à un montant sans précédent de 1,6 milliard \$, en hausse de 13,0 % par rapport à l'année civile 2005. Selon l'ACCVM, les négociations et les ventes record de fonds communs de placement au dernier exercice ont fait monter les produits tirés des commissions à un sommet sans précédent de 1,3 milliard \$, en hausse de 11,0 % par rapport à la même période il y a un an. L'ACCVM a aussi précisé que les courtiers à services complets offraient toujours des produits et services non traditionnels et que cette tendance a aussi contribué à une hausse soutenue des produits tirés des honoraires. On s'attend à ce que cette transition des comptes axés sur les commissions vers les comptes axés sur les honoraires et les comptes intégrés, ou comptes à frais fixes, constitueront des sources de revenus intéressantes et croissantes pour l'industrie.

### **Perspectives**

Nous continuons d'enregistrer une hausse de la demande de produits financiers structurés autres que les fonds communs de placement, comme les comptes en gestion distincte, les fonds négociés en Bourse et les programmes de comptes intégrés. Nous pensons que la structure de Canaccord et son fonctionnement entrepreneurial indépendant confèrent davantage de souplesse pour modifier l'offre de nos produits. Nous prévoyons une croissance soutenue de notre entreprise des Services aux particuliers, en raison de la fermeté du dollar canadien, d'un essor des prix des ressources et des perspectives positives au pays pour le reste de l'année civile 2007.

**Rendement financier <sup>1</sup> :**

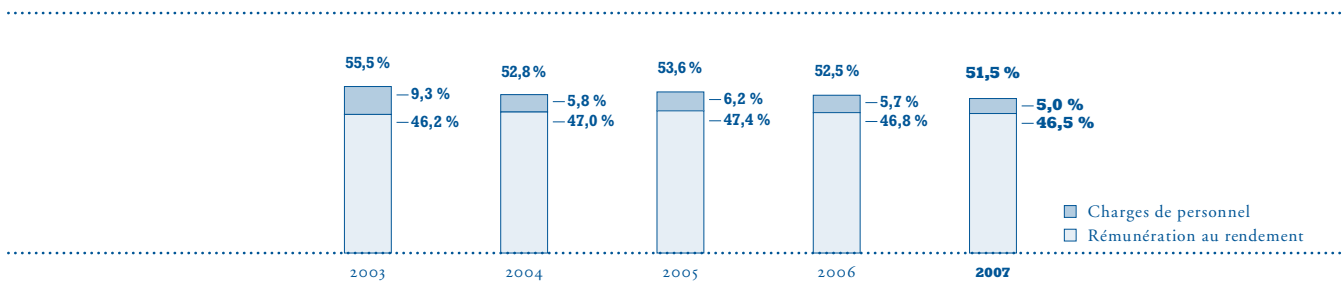
(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et de conseillers en placement et les pourcentages)

	Pour les exercices terminés les 31 mars				2007/2006 Augmentation
	2007	2006	2005		
Produits	<b>272 619 \$</b>	225 194 \$	178 176 \$	47 425 \$	21,1 %
Charges					
Rémunération au rendement	<b>126 668</b>	105 283	84 396	21 385	20,3 %
Charges de personnel	<b>13 626</b>	13 053	11 158	573	4,4 %
Autres charges indirectes	<b>61 796</b>	45 640	31 950	16 156	35,4 %
Total des charges	<b>202 090 \$</b>	163 976 \$	127 504 \$	38 114 \$	23,2 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	<b>70 529</b>	61 218	50 672	9 311	15,2 %
Actifs sous gestion (ASG)	<b>652</b>	613	380	39	6,4 %
Actifs sous administration (ASA)	<b>15 014</b>	14 310	9 967	704	4,9 %
Nombre de conseillers en placement	<b>439</b>	430	412	9	2,1 %
Nombre d'employés	<b>728</b>	689	657	39	5,7 %

1) Les données sont considérées comme des mesures conformes aux PCGR, sauf le nombre de conseillers en placement et d'employés, et les ASA et les ASG.

Les produits tirés des Services aux particuliers pour l'exercice 2007 se sont établis à 272,6 millions \$, en hausse de 21,1 %, ou 47,4 millions \$, en regard de l'exercice 2006, reflétant principalement le regain des activités sur les marchés des actions en Amérique du Nord par rapport à l'exercice précédent.

Les charges pour l'exercice se sont élevées à 202,1 millions \$, soit une hausse de 23,2 %, ou 38,1 millions \$, par rapport à l'exercice 2006. La hausse des charges des Services aux particuliers est surtout attribuable à la rémunération au rendement, aux intérêts débiteurs et aux frais de développement. La rémunération au rendement s'est établie à 21,4 millions \$, soit 20,3 % de plus qu'à la même période de l'exercice précédent, surtout à cause de l'accroissement des produits découlant de l'activité vigoureuse des marchés des actions en Amérique du Nord au cours de l'exercice 2007, surtout au premier trimestre de 2007. La participation totale en pourcentage des produits pour l'exercice 2007 a été de 51,5 %, en baisse par rapport à 52,5 % à l'exercice 2006, car l'augmentation des produits a été plus rapide que celle des charges de personnel.

**RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS**

Les frais d'administration ont grimpé de 1,5 million \$, ou 12,5 %, et les frais de développement ont augmenté de 1,8 million \$, ou 41,1 %. Les augmentations les plus importantes des frais d'administration au cours de l'exercice 2007 avaient trait à la promotion et aux déplacements, une progression de 1,4 million \$, ou 49,8 %, et aux autres frais, en hausse de 0,9 million \$.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour les Services aux particuliers s'est établi à 70,5 millions \$, un bond de 15,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, témoignant de l'activité plus vive au cours de l'exercice 2007 sur les marchés et des apports des conseillers en placement recrutés au cours de l'exercice précédent.

**Faits saillants de l'exploitation**

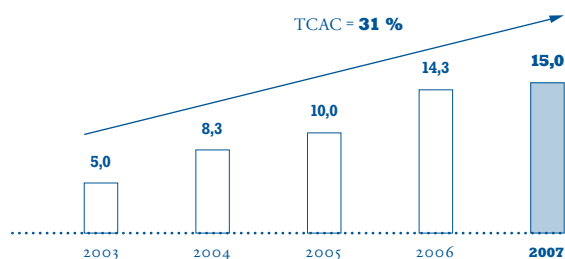
Canaccord a continué de mettre en valeur une série complète d'instruments de gestion de patrimoine exceptionnels pendant l'exercice 2007. Nous croyons qu'il est important d'élargir notre gamme de produits pour maintenir notre croissance dans ce domaine et de créer un environnement propice à attirer les conseillers en placement. Compte tenu des tendances démographiques et socio-économiques au Canada, nous cherchons à offrir une gamme complète et diversifiée de services de gestion de patrimoine et à donner au conseiller en placement toute la latitude voulue pour qu'il puisse remplir son rôle.

Nous continuons de recruter hardiment des conseillers chevronnés. Depuis l'exercice 2006, nous avons ajouté un nombre net de neuf conseillers en placement, pour un total de 439 employés. Le 31 mars 2007, les actifs sous administration ont atteint 15,0 milliards \$, ce qui représente un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 31 % depuis 2002. Cette croissance est le

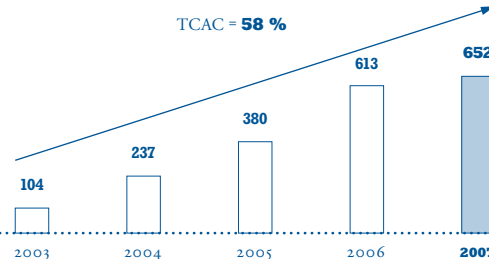
fruit à la fois du recrutement de conseillers en placement établis ayant un important volume d'affaires, de la fermeté des marchés des actions et des produits gérés. Pour les 12 mois terminés le 31 mars 2007, les actifs sous gestion dans notre gamme de comptes gérés se sont établis à 652 millions \$, en hausse de 6,4 % par rapport à l'exercice 2006.

**ACTIFS SOUS ADMINISTRATION (ASA)**

(en milliards \$ CA)

**ACTIFS SOUS GESTION (ASG)**

(en millions \$ CA)



Grâce aux comptes en gestion distincte (CGD) de Canaccord, connus sous le nom de *Programme Alliance*, nous offrons à nos clients une gestion de portefeuille professionnelle, assortie d'un choix de stratégies fondées sur les objectifs de placement du client. Grâce au succès des comptes gérés à l'interne de Canaccord, appelés *Independence Accounts* (ou comptes de gestion indépendante), nous avons conclu des ententes avec neuf gestionnaires financiers externes :

- AGF International Advisors
- Barometer Capital Management
- Bissett Investment Management
- Brandywine Global Investment Management
- Connor, Clark & Lunn Financial Group
- Dixon Mitchell Investment Counsel
- Jarislowsky Fraser Ltd.
- KBSH Capital Management Ltd.
- Seamark Asset Management Ltd.

Nous continuons de développer des produits et services en vue d'offrir à nos conseillers en placement la latitude voulue pour qu'ils puissent offrir le meilleur assortiment de produits à leurs clients, tout en renforçant notre culture d'entreprise. Au cours de l'exercice 2007, en plus d'élargir le *Programme Alliance*, les Services aux particuliers ont mis en œuvre un énoncé de politique de placement et un progiciel pour la planification financière, de même qu'un programme national de formation des conseillers en placement.

**Canaccord Adams****Aperçu**

Les produits de ce secteur d'activité sont tirés des commissions et des honoraires réalisés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes nets de négociation provenant des opérations de négociation à titre de contrepartiste et des opérations de négociation internationales de Canaccord. La contribution aux produits de Canaccord Adams se segmente en trois régions : le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Canaccord Adams a enregistré une croissance spectaculaire, ses produits ayant plus que doublé au cours des trois dernières années et la part de marché de ses activités de vente et de négociation au Canada ayant presque doublé. L'intégration des équipes du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis a amélioré les services de Canaccord Adams dans les secteurs de la recherche, du financement de sociétés, de la vente et de la négociation. À l'exercice 2007, l'équipe a effectué, en tant que chef de file, 174 opérations de plus de 1,5 million \$ chacune, à l'échelle mondiale, pour le compte de clients, ce qui représente un produit total de plus de 5,1 milliards \$. Également à l'exercice 2007, l'équipe a participé à 497 opérations de plus de 1,5 million \$ chacune à l'échelle mondiale, pour le compte de clients, ce qui représente un produit total supérieur à 32,4 milliards \$. De ce nombre d'opérations :

- le Canada a participé à 424 opérations, qui ont mobilisé 27,9 milliards \$;
- le Royaume-Uni a participé à 43 opérations, qui ont mobilisé 2,1 milliards \$;
- les États-Unis ont participé à 30 opérations, qui ont mobilisé 2,3 milliards \$.

Au cours de l'exercice 2007, Canaccord a effectué, en tant que chef de file, les opérations sur capitaux propres qui suivent :

- 326 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour Peak Gold Ltd.
- 200 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Yamana Gold Inc.
- 200 millions \$ à la Bourse de croissance TSX pour Bayou Bend Petroleum Ltd.
- 187 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Niko Resources Ltd.
- 187 millions \$ à la Bourse de Toronto pour First Calgary Petroleum Ltd.

- 174 millions \$ à la Bourse de Toronto et sur l'AIM pour European Nickel
- 135 millions \$ à la Bourse de Toronto et sur l'AIM pour JumpTV Inc.
- 135 millions \$ à la Bourse de Toronto et sur l'AIM pour Oilexco Inc.
- 125 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Corriente Resources Ltd.
- 105 millions \$ à la Bourse de Toronto pour InStorage REIT
- 92 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Westfield REIT

L'arrivée de Canaccord Adams Inc. aux États-Unis, par suite de l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc., a permis à Canaccord de diversifier sa couverture sectorielle. Les produits liés aux ressources de Canaccord Adams représentaient 65 % du total des produits au cours de l'exercice 2007, par rapport à 61 % au cours de l'exercice 2006. Notre profil équilibré nous permet de participer au marché haussier des produits de base qui devrait se maintenir, tout en offrant une diversification dans les secteurs de la technologie, des sciences de la vie et de la croissance industrielle.

Menant ses activités dans 10 bureaux à l'échelle internationale, Canaccord Adams assure une distribution dans une perspective mondiale dans les secteurs suivants :

- Mines et métaux
- Énergie
- Technologie
- Sciences de la vie
- Produits de consommation
- Immobilier
- Croissance industrielle

#### **Profil de l'industrie**

Canaccord Adams est active sur sept Bourses au niveau international : la Bourse de Toronto (TSX), la Bourse de croissance TSX, la Bourse de Londres (LSE), l'AIM, le NASDAQ, la Bourse de New York (NYSE) et l'AMEX. Notre expertise dans ces marchés nous permet d'obtenir des capitaux à un faible coût, d'élargir le nombre d'actionnaires et de rendre l'accès aux capitaux plus facile pour nos clients.

Pour l'exercice 2007, les volumes de négociation se sont élevés de 21 % à la Bourse de Toronto, de 51 % à la Bourse de croissance TSX et de 20 % à l'AIM par rapport à l'exercice 2006. Bien que les volumes de négociation aient généralement augmenté, les tendances sectorielles à assurer la meilleure exécution devraient éroder les niveaux de commissions de négociation généraux au cours des années à venir dans le secteur du courtage. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, on a mis en place des règlements exigeant que les sociétés de placement assurent la meilleure exécution lors de négociations pour le compte de clients, augmentant par le fait même la transparence des opérations de négociation. On élimine ainsi les intermédiaires de négociation et de recherche, qui amoindrissent les commissions de négociation pour les courtiers du marché intermédiaire. À mesure que cette élimination des intermédiaires a lieu, les produits de recherche tarifés devraient représenter un apport plus grand comme source de revenus et contrebalancer une partie de l'érosion des commissions de négociation. Canaccord Adams offre une recherche à valeur ajoutée axée sur un créneau précis qui devrait nous permettre de nous distinguer des autres courtiers du marché intermédiaire.

#### **Perspectives**

Canaccord a toujours occupé une position de force dans les secteurs liés aux ressources et est bien positionnée pour tirer parti de ce que nous continuons à considérer comme un cycle à long terme pour les produits de base. Nos plates-formes au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis ont offert à Canaccord une occasion unique de «fertilisation croisée» pour dominer les opérations grâce à sa capacité de distribution accrue. Nous nous sommes également diversifiés dans des domaines étrangers aux ressources comme la technologie, les sciences de la vie, les produits de consommation, l'immobilier et la croissance industrielle afin de nous protéger efficacement contre la volatilité du secteur des ressources.

Au Canada, les marchés des capitaux continueront de tirer parti de la demande mondiale pour les produits de base et les ressources naturelles. Au cours du dernier exercice, des acquisitions de grande envergure se sont déroulées sur le marché canadien. Comme le choix des sociétés à capitalisation élevée a baissé à la Bourse de Toronto, plus d'attention sera portée aux intervenants du marché à capitalisation moyenne. Canaccord Adams est la mieux placée sur le marché intermédiaire pour profiter de cette occasion.

Au Royaume-Uni, Canaccord a fermement établi sa prédominance sur l'AIM en offrant des services de vente et de négociation, de recherche et de financement de sociétés à des institutions et sociétés clientes. Même si l'AIM a continué d'enregistrer un ralentissement des activités occasionné par un certain nombre de facteurs, dont l'essoufflement des acheteurs relativement aux sociétés à faible capitalisation et un rééquilibrage du marché après une période de croissance rapide. Canaccord s'est diversifiée dans de nouveaux secteurs et a accru son expertise à la Bourse de Londres.

Canaccord continuera d'effectuer des placements aux États-Unis pour rendre à nouveau rentable ce secteur distinct de nos activités. Le secteur américain de Canaccord Adams a joué un rôle important dans notre stratégie de «fertilisation croisée».

La stratégie de Canaccord est de continuer d'accentuer sa présence aux États-Unis et au Royaume-Uni en étendant ses liens aux États-Unis et en Europe et en fournissant à sa clientèle institutionnelle une combinaison de produits supérieure et diversifiée, axée sur des sociétés en pleine croissance à faible et moyenne capitalisation parmi nos secteurs cibles, c'est-à-dire les mines et les métaux, l'énergie, la technologie, les sciences de la vie, les produits de consommation, l'immobilier et la croissance industrielle.

**Rendement financier <sup>1</sup>**

		Pour les exercices terminés les 31 mars									
		2007				2006				2005	2007/2006
		Canada	R.-U.	É.-U. <sup>2</sup>	Total	Canada	R.-U.	É.-U. <sup>2</sup>	Total	Total (diminution)	
<i>(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)</i>											
Produits											
Canada											
Marchés des capitaux	<b>187 562 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>187 562 \$</b>	150 470 \$	- \$	- \$	150 470 \$	95 559 \$	24,7 %	
Opérations internationales	<b>24 177</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24 177</b>	20 940	-	-	20 940	15 452	15,5 %	
Négociateurs inscrits	<b>7 878</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 878</b>	9 124	-	-	9 124	4 275	(13,7)%	
Revenu fixe	<b>7 707</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 707</b>	8 540	-	-	8 540	8 278	(9,8)%	
-----											
Total des produits au Canada	<b>227 324</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>227 324</b>	189 074	-	-	189 074	123 564	20,2 %	
Royaume-Uni	<b>-</b>	<b>145 749</b>	<b>-</b>	<b>145 749</b>	-	125 900	-	125 900	116 090	15,8 %	
États-Unis <sup>2</sup>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>76 644</b>	<b>76 644</b>	-	-	18 692	18 692	-	310,0 %	
-----											
Total des produits	<b>227 324 \$</b>	<b>145 749 \$</b>	<b>76 644 \$</b>	<b>449 717 \$</b>	189 074 \$	125 900 \$	18 692 \$	333 666 \$	239 654 \$	34,8 %	
Charges											
Rémunération au rendement	<b>115 756</b>	<b>77 141</b>	<b>40 685</b>	<b>233 582</b>	98 168	68 889	8 547	175 604	125 030	33,0 %	
Charges de personnel	<b>2 944</b>	<b>3 139</b>	<b>5 110</b>	<b>11 193</b>	3 612	3 210	1 613	8 435	16 577	32,7 %	
Autres charges indirectes	<b>34 352</b>	<b>22 860</b>	<b>36 460</b>	<b>93 672</b>	29 855	11 864	5 925	47 644	32 128	96,6 %	
-----											
Total des charges	<b>153 052</b>	<b>103 140</b>	<b>82 255</b>	<b>338 447</b>	131 635	83 963	16 085	231 683	173 735	46,1 %	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	<b>74 272</b>	<b>42 609</b>	<b>(5 611)</b>	<b>111 270</b>	57 439	41 937	2 607	101 983	65 919	9,1 %	
-----											
Nombre d'employés	<b>246</b>	<b>93</b>	<b>163</b>	<b>502</b>	233	81	150	464	279	8,2 %	

1) Inclut la division internationale des marchés des capitaux de La Corporation Canaccord Capital au Canada, Canaccord Adams Limited au Royaume-Uni, de même que Canaccord Adams Inc. et Canaccord Capital Corporation (USA), Inc. aux États-Unis.

2) La région géographique des États-Unis comprend les activités de Canaccord Adams Inc. et les activités de Canaccord Capital Corporation (USA), Inc. sur les marchés des capitaux seulement.

n. : négligeable

**Produits**

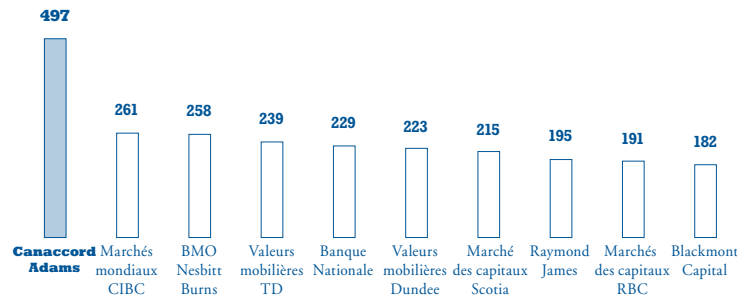
Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires réalisés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des opérations de négociation à titre de contrepartiste et des opérations de négociation internationales de Canaccord. Par conséquent, ces produits sont directement influencés par le niveau des activités des entreprises et des institutions, la situation économique générale, la conjoncture du marché et la situation des affaires au Canada et à l'échelle internationale. Les produits de ce secteur se segmentent en trois régions : le Canada, le R.-U. et les É.-U. De plus, les produits tirés des activités au Canada comprennent les produits tirés des centres d'activité suivants : Marchés des capitaux, Opérations internationales, Négociateurs inscrits et Revenu fixe.

Pour l'exercice 2007, les produits ont atteint un niveau record de 449,7 millions \$, en hausse de 34,8 %, ou 116,1 millions \$, par rapport au sommet sans précédent d'il y a un an; cela est dû à la croissance soutenue de la part du marché ainsi qu'à la vigueur relative des marchés des capitaux au Canada. Récemment, huit analystes de Canaccord Adams se sont classés parmi les trois meilleurs dans leurs secteurs à la sixième cérémonie annuelle des prix *StarMine* Analyst Awards, une évaluation de l'exactitude des analystes dans le choix des actions et l'estimation des bénéfices.

Compte non tenu de la contribution de la région géographique des États-Unis, les produits auraient atteint 373,1 millions \$, soit une hausse de 58,1 millions \$, ou 18,4 %.

**PARTICIPATION EN NOMBRE D'OPÉRATIONS - PLACEMENTS D' ACTIONS DE 1,5 MILLION \$ ET PLUS**

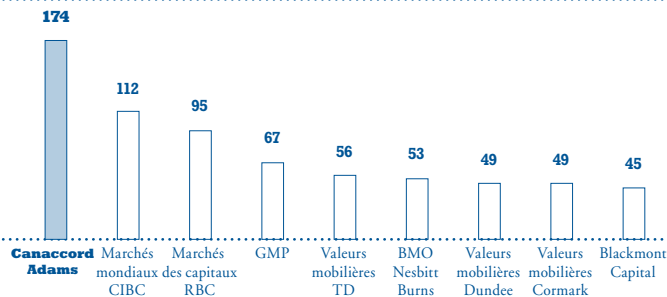
(Exercice 2007)



Source : Financial Post Data Group en date du 31 mars 2007. Le chiffre se rapportant à Canaccord Adams comprend également les opérations découlant des activités au Royaume-Uni et aux États-Unis.

**NOMBRE D'OPÉRATIONS EN TANT QUE CHEF DE FILE - PLACEMENTS D' ACTIONS DE 1,5 MILLION \$ ET PLUS**

(Exercice 2007)



Source : Financial Post Data Group en date du 31 mars 2007. Le chiffre se rapportant à Canaccord Adams comprend également les opérations découlant des activités au Royaume-Uni et aux États-Unis.

**Produits tirés des activités au Canada****Produits tirés des marchés des capitaux**

Les produits tirés des activités des marchés des capitaux de Canaccord Adams au Canada au cours de l'exercice 2007 ont totalisé un montant sans précédent de 187,6 millions \$, une hausse de 24,7 % par rapport à 150,5 millions \$ au cours de l'exercice 2006. La hausse est en grande partie attribuable à une activité intense sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord et à la capacité croissante de Canaccord de traiter les opérations plus importantes.

**Produits tirés des opérations de négociation internationales**

Le groupe d'opérations de négociation internationales de Canaccord tire ses produits en fournissant des services principalement à des maisons de courtage américaines, en exécutant des ordres en leur nom sur des actions canadiennes cotées et en négociant des actions américaines pour le compte de clients canadiens. Les produits dans ce secteur se sont élevés à 24,2 millions \$, une progression de 3,2 millions \$, ou 15,5 %, par rapport à l'exercice 2006.

**Produits tirés des négociateurs inscrits**

Les activités qu'exerce le groupe de négociateurs inscrits de Canaccord consistent à prendre des positions sur des titres de participation, y compris des actions de sociétés de petite et moyenne capitalisation, en négociant de tels titres et en maintenant des marchés pour ceux-ci. Les produits d'exploitation proviennent des gains et des pertes découlant de la négociation des stocks. Les produits dans ce secteur se sont établis à 7,9 millions \$, en baisse de 13,7 %, ou 1,2 million \$, par rapport à l'exercice 2006.

**Produits tirés des titres à revenu fixe**

Canaccord négocie également des titres à revenu fixe, dégageant des produits par l'intermédiaire d'intérêts créditeurs et de gains et pertes liés à la négociation. L'activité de Canaccord dans ce domaine est généralement limitée aux titres de créance de première classe de sociétés et de gouvernements. Les produits dans ce secteur se sont élevés à 7,7 millions \$, un recul de 0,8 million \$, ou 9,8 %, par rapport à l'exercice 2006.



**Produits tirés des activités au Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger**

Les activités de Canaccord Adams au Royaume-Uni et en Europe incluent la prestation de services de ventes institutionnelles et de négociation, de financement de sociétés et de recherche. Canaccord agit à titre de courtier, parrain et «Nomad» autorisé pour les sociétés de l'AIM et de la Bourse de Londres. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni sont présentés comme Autre établissement étranger, ce qui inclut les activités de Canaccord International Ltd. Étant donné sa force au chapitre des marchés des capitaux tant au Canada qu'aux États-Unis, Canaccord est en excellente position pour servir sa clientèle de sociétés et d'institutions et pour profiter d'occasions offertes dans ce secteur du marché. Les produits dans ces secteurs se sont établis à 145,7 millions \$, en hausse de 19,8 millions \$, ou 15,8 %, par rapport à l'exercice 2006.

**Produits tirés des activités aux États-Unis**

Les activités de Canaccord Adams aux États-Unis ont été établies par suite de l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc. au quatrième trimestre de 2006. Elles comprennent les équipes de vente institutionnelles et de négociation, de financement de sociétés et de recherche. Canaccord Adams est maintenant en excellente position pour servir sa clientèle de sociétés et d'institutions et pour profiter d'occasions offertes dans ce secteur du marché. Les résultats d'exploitation pour cette nouvelle région géographique sont présentés séparément en date du 3 janvier 2006 et il n'existe donc aucune donnée historique disponible aux fins de comparaison. Les produits tirés des activités de Canaccord Adams aux États-Unis pour l'exercice 2007 ont été de 76,6 millions \$.

**Activités de financement des sociétés**

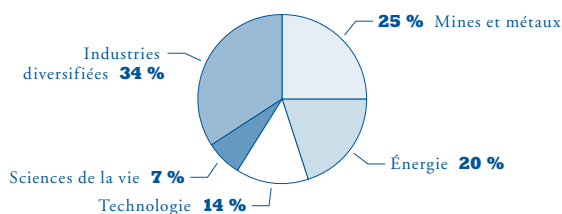
La composition des activités sectorielles de Canaccord Adams au cours de l'exercice 2007 reflétait en partie la contribution de la diversification sectorielle aux États-Unis. Pour l'ensemble de la région, 55 % des opérations ont eu trait aux secteurs de la technologie, des sciences de la vie et des industries diversifiées. Avec l'ouverture d'un nouveau bureau à Houston en mai 2006, nous prévoyons une augmentation du nombre des opérations liées aux ressources effectuées aux États-Unis. De même, nous prévoyons stimuler les activités dans les secteurs de la technologie, des sciences de la vie et de la croissance industrielle au Canada et au Royaume-Uni.

Durant l'exercice, Canaccord a participé à un total de 497 placements en actions de 1,5 million \$ et plus, représentant une mobilisation de plus de 32,4 milliards \$, exclusion faite des sociétés à capital de risque. Sur ces opérations, 45 % ont eu lieu dans le secteur des mines et métaux et dans le secteur de l'énergie, étant donné la forte demande de ressources naturelles sur les marchés mondiaux. Canaccord a également participé à 162 opérations de capital de risque d'une valeur totale dépassant 742,6 millions \$.

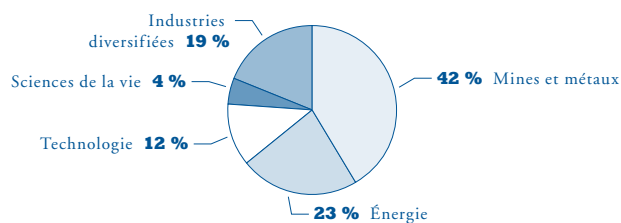
**CANACCORD ADAMS - DANS L'ENSEMBLE**

(Note : Les industries diversifiées comprennent les produits de consommation, l'immobilier et la croissance industrielle.)

**Opérations par secteur**

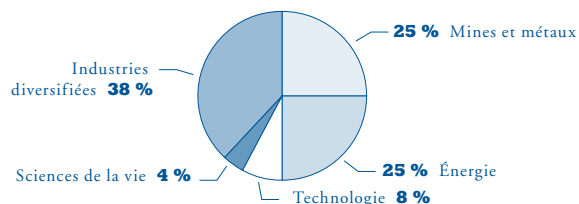


**Produits par secteur**

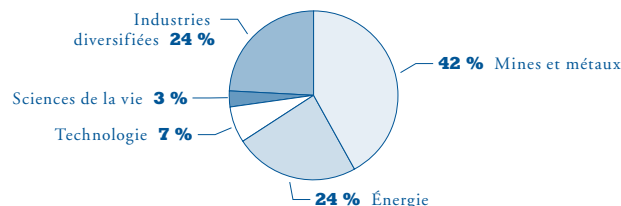


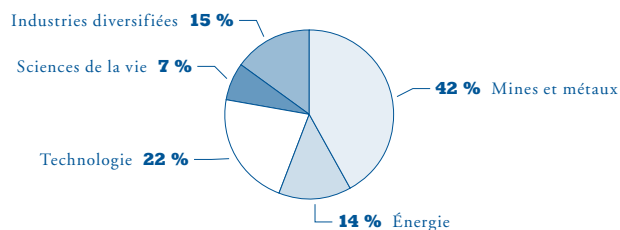
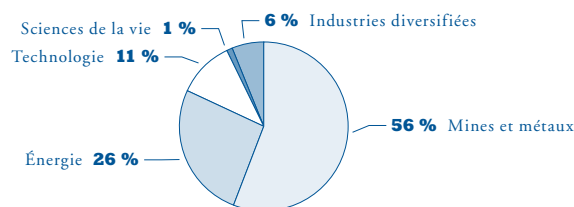
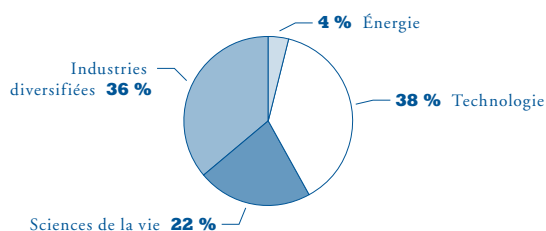
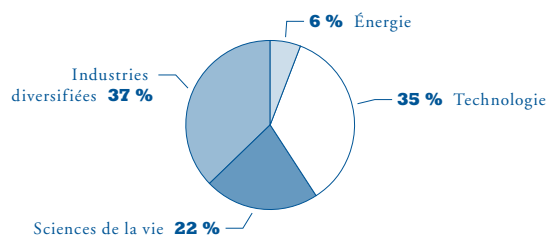
**CANACCORD ADAMS - AU CANADA**

**Opérations par secteur**



**Produits par secteur**



**CANACCORD ADAMS LIMITED - R.-U.****Opérations par secteur****Produits par secteur****CANACCORD ADAMS INC. - É.-U.****Opérations par secteur****Produits par secteur****Placements en actions de 1,5 million \$ et plus**

Pour les exercices terminés les 31 mars

(en millions \$ CA sauf le nombre d'opérations) Marché	2007		2006		2005	
	Nombre d'opérations	Valeur totale des opérations	Nombre d'opérations	Valeur totale des opérations	Nombre d'opérations	Valeur totale des opérations
Canada	424	27 937 \$	315	22 216 \$	360	24 165 \$
R.-U.	43	2 057	55	3 186	48	1 200
É.-U.	30	2 373	5	505	—	—
<b>Total</b>	<b>497</b>	<b>32 267 \$</b>	<b>375</b>	<b>25 907 \$</b>	<b>408</b>	<b>25 365 \$</b>

Sources : Financial Post Data Group et sources de la Société

Le total des produits tirés des fusions et des acquisitions a atteint 19,9 millions \$ pour l'exercice 2007, en hausse de 12,7 millions \$ par rapport aux 7,2 millions \$ pour l'exercice 2006. Nous continuerons d'investir dans les services de conseils en matière de fusions et acquisitions, car nous reconnaissons que les produits tirés de ces services ont tendance à être anticycliques par rapport à certaines autres sources de revenus, que ces services génèrent des marges élevées et peuvent présenter de faibles besoins de capitaux.

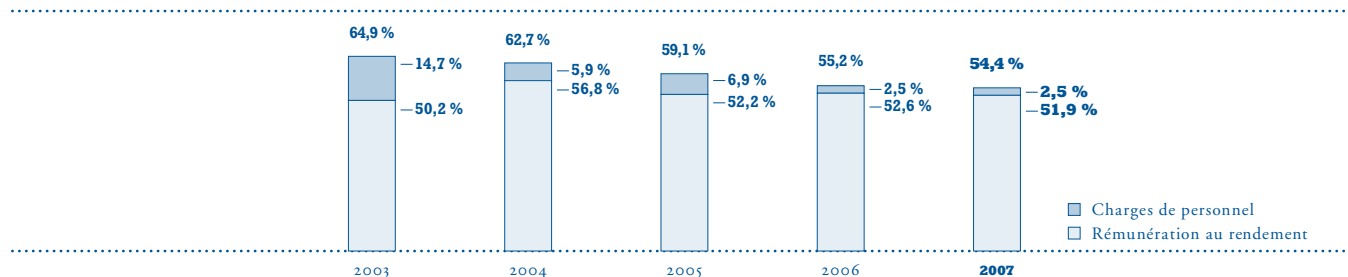
**Charges**

Les charges pour l'exercice 2007 se sont fixées à 338,4 millions \$, en hausse de 106,8 millions \$, ou 46,1 %. Exclusion faite des charges provenant de la région géographique des États-Unis, les charges auraient été de 256,2 millions \$, soit une montée de 40,6 millions \$, ou 18,8 %. Les augmentations les plus importantes des charges autres que de rémunération se rapportent aux frais de développement, soit un bond de 9,5 millions \$; et aux frais d'administration, qui ont augmenté de 14,9 millions \$, ou 74,3 %.

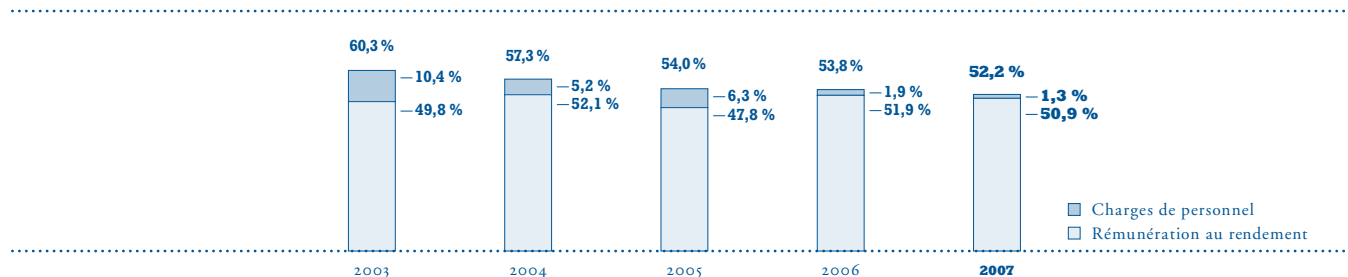
**Rémunération au rendement et charges de personnel**

La rémunération au rendement pour l'exercice 2007 s'est accrue de 58,0 millions \$ par rapport à 2006, et était surtout liée à une augmentation de 116,1 millions \$ des produits. Les charges de personnel pour l'exercice 2007 ont grimpé de 2,8 millions \$, ou 32,7 %, comparativement à l'exercice 2006. Cela a entraîné un accroissement net de 60,7 millions \$ de la rémunération totale, pour une augmentation de 33,1 %. Comme il est décrit à la page 26, de nombreux changements ont été effectués pendant l'exercice 2006. Ces changements, combinés à la forte croissance des produits, ont contribué à réduire le ratio de la charge totale de rémunération sur l'ensemble de l'exercice, la faisant passer à 54,4 %, en baisse de 0,8 point de pourcentage par rapport à un ratio de 55,2 % pour l'exercice 2006.

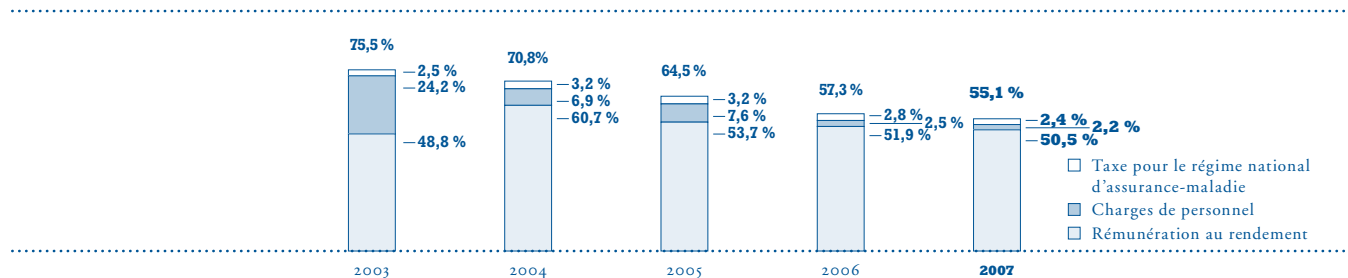
**RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DE L'ENSEMBLE DES PRODUITS DE CANACCORD ADAMS**



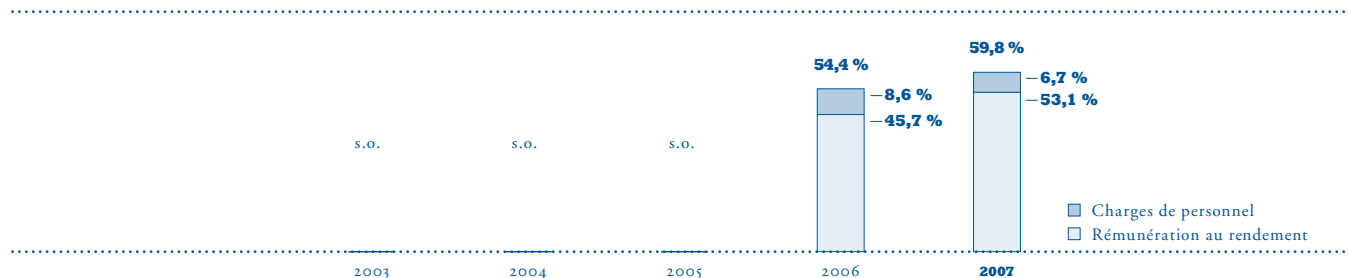
**RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DE CANACCORD ADAMS - CANADA**



**RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DE CANACCORD ADAMS - ROYAUME-UNI**



**RÉMUNÉRATION TOTALE EN % DES PRODUITS DE CANACCORD ADAMS - ÉTATS-UNIS**



**Autres charges indirectes**

Les augmentations les plus importantes des frais d'administration avaient trait à la promotion et aux déplacements, plus élevés de 5,9 millions \$, ou 50,6 %, pour soutenir l'accroissement global des activités découlant de l'expansion de l'entreprise; et aux honoraires, en hausse de 3,5 millions \$, ou 139,1 %.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour l'exercice 2007 a représenté un montant record de 111,3 millions \$, en hausse de 9,3 millions \$, ou 9,1 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance du bénéfice avant impôts sur les bénéfices est largement attribuable à des marchés des actions positifs, à l'amélioration de la capacité de l'équipe de Canaccord Adams d'attirer et de traiter des opérations plus importantes, et à l'évolution du ratio de rémunération global.

**Secteur Non sectoriel et autres****Aperçu**

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services (la division des services de courtage de correspondance de Canaccord) les intérêts et les produits et les charges liés au change qui ne sont pas spécifiquement attribuables aux Services aux particuliers et à Canaccord Adams. Pinnacle offre des services d'exécution, de compensation, de règlement, de garde ainsi que de guichet et d'arrière-guichet aux autres remisiers. Le groupe commercial Pinnacle a été créé en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que Canaccord a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. Canaccord compte environ 360 employés dans ce secteur.

Le groupe de l'exploitation est responsable de toutes les activités liées au traitement des opérations sur titres, dont l'exécution des ordres d'achat et de vente, le règlement des opérations sur titres ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il veille sur la solvabilité de la clientèle et est responsable de la surveillance des comptes conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les procédures de gestion des risques de Canaccord et les activités de conformité incluent des procédures permettant de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de Canaccord à tout moment. Les principaux types de risque sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel ainsi que le risque réglementaire et le risque juridique. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Gestion des risques» à la page 47.

**Rendement financier**

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices terminés les 31 mars				
	2007	2006	2005	2007/2006 Augmentation (diminution)	
Produits	<b>34 578 \$</b>	24 555 \$	14 948 \$	10 023 \$	40,8 %
Charges					
Rémunération au rendement	<b>22 647</b>	18 301	11 028	4 346	23,7 %
Charges de personnel	<b>22 789</b>	20 531	17 980	2 258	11,0 %
Autres charges indirectes	<b>32 744</b>	29 894	29 775	2 850	9,5 %
Total des charges	<b>78 180 \$</b>	68 726 \$	58 783 \$	9 454 \$	13,8 %
(Perte) avant impôts sur les bénéfices	<b>(43 602)</b>	(44 171)	(43 835)	(569)	(1,3) %
Nombre d'employés	<b>360</b>	335	324	25	7,5 %

Les produits pour l'exercice 2007 ont atteint 34,6 millions \$, soit un bond de 10,0 millions \$, ou 40,8 %, par rapport à l'exercice 2006.

Les charges de l'exercice 2007 se sont élevées à 78,2 millions \$, en hausse de 9,5 millions \$, ou 13,8 %. L'augmentation des charges est surtout attribuable à un accroissement de 4,3 millions \$ de la rémunération au rendement. Ont également contribué à cette hausse des charges, les charges de personnel, plus élevées de 2,3 millions \$, ou 11,0 %, comparativement à il y a un an. Cependant, les intérêts débiteurs de l'exercice 2007 ont chuté de 1,9 million \$, ou 96,4 %. La perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 43,6 millions \$ pour l'exercice 2007, une amélioration de 0,6 million \$, ou 1,3 %, contre 44,2 millions \$ à la même période il y a un an.

**Faits saillants de l'exploitation**

Depuis notre PAPE en juin 2004, nous nous sommes concentrés sur la croissance à long terme. Nous avons désigné Pinnacle comme l'un des secteurs de croissance dans notre plan stratégique. Pinnacle nous permet d'optimiser nos investissements dans l'infrastructure et notre capacité technologique. Grâce à son propre portail Web, Pinnacle donne accès à des plates-formes de technologie de guichet et d'arrière-guichet de pointe, et offre la gamme complète des produits et services de Canaccord à ses clients du courtage de correspondance. Canaccord a pris un engagement à long terme important envers ce groupe. Selon nous, ce groupe commercial a des possibilités de croissance appréciables qui passent par la prestation de services de courtage de correspondance auprès de la catégorie des courtiers-boutiques indépendants ou des courtiers spécialisés. Les produits d'exploitation de Pinnacle se sont accrus de 2,6 millions \$, ou 31,4 %, en 2007 par rapport à il y a un an.

**SITUATION FINANCIÈRE**

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Sommaire du bilan pour les exercices terminés les 31 mars				
	2007	2006	2005	2004	2003
<b>Actif</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>506 640 \$</b>	370 507 \$	349 700 \$	91 966 \$	100 024 \$
Titres détenus, à la valeur du marché	<b>348 764</b>	203 020	160 348	376 447	136 073
Débiteurs	<b>1 672 035</b>	1 539 998	1 068 757	998 815	560 927
Autres actifs	<b>48 570</b>	36 519	59 360	41 138	33 713
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	<b>33 933</b>	27 929	—	—	—
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 609 942 \$</b>	2 177 973 \$	1 638 165 \$	1 508 366 \$	830 737 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>					
Emprunts remboursables à vue	<b>— \$</b>	4 684 \$	— \$	2 541 \$	— \$
Titres vendus à découvert, à la valeur du marché	<b>41 176</b>	37 169	105 527	281 723	85 373
Créditeurs	<b>2 156 540</b>	1 832 956	1 262 072	1 048 395	644 043
Autres passifs	<b>15 035</b>	15 334	6 737	17 878	—
Déventures convertibles	<b>—</b>	—	—	20 377	21 225
Effets à payer	<b>—</b>	—	41 618	28 765	17 393
Dette subordonnée	<b>25 000</b>	—	—	10 000	10 000
Capitaux propres	<b>372 191</b>	287 830	222 211	98 687	52 703
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>2 609 942 \$</b>	2 177 973 \$	1 638 165 \$	1 508 366 \$	830 737 \$

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 506,6 millions \$ le 31 mars 2007, par rapport à 370,5 millions \$ le 31 mars 2006. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2007, les activités d'exploitation ont généré des rentrées de 142,5 millions \$ du fait de la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement et du bénéfice net.

**Débiteurs**

Les achats de titres pour le compte des clients se font au comptant ou sur marge. Lorsque des titres sont achetés sur marge, Canaccord accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant comme garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les débiteurs des clients s'élevaient à 694,1 millions \$ le 31 mars 2007, par rapport à 607,1 millions \$ le 31 mars 2006. Ils peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont fondés sur les volumes d'opérations et les prix sur le marché. Le 31 mars 2007, les débiteurs totalisaient 1,7 milliard \$ comparativement à 1,5 milliard \$ le 31 mars 2006, écart qui s'explique surtout par l'augmentation des opérations de courtiers et de clients qui n'étaient pas réglées à la fin de l'exercice.

**Emprunts remboursables à vue**

Les facilités de crédit utilisées par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre et sont directement liées aux opérations sur titres. Le 31 mars 2007, la somme empruntée en vertu de ces emprunts remboursables à vue totalisait néant \$, en regard de 4,7 millions \$ le 31 mars 2006.

**ARRANGEMENTS HORS BILAN**

Au 31 mars 2007, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni totalisant 518 millions \$ (339 millions \$ au 31 mars 2006 et 311 millions \$ au 31 mars 2005). Ces facilités de crédit, qui se composent d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés ou des titres détenus par la Société.

La Corporation Canaccord Capital a fourni une lettre de crédit bancaire de 1,4 million \$ comme garantie des obligations en vertu de baux de Canaccord Adams Limited (1,3 million \$ au 31 mars 2006 et 1,4 million \$ au 31 mars 2005). Canaccord Adams Inc. a également obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière d'un total de 2,7 millions \$ (2,3 millions \$ US) [1,7 million \$ (1,47 million \$ US) au 31 mars 2006] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, New York et San Francisco. Au 31 mars 2007, il n'y avait aucun encours à l'égard de ces lettres de crédit de soutien.

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Les capitaux de Canaccord provenaient, dans le passé, des bénéfices non répartis et de la vente de titres de participation et de débetures convertibles et de la dette subordonnée sous forme d'emprunts bancaires. Canaccord a maintenant une structure du capital constituée des capitaux propres, qui englobent le capital social, les bénéfices non répartis et l'écart de conversion.

Le 31 mars 2007, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et les emprunts non remboursables à vue, s'élevaient à 506,6 millions \$, en hausse de 140,8 millions \$ par rapport à 365,8 millions \$ au 31 mars 2006. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2007, les fonds provenant des activités de financement ont été de 5,3 millions \$, ce qui est surtout dû à l'augmentation de la dette subordonnée de 25,0 millions \$, compensée par le paiement de dividendes de 16,3 millions \$ et l'affectation de 3,4 millions \$ à l'augmentation des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis<sup>1</sup> dans le cadre du régime d'intéressement des employés de Canaccord et d'autres régimes d'actionnariat. L'ajout de la dette subordonnée fournit des capitaux réglementaires pour soutenir des activités d'entreprise dans notre plate-forme mondiale. Les fonds affectés aux activités d'investissement ont totalisé 18,5 millions \$ et se rapportent à l'achat de matériel et à des améliorations locatives. Les fonds provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 142,5 millions \$ et sont attribuables à l'accroissement net des éléments hors caisse du fonds de roulement et du bénéfice net. Une augmentation de la trésorerie de 11,6 millions \$ est attribuable à l'effet du change sur les soldes de trésorerie. En tout, il y a eu une augmentation des liquidités de 140,8 millions \$.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme reflétés dans le bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur valeur du marché. La valeur du marché de ces titres varie chaque jour, car certains facteurs, y compris les changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur, influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par les titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour relever toute baisse de valeur et déterminer leur caractère recouvrable.

Les montants à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci sont au titre : des opérations ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours; des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en l'espace de quelques jours; et des soldes à verser aux remisiers qui représentent les soldes nets liés à des comptes clients.

Le tableau ci-dessous résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord le 31 mars 2007.

(en milliers \$ CA)	Total	Obligations contractuelles, paiements dus par période			
		Exercice 2008	Exercices 2009-2010	Exercices 2011-2012	Par la suite
Contrats de location-exploitation relatifs aux locaux et au matériel	197 411	21 762	45 259	40 796	89 594

## Effets à payer et effets à recevoir

En date du 23 décembre 2005, Canaccord a vendu la totalité des effets à recevoir en cours et a remboursé la totalité des effets à payer en cours. Ces effets avaient trait au Programme des immigrants investisseurs du Québec dont se prévaut Canaccord. En vertu de ce programme, les immigrants investisseurs ont emprunté, au moyen d'une facilité de crédit conclue par Canaccord, les fonds nécessaires pour effectuer un placement admissible aux fins de l'immigration. Canaccord a emprunté les fonds de placement au moyen d'une facilité bancaire sans recours, a prêté les fonds empruntés à l'immigrant investisseur au moyen d'un billet et a donné ensuite en garantie le billet à la banque prêteuse pour couvrir l'emprunt initial. La banque prêteuse n'avait pas d'autres recours à l'égard de Canaccord que les effets à recevoir qui avaient été donnés en garantie.

## Sources de financement

Au 31 mars 2007, Canaccord avait des facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, pour un total de 518,0 millions \$. Ces facilités de crédit, qui se composent d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés ou des titres détenus par Canaccord. Au 31 mars 2007, Canaccord n'avait aucun solde impayé en vertu de ces facilités de crédit.

1) Il s'agit de prêts-subventions consentis aux employés clés aux fins de l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement des employés et d'autres régimes d'actionnariat.

**DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION**

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2007	2006
Nombre d'actions émises et en circulation – exclusion faite des actions dont les droits ne sont pas acquis <sup>1</sup>	<b>45 973 119</b>	45 746 033
Nombre d'actions émises et en circulation <sup>2</sup>	<b>47 831 961</b>	47 827 350
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué <sup>3</sup>	<b>48 084 304</b>	48 017 401
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	<b>45 969 346</b>	44 606 134
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	<b>48 080 531</b>	46 699 304

1) Exclut 1 858 842 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste pour 2007.

2) Inclut 1 858 842 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste.

3) Inclut un engagement d'émission de 252 343 actions.

Le 31 mars 2007, Canaccord avait 47 831 961 actions ordinaires émises et en circulation, soit 4 611 actions ordinaires de plus qu'au 31 mars 2006.

**Émission de capital social**

Augmentation (diminution) du nombre d'actions

Exercice 2007

<b>Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2006</b>	<b>47 827 350</b>
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions	<b>17 133</b>
Actions annulées	<b>(12 522)</b>
<b>Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2007</b>	<b>47 831 961</b>

Au départ, le conseil d'administration de Canaccord avait approuvé la mise en œuvre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires pour faciliter l'achat des actions ordinaires libérées, aux fins de revente ou d'annulation ultérieure. Au moyen de ce plan de gestion du capital, le conseil d'administration a aussi approuvé l'application de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires pour acheter des actions aux fins d'annulation en vue d'utiliser le capital généré au cours de l'exercice 2005.

Le 22 décembre 2006, Canaccord a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des affaires pour un an, du 29 décembre 2006 au 28 décembre 2007. L'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires permet d'acheter jusqu'à 5 % des actions émises et en circulation de Canaccord à la date de renouvellement. Au 29 décembre 2006, l'offre de rachat dans le cours normal des affaires visait 2 391 880 actions ordinaires. Canaccord a convenu avec les organismes de réglementation pertinents de tenir au courant ses actionnaires au moins aux deux semaines si des achats sont effectués, et elle informera les actionnaires immédiatement si plus de 1 % de ses actions en circulation sont achetées en un jour. De temps à autre, Canaccord peut acheter ses actions ordinaires à des fins de revente ou d'annulation.

Au 31 mars 2007, le nombre maximal d'actions ordinaires encore disponibles pour achat en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires était de 2 391 880, dont 585 000 ont été autorisées par le conseil pour achat et annulation en vertu du plan de gestion du capital.

Le 3 janvier 2006, Canaccord a réalisé l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc., une entreprise privée de courtage de valeurs pour investisseurs institutionnels, dont le siège social est situé à Boston, au Massachusetts. La contrepartie comprenait 8 millions \$ US au comptant et l'émission de 1 342 696 actions ordinaires sur le capital autorisé évaluées à 12 millions \$ US. Ces actions sont mises en main tierce et libérées chaque année à raison d'un tiers par an, du 30 juin 2006 au 30 juin 2008.

En outre, 1 118 952 actions ordinaires ont été réservées aux fins d'émission d'actions sur le capital autorisé comme prime de maintien en poste, à un coût estimatif d'au plus 10,0 millions \$ US, pour certains employés clés d'Adams Harkness Financial Group, Inc. à verser après une période d'acquisition des droits de trois ans. Le nombre total d'actions dont les droits devront être acquis est aussi fondé sur les produits gagnés par Canaccord Adams Inc. après la date d'acquisition. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis, et qui sera donc émis à la fin de la période d'acquisition des droits, sera égal aux produits réalisés par Canaccord Adams Inc. pendant la période d'acquisition des droits, divisé par 250,0 millions \$ US, multiplié par le nombre d'actions ordinaires assujetties au programme de maintien en poste (953 107). Comme ces niveaux de produits sont atteints au cours de la période d'acquisition des droits, la part du paiement lié au maintien en poste sera comptabilisée dans les frais de développement et le nombre applicable d'actions de maintien en poste sera inclus dans le nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. En février 2007, la société a émis 6 879 actions ordinaires aux employés qui avaient quitté leur emploi dans les circonstances où le programme de maintien en poste prévoit une acquisition partielle des droits relatifs aux actions attribuées en vertu du plan. Sur ces 1 118 952 actions ordinaires, 242 089 actions ordinaires ont été gagnées à la fin du quatrième trimestre de 2007. La Société a constaté 2,4 millions \$ et 0,5 million \$ en frais de développement pour les exercices terminés le 31 mars 2007 et le 31 mars 2006. Le 31 mars 2007, Canaccord avait 47 831 961 actions ordinaires en circulation.

Au cours du troisième trimestre de 2007, 10 254 actions ont été émises dans le cadre de notre programme de maintien en poste se rapportant à notre acquisition d'Enermarket Solutions Ltd., société de services-conseil en acquisition de propriétés et en désinvestissement établie à Calgary, en Alberta, et 6 401 actions ont été acquises par une filiale en propriété exclusive, Canaccord Adams Limited, auprès d'un employé dans le cadre d'une entente contractuelle préexistante, puis ont été annulées.

Au cours du quatrième trimestre de 2007, 6 879 actions ont été émises en rapport avec notre régime de rémunération à base d'actions, et 6 121 actions ont été annulées. Le 31 mars 2007, Canaccord avait 47 831 961 actions ordinaires en circulation.

Le 16 mai 2007, le conseil d'administration a accordé des options sur actions à cinq administrateurs indépendants, leur donnant la possibilité à chacun d'acheter jusqu'à concurrence de 25 000 actions ordinaires de la Société sous réserve de certaines conditions.

## RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

### Régime d'actionariat des employés (RAE)

Le 1<sup>er</sup> avril 2005, Canaccord a mis en œuvre le régime d'actionariat des employés (RAE). Ce régime est offert à tous les employés permanents à temps plein de Canaccord ne travaillant pas au Royaume-Uni. À partir de mai 2007, Canaccord versera un montant égal à la cotisation des employés, jusqu'à concurrence d'un maximum de 3 000 \$ par année, par employé, ce qui est supérieur au maximum de 1 500 \$ versé auparavant par la Société. Le RAE est géré par une société indépendante, et toutes les actions achetées dans le cadre du RAE le sont sur le marché libre. Le coût du RAE pour l'exercice 2007 s'est fixé à 1,0 million \$, ou 0,14 % des produits consolidés annuels de Canaccord, et a été inclus dans les charges de personnel.

## PROGRAMME DE MAINTIEN EN POSTE

### Régime d'intéressement des employés (RIE)

Le régime d'intéressement des employés (RIE) visait tous les employés du personnel-cadre de Canaccord à titre de programme de rétribution et maintien en poste, tout en offrant une certaine participation aux employés. Canaccord a prêté 40 % du prix d'achat des actions de Canaccord, qui ont été achetées sur le marché libre. Ces prêts-subventions couvrent une période de quatre ans aussi longtemps que l'employé travaille pour Canaccord. Le coût du RIE pour l'exercice 2007 a été de 2,2 millions \$, ou 0,3 % des produits consolidés annuels de Canaccord, et a été inclus dans la charge de rémunération au rendement et dans les frais de développement.

### Régime de rémunération à base d'actions (RRBA)

Le 1<sup>er</sup> octobre 2005, Canaccord a instauré un régime de rémunération à base d'actions (RRBA) visant à récompenser et maintenir en poste les conseillers en placement au sein du secteur des Services aux particuliers. Le coût du RRBA, qui a atteint 3,3 millions \$, ou 0,4 % des produits annuels consolidés de Canaccord, est inclus dans la charge de rémunération au rendement pour le secteur d'activité et est presque entièrement compensé par la révision de la structure de rémunération pour les conseillers en placement. Canaccord récompense les conseillers en placement par ce programme en fonction de leur production brute et certaines exigences minimales. Les actions sont achetées au nom des conseillers en placement sur le marché libre en vertu de ce régime, à l'aide d'un prêt-subvention, et les droits qui y sont rattachés sont acquis sur une période de trois ans.

## POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le calendrier à son entière discrétion, en fonction de la conjoncture économique générale et de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs qu'il jugera pertinents. Au cours du troisième trimestre de 2007, le conseil a approuvé une augmentation du dividende trimestriel de 0,02 \$ par action, qui est passé à 0,10 \$ par action. Le conseil d'administration a approuvé un dividende sur actions ordinaires de 0,10 \$ l'action pour le quatrième trimestre de 2007. Canaccord a l'intention de verser un dividende sur actions ordinaires trimestriel régulier de 0,10 \$ pour chaque trimestre de l'exercice 2008.

## INTERNATIONAL FINANCIAL CENTRE

Canaccord est membre du International Financial Centre Vancouver, qui fournit certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi intitulée *International Financial Business (Tax Refund) Act* de la Colombie-Britannique. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

## CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en devises en attente. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 31 mars 2007, les contrats à terme en circulation pour vendre des dollars US avaient un notionnel de 12,9 millions \$ US, en baisse par rapport à 90,9 millions \$ US il y a un an. Les contrats à terme en circulation pour acheter des dollars US avaient un notionnel de 2,5 millions \$ US, en baisse par rapport à 7,0 millions \$ US il y a un an. La juste valeur de ces contrats était minime. Certaines des opérations de Canaccord à Londres sont libellées en livres sterling; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en livres sterling.



## ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2007. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice du jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et ces différences pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers.

### Constataion des produits et évaluation des titres

Les titres détenus, y compris les options sur actions et les bons de souscription d'achat d'actions, sont comptabilisés à la valeur marchande et, par conséquent, les états financiers consolidés vérifiés reflètent les gains et les pertes latents relativement à ces titres. En ce qui a trait aux titres cotés, la valeur marchande est déterminée selon les prix du marché obtenus de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des ajustements sont apportés aux prix du marché aux fins de liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés ou non liquides sont évalués selon des facteurs déterminés par la direction en fonction de l'information disponible et des prix du marché en vigueur pour des qualités et des caractéristiques semblables, si elles sont connues.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre l'estimation de l'évaluation et les résultats réels aura une incidence sur le montant des produits ou de la perte comptabilisé pour une position particulière au cours d'une période donnée. Étant donné que le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, et étant donné nos procédures d'obtention de prix du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations de la valeur marchande comptabilisées sont raisonnables.

### Provisions

Canaccord comptabilise des provisions pour les questions juridiques en cours ou en attente et pour les créances douteuses associées aux débiteurs, aux prêts, aux avances et autres créances. Les provisions pour les questions juridiques sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité de méfaits de la part d'un employé de Canaccord et les précédents. Habituellement, les débiteurs sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en général mesurée après avoir tenu compte de la valeur marchande de la garantie. Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont habituellement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et le montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation relativement à la participation d'un consortium.

### Impôts

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et prendre des décisions en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différentes juridictions fiscales et est assujettie à l'imposition dans ces diverses juridictions. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps s'il y a un différend ou un redressement par les administrations fiscales. Canaccord croit que des charges d'impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.

### Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Dans le cadre des acquisitions d'Adams Harkness Financial Group, Inc. et d'Enermarket Solutions Ltd., Canaccord a acquis des écarts d'acquisition et d'autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition est l'excédent du coût des sociétés acquises sur la juste valeur de leurs actifs nets, y compris les autres actifs incorporels, à la date d'acquisition. Pour l'identification et l'évaluation des autres actifs incorporels, la direction a utilisé des estimations et formulé des hypothèses. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an, ou chaque fois qu'une perte de valeur éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. La juste valeur sera calculée en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte de facteurs comme le bénéfice projeté, les multiples cours-bénéfice, les taux d'actualisation, d'autres informations externes disponibles et des éléments comparables des marchés. Pour calculer la juste valeur, la direction doit poser un jugement dans le choix des modèles d'évaluation ainsi que des hypothèses et des estimations à utiliser dans ces modèles et les calculs de valeurs. Ces jugements influent sur le calcul de la juste valeur et toute charge pour la perte de valeur qui peut en découler.

Les autres actifs incorporels sont amortis sur leur durée de vie utile estimative et font régulièrement l'objet d'un test de dépréciation ou chaque fois qu'une dépréciation éventuelle peut en découler par suite d'un événement ou d'un changement de situation. La direction doit exercer son jugement et utiliser des estimations et des hypothèses pour calculer les durées de vie utile estimatives des autres actifs incorporels et les déterminations régulières de la valeur.

### Rémunération à base d'actions

Dans le cadre de l'acquisition d'Enermarket Solutions Ltd., Canaccord a convenu d'émettre des actions ordinaires à l'intention d'employés clés d'Enermarket et à sa haute direction sur deux ans. De même, dans le cadre de l'acquisition d'Adams Harkness

Financial Group, Inc., Canaccord a convenu d'émettre des actions ordinaires à certains employés clés d'Adams Harkness à l'expiration d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'actions ordinaires à émettre devant être rajusté si certaines cibles de produits ne sont pas atteintes.

Canaccord comptabilise ces paiements selon la méthode de la juste valeur, qui nécessite l'établissement d'estimations quant aux taux d'extinctions. Suivant cette méthode, la charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits pertinente proportionnellement aux cibles de produits atteintes. La juste valeur de la rémunération à base d'actions a été calculée à la date d'attribution.

## **PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES**

En 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles prises de position comptables liées aux instruments financiers et à la couverture. Les nouvelles directives figurent dans trois nouveaux chapitres du Manuel : soit le chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», le chapitre 3865, «Couvertures», et le chapitre 1530, «Résultat étendu». Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la Société en date du 1<sup>er</sup> avril 2007. L'adoption de ces nouvelles normes comptables ne devrait pas avoir d'incidence marquée sur les états financiers consolidés.

### **Instruments financiers – comptabilisation et évaluation**

Cette norme prescrit la manière de comptabiliser et d'évaluer les instruments financiers. Tous les instruments financiers doivent être classés dans l'une des catégories suivantes : les actifs détenus à des fins de transaction, les placements détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les actifs disponibles à la vente. Les actifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. Les actifs financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, les gains et pertes latents étant constatés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers classés dans les prêts et créances et les placements détenus jusqu'à leur échéance sont mesurés au coût après amortissement.

### **Couvertures**

Cette norme indique quand et comment appliquer la comptabilité de couverture. Elle permet de désigner des opérations admissibles comme couvertures aux fins comptables. Les relations de couverture admissibles incluent les couvertures de juste valeur, les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures des risques de change d'un investissement dans un établissement étranger autonome. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés de couverture sera constatée dans le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu selon la nature des relations de couverture. Les gains et pertes découlant de l'inefficacité des relations de couverture sont constatés immédiatement dans le bénéfice net.

### **Résultat étendu**

Ce chapitre établit des normes d'information et de présentation concernant le résultat étendu dans une nouvelle catégorie, le cumul des autres éléments du résultat étendu, qui sera ajoutée aux capitaux propres au bilan consolidé. Le résultat étendu inclut toutes les modifications apportées aux capitaux propres de la Société au cours d'une période, sauf celles découlant des placements des actionnaires et des distributions aux actionnaires. Les principaux éléments du cumul des autres éléments du résultat étendu comprendront les gains et pertes latents sur les actifs financiers classés comme disponibles à la vente et les gains et pertes de change latents découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes.

## **Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière**

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

Au 31 mars 2007, une évaluation de l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information aux termes du *Règlement 52-109* a été effectuée, sous la supervision des membres de la direction, notamment le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, qui y ont également participé. En s'appuyant sur cette évaluation, le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et la mise en œuvre des contrôles et procédures susmentionnés étaient efficaces en date du 31 mars 2007.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

La direction, y compris le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, est à l'origine de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du *Règlement 52-109*, qui vise à fournir une certitude raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les PCGR du Canada.

### **Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu lieu au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2007 qui ait influé considérablement, ou qui risque d'influer fortement, sur le contrôle interne de Canaccord à l'égard de l'information financière.

## **OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour le compte de tous les clients. Le revenu de commission sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à l'ensemble des activités de Canaccord.

## GESTION DES RISQUES

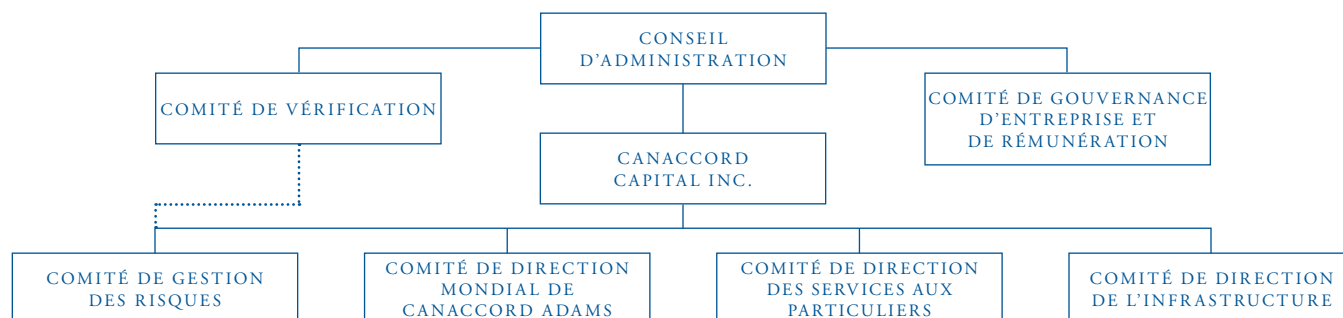
### Aperçu

Canaccord a adopté une approche rigoureuse de gestion des risques. Cette rigueur s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige une communication constante, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise de Canaccord et de ses produits et marchés. La haute direction de Canaccord participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques et des rapports pour lesquels il faut appliquer des procédures et des mesures administratives précises afin d'évaluer et de maîtriser certains risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

La pierre angulaire de la philosophie de Canaccord en matière de risque s'inscrit dans la lignée de la première ligne de responsabilité en gestion des risques au sein des limites prescrites par les directeurs de succursales, les chefs de service et les directeurs des bureaux de négociation. La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de Canaccord est menée par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique. De plus, il incombe au comité de gestion des risques, figurant dans l'organigramme ci-dessous, de surveiller l'exposition au risque et de surveiller de manière générale le processus de gestion des risques. Canaccord a créé le comité de gestion des risques au cours de l'exercice 2007, lequel est dirigé par le chef des finances. Les membres du comité comprennent le chef de la direction, le président, le chef de l'exploitation et des représentants de la haute direction des filiales productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Canaccord.

### GOVERNANCE

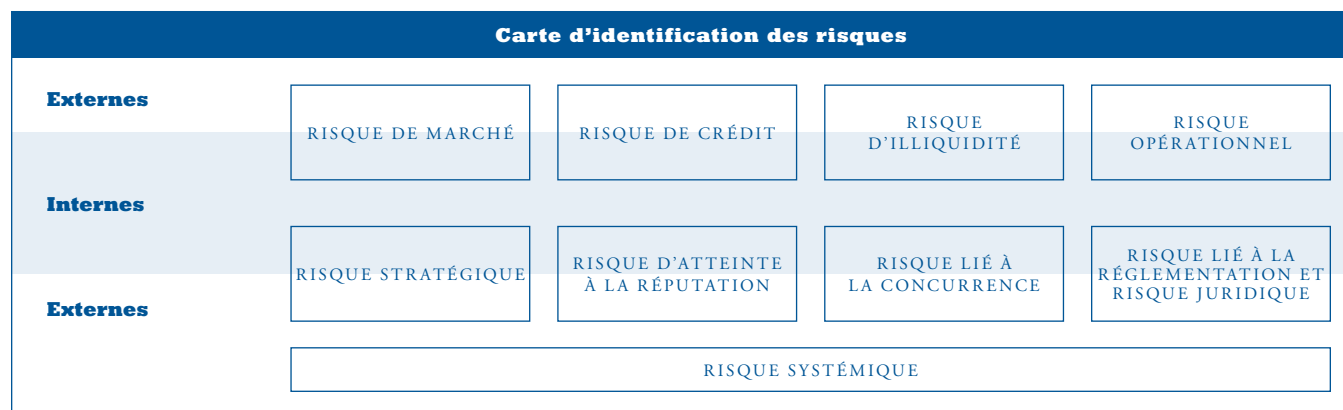
La structure de gouvernance de Canaccord comprend ce qui suit :



La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du processus de gestion des risques de Canaccord. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des filiales productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent Gestion des risques et du capital du groupe, qui a été créée au cours de l'exercice 2007, Conformité, Exploitation, Trésorerie, Finances et Questions juridiques. Le comité de vérification de Canaccord reçoit diverses mises à jours trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risques importants et le programme général de gestion des risques.

L'incertitude et le risque sont inhérents à toute activité sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, Canaccord s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Comme l'indique la carte d'identification des risques ci-dessous, les principaux types de risque sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque d'illiquidité, le risque opérationnel, le risque stratégique, le risque d'atteinte à la réputation, le risque lié à la concurrence ainsi que le risque lié à la réglementation et le risque juridique. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de Canaccord.

### PRINCIPAUX RISQUES



Canaccord affecte des ressources internes considérables à la gestion des risques et elle a élaboré un certain nombre de politiques et de procédures afin de repérer, de maîtriser, de mesurer et de surveiller son exposition au risque à tout moment. Sa diversification dans une multitude de secteurs et de gammes d'activités, de genres de produit, de tailles d'opération de même que sa diversification géographique ont contribué à atténuer le risque et l'incidence générale de toute fluctuation de ses produits ou de sa rentabilité, et à réduire au minimum l'incidence des pertes qui peuvent se produire dans un secteur particulier des activités de Canaccord.

Rien ne garantit que les politiques et procédures que Canaccord a adoptées pour maîtriser ou atténuer son exposition au risque seront entièrement efficaces. Des événements imprévus et des changements économiques peuvent donner lieu à des perturbations du marché et à des fluctuations prononcées ou rapides inattendues des cours boursiers et des conditions du marché, dont l'effet pourrait nuire à l'entreprise, aux perspectives financières et à la stabilité de Canaccord.

### **Risque de marché**

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours, des taux de change, des taux d'intérêt, de l'inflation, des indices, de la liquidité et d'autres facteurs du marché entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que ses positions sont prudentes par rapport au risque de marché. En outre, Canaccord a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

Canaccord est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque d'illiquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. Elle est également exposée à un risque de taux d'intérêt en raison de ses opérations comme contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de charger sa haute direction de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation, Canaccord atténue son exposition au risque en appliquant diverses limites quant aux concentrations de contrôle et quant à la répartition et à l'utilisation du capital, de même qu'en suivant des politiques et des procédures d'exécution des opérations de négociation. Canaccord gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives du risque, tant à l'échelle de la Société que par pupitre de négociation et par négociateur. De plus, la direction examine et surveille le niveau des stocks et les positions, les résultats des opérations de négociation, l'âge des comptes et les niveaux de concentration. Ce faisant, Canaccord s'assure d'être bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

Étant donné la nature concurrentielle des marchés des capitaux au Canada, certaines activités de financement de sociétés de Canaccord sont couvertes par une convention de prise ferme, dont les conditions de résiliation sont très limitées. Ces conditions de résiliation excluent généralement les baisses de cours boursiers, si bien que Canaccord a un risque de perte en raison d'une variation des cours boursiers ou d'autres facteurs si elle ne peut revendre les titres sur le marché au prix d'offre. Dans ce domaine, Canaccord limite son exposition au risque en participant, dans la plupart des cas, à un syndicat de prise ferme et exige que toutes ces opérations soient approuvées par la haute direction, qu'il s'agisse d'une opération de financement (aux fins de répartition du capital) ou sur les marchés des capitaux (pour des raisons de qualité de l'opération et de négociabilité), et elle limite le délai entre la date de l'engagement et la date à laquelle Canaccord est autorisée à placer ou à revendre sur le marché les titres pris ferme.

Puisque les titres détenus par Canaccord sont comptabilisés à la valeur du marché, tout gain ou toute perte latent découlant d'une variation de la valeur du marché de ces titres est constaté dans les états financiers consolidés de la Société. Voir la rubrique «Estimations comptables critiques – Constatation des produits et évaluation des titres» à la page 45. Les pertes découlant d'une baisse des cours sont donc constatées au fur et à mesure et comptabilisées comme une réduction des produits.

### **Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Services aux particuliers et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Canaccord. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, Canaccord applique certaines normes de crédit et prend des renseignements financiers à l'égard des clients et des nouveaux comptes.

Canaccord fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'une opération sur marge, Canaccord consent un crédit pour une tranche de la valeur du marché d'une opération sur titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par les titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, Canaccord est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si Canaccord est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, Canaccord a établi des plafonds qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. La détermination de l'opportunité d'ajouter les exigences minimales de fonds propres réglementaires des titres admissibles à un prêt sur marge est discrétionnaire et repose sur le cours, le marché, la liquidité et la qualité de chacun. Canaccord rajuste les exigences de marge si elle croit que le risque qu'elle court n'est pas justifié.

Canaccord court aussi un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis, ou si les clients ne répondent pas aux appels de fonds lorsque les cours des titres vendus à découvert dans des comptes à découvert augmentent et que Canaccord est incapable de racheter les titres pour couvrir sa position vendeur à des prix couverts par le crédit disponible dans le compte du client. Canaccord a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente

automatisé afin que les opérations par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis. Canaccord utilise également un système de comptes de réserve corrigés du risque pour s'assurer d'une couverture financière supplémentaire limitée.

Canaccord comptabilise une provision pour créances douteuses dans le calcul des frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

Canaccord se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'emprunt et le prêt de titres et la signature de conventions de rachat et de conventions de revente. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, Canaccord court un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie et/ou de l'émetteur de l'instrument. Canaccord gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché une garantie sur certaines opérations et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution. Par le passé, Canaccord n'a pas subi de perte importante découlant du défaut de contrepartie.

### **Risque d'illiquidité**

Le risque d'illiquidité est le risque qu'une institution ne soit pas en mesure de générer suffisamment de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie de manière rapide et rentable pour s'acquitter de ses engagements en temps voulu. Canaccord compte un certain nombre de systèmes, de politiques et de procédés pour surveiller et gérer ses besoins de trésorerie réglementaires, ses besoins de fonds de roulement et les flux de trésorerie pour la protéger suffisamment contre le risque d'illiquidité.

### **Risque opérationnel**

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant du caractère erroné ou insuffisant des procédés de contrôle interne, de la fraude, des gens et des systèmes ou des événements extérieurs, comme l'occurrence de catastrophes ou de menaces à la sécurité. Les exemples plus précis de risque opérationnel se rapportant à Canaccord incluent le risque de perte financière découlant des propres activités de Canaccord, qui englobe entre autres l'exécution et le traitement erronés ou non autorisés d'opérations, les faiblesses de ses systèmes d'exploitation et l'insuffisance ou le non-respect de ses procédures de contrôle. Canaccord œuvre sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé d'opérations. Pour atténuer ce risque, Canaccord a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des opérations au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement et des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des opérations et des comptes. Canaccord a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. Au besoin, Canaccord passe également des ententes de service avec des tiers et a recours à des vérifications de sécurité. Par le passé, Canaccord n'a pas subi de pertes importantes découlant de questions d'ordre opérationnel ou de défaillances technologiques.

### **Risque stratégique**

Le risque stratégique est le risque qu'une société ou l'une de ses entreprises particulières pose des choix stratégiques inappropriés ou ne soit pas en mesure d'appliquer avec succès les stratégies retenues ou les plans et décisions s'y rapportant. De plus, la gestion et la répartition efficaces des ressources, de l'entretien, du maintien en poste et du développement du capital intellectuel sont des facteurs de la gestion interne du risque stratégique.

En plus de la haute direction, Canaccord compte les comités de direction présentés ci-dessus qui se rencontrent régulièrement pour régler un certain nombre de problèmes stratégiques, tactiques, concurrentiels, opérationnels et de prospection de clientèle. Le conseil d'administration et la haute direction de la Société procèdent à des examens réguliers et périodiques de ses stratégies, des plans d'établissement du budget annuel et des examens du rendement par la direction. Canaccord compte un certain nombre de systèmes de gestion du rendement et continue d'investir dans l'amélioration des systèmes et procédés d'information afin d'avoir une meilleure idée du rendement de Canaccord par rapport à ses objectifs.

### **Risque d'atteinte à la réputation**

Le risque d'atteinte à la réputation est le risque qu'une activité entreprise par une organisation ou ses représentants porte atteinte à son image dans la collectivité, ou réduise le degré de confiance du public à son égard, entraînant une perte d'affaires, des poursuites juridiques ou une surveillance accrue d'un organisme de réglementation. Le risque d'atteinte à la réputation pourrait résulter des défaillances au niveau opérationnel et de la non-conformité aux lois et règlements. Le risque d'atteinte à la réputation peut aussi se refléter par le degré de satisfaction de la clientèle et des notations externes, comme les rapports d'analystes en actions. En plus de ses diverses politiques, contrôles et procédures en gestion des risques, Canaccord compte un responsable de l'éthique, un code officiel de déontologie et un programme intégré de commercialisation, de valorisation de la marque, de communication et de relations avec les investisseurs pour aider à gérer et soutenir la réputation de Canaccord.

### **Risque lié à la concurrence**

Le risque lié à la concurrence est le risque associé à l'incapacité de développer ou de maintenir un avantage concurrentiel durable dans un marché ou des marchés donnés. Les mesures adoptées par les concurrents relativement à l'établissement des prix, au recrutement de l'effectif, au renouvellement des produits, aux changements dans l'industrie et aux nouveaux arrivants sur le marché peuvent avoir un effet néfaste sur Canaccord.

### **Risque lié à la réglementation et risque juridique**

Le risque lié à la réglementation englobe le risque de non-conformité aux exigences légales et réglementaires pertinentes. Canaccord fait l'objet d'une réglementation et d'une surveillance contraignantes dans les territoires où elle exerce ses activités. Cette réglementation est établie par les divers organismes gouvernementaux compétents et les divers organismes d'autoréglementation du domaine. Canaccord a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les besoins de trésorerie réglementaires, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'octroi de crédit, la perception, le blanchiment d'argent et la tenue des comptes.

Le risque juridique comprend le risque de litiges. À l'instar d'autres courtiers en valeurs, Canaccord est partie à des litiges et défenderesse dans le cadre de diverses poursuites.

En ce qui a trait à ses activités liées aux marchés des capitaux, Canaccord a établi des procédures pour évaluer les clients potentiels des services de financement de sociétés et les opérations proposées, et pour s'assurer que toutes ses activités liées aux marchés des capitaux sont conformes. Ces procédures comprennent la participation active de la haute direction au moyen d'un régime d'approbations et d'autorisations en comité ainsi que le recours à des conseillers juridiques externes, au besoin, et à des spécialistes internes connaissant le domaine. Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans le calcul des frais d'administration dans les états financiers consolidés de la Société.

Toute perte découlant de questions d'ordre juridique importantes est constatée comme autres frais dans les états financiers consolidés de la Société.

### **Risque systémique**

Le risque systémique est le risque que le système financier pris dans son ensemble ne puisse supporter les effets d'une crise résultant de certaines circonstances spéciales économiques, politiques, propres à un pays, à une industrie ou à la société, sociales ou financières. Cela pourrait entraîner des pertes au chapitre des finances, de la réputation ou autres.

## **FACTEURS DE RISQUE**

### **Aperçu**

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La situation économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes d'opérations et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Les produits tirés des Services aux particuliers sont liés aux volumes de négociation et, par conséquent, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits tirés de Canaccord Adams tiennent aux activités de financement par les émetteurs et à la volonté des clients institutionnels de négocier activement et de participer aux opérations sur les marchés des capitaux. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché et le degré d'activités sur le marché par Canaccord, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord. De plus, les activités de Canaccord sont cycliques et sont donc assujetties à d'importantes variations des produits et du bénéfice d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison des facteurs dont il est question ci-dessus. Ces facteurs sont indépendants de la volonté de Canaccord et, par conséquent, les produits et le bénéfice net fluctueront, comme ils l'ont fait par le passé.

Un placement dans les actions ordinaires de Canaccord comporte plusieurs risques. Certains d'entre eux, dont le risque de marché, le risque de crédit, le risque d'illiquidité, le risque opérationnel, le risque stratégique, le risque d'atteinte à la réputation, le risque lié à la concurrence et le risque juridique et réglementaire, pourraient s'avérer importants et sont inhérents à l'activité de Canaccord. La gestion des risques chez Canaccord constitue une priorité majeure en raison de l'importance de son efficacité pour les activités de Canaccord. Aux fins de discussion sur la gestion des risques, veuillez lire les pages 47 à 50 du présent rapport de gestion. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits ci-dessous. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements présentés ci-dessous et ailleurs dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle relève les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

### **Risques inhérents au secteur des services financiers**

De par sa nature, le secteur des services financiers comporte de nombreux risques importants, notamment lorsque les marchés sont volatils ou peu liquides ou lorsqu'ils sont touchés par des périodes prolongées de croissance économique faible ou négative, y compris le risque de pertes découlant de la prise ferme ou de la propriété de titres, des opérations sur titres, du manquement d'une contrepartie à ses engagements, d'une fraude d'un client, d'erreurs, de l'inconduite ou d'une fraude d'un employé (y compris l'exécution par des négociateurs d'opérations non autorisées), des défaillances dans le traitement des opérations sur titres, le risque de poursuite, le risque de baisse des produits au cours des périodes où la demande pour les appels publics à l'épargne est faible ou au cours desquelles il y a moins d'activité sur les marchés secondaires et le risque de diminution des marges relativement à la négociation de titres.

Les scandales de nature financière survenus au cours des dernières années, y compris les opérations d'initiés, les méthodes comptables répréhensibles et la communication d'informations fausses ou trompeuses aux actionnaires et au public par des émetteurs, de même que les pratiques irrégulières employées par certains établissements financiers, ont influé sur la capacité et la volonté de participants de prendre part à des opérations sur les marchés des capitaux et d'effectuer des opérations sur titres. Ces scandales et tout scandale futur pourraient avoir un effet défavorable sur l'entreprise et les résultats d'exploitation de Canaccord même si elle n'y est pas mêlée.

Dans le cadre de ses activités de négociation, Canaccord peut participer à des opérations importantes pour lesquelles elle engage ses propres capitaux. Le nombre et la taille de ces opérations importantes peuvent influencer considérablement sur les résultats d'exploitation de Canaccord au cours d'une période donnée. Canaccord s'expose également à des pertes importantes dans ses activités de négociation à cause des fluctuations du marché et de la volatilité d'un trimestre à l'autre. Canaccord prend des positions sur les marchés des titres à revenu fixe et des actions afin de faciliter les activités de négociation des clients. Dans la mesure où Canaccord détient des positions acheteur, une baisse de valeur de ces actifs ou un repli des marchés connexes pourrait entraîner des pertes. Inversement, dans la mesure où Canaccord détient des positions vendeur, une augmentation des prix ou une reprise des marchés connexes pourrait exposer Canaccord à des pertes illimitées éventuelles étant donné qu'elle essaierait de couvrir ses positions vendeur par des achats d'actifs sur un marché haussier.

### **Politiques et procédures de gestion des risques**

Les politiques et procédures de gestion des risques de Canaccord reposent sur le comportement passé du marché et sont fondées sur des évaluations de certains renseignements ayant trait aux marchés, aux clients et à d'autres questions. Les stratégies et les techniques de gestion des risques de Canaccord pourraient ne pas être pleinement efficaces pour réduire les risques dans tous les marchés ou contre tous les types de risques, et il pourrait y avoir des situations où les procédures et méthodes en place ne pourront pas prévoir adéquatement les risques existants ou futurs, ou des cas où l'exposition pourra être considérablement plus élevée que ce que les mesures passées indiquent. Par conséquent, rien ne garantit que les politiques, systèmes et procédures de gestion des risques de Canaccord suffiront pour prévenir une perte financière importante.

### **Risques de diminution des produits découlant de la situation économique et politique ou de l'état du marché**

La diminution du nombre et de la taille des appels publics à l'épargne ainsi que des fusions et acquisitions et un fléchissement des opérations sur titres amenés par un changement de la situation économique et politique ou de l'état du marché pourraient entraîner une baisse importante des produits que Canaccord tire des activités des Services aux particuliers et de Canaccord Adams. La quantité et la rentabilité de ces activités sont tributaires de bon nombre de facteurs ayant des répercussions à l'échelle nationale et à l'échelle internationale, y compris la situation économique et politique et l'état du marché, le niveau et la volatilité des taux d'intérêt, les changements aux lois et aux règlements, l'exposition aux fluctuations du cours des devises, l'inflation, les dépôts et les retraits dans les fonds communs de placement et fonds de retraite ainsi que la disponibilité de capitaux et de financements à court et à long terme.

Les récents scandales de nature financière dont il est question ci-dessus, particulièrement aux États-Unis, ont provoqué un sentiment d'insécurité et d'incertitude sur les marchés financiers et ont contribué au déclin des marchés des capitaux en 2002. En réaction à ces scandales, les organismes de réglementation des valeurs mobilières ont institué ou proposé des règles qui prévoient des changements importants à l'égard de la gouvernance d'entreprise et de l'obligation d'information. Dans la mesure où des sociétés fermées, afin d'éviter d'être assujetties à ces nouvelles exigences, choisissent de ne pas réaliser de premier appel public à l'épargne, les activités de prise ferme de Canaccord pourraient s'en ressentir. En outre, les nouvelles règles et propositions en matière de gouvernance d'entreprise, conjuguées à l'incertitude économique, pourraient avoir détourné bon nombre de sociétés des marchés des capitaux, y compris les financements, et nuisent ainsi aux activités de Canaccord.

**Risques de fluctuation des taux de change**

Les résultats de Canaccord sont présentés en dollars canadiens. Une partie des activités de la Société sont exercées et réalisées en livres sterling et en dollars américains. Toute fluctuation de la livre sterling et du dollar américain par rapport au dollar canadien peut entraîner des variations des produits et du bénéfice net de la Société. Canaccord gère une certaine partie de son risque lié au règlement du change en couvrant périodiquement ses règlements en devises en attente. Cependant, cette solution peut ne pas suffire et ne contre pas l'incidence que toute variation du change pourrait avoir sur la présentation de l'information financière de la Société en dollars canadiens non plus que la possibilité que ces variations portent atteinte aux activités de la Société ainsi qu'aux résultats de son exploitation et à sa situation financière.

**Risques de diminution des produits découlant d'une baisse du volume d'opérations, des cours ou de la liquidité**

Les produits de Canaccord pourraient diminuer si le volume d'opérations, les cours ou la liquidité baissaient. En règle générale, une baisse du volume d'opérations sur titres et de la liquidité du marché fait diminuer les produits tirés des activités de négociation et des commissions. Un repli des cours boursiers peut également provoquer une baisse du volume des opérations de prise ferme et pourrait entraîner une diminution des produits tirés des activités de financement de sociétés et donner lieu à des pertes découlant de la réduction de la valeur du marché des titres détenus dans les positions de négociation, de placement et de prise ferme, à une baisse des honoraires versés aux Services aux particuliers et à des retraits de fonds gérés. Une chute de la valeur du marché des titres peut également rendre les marchés non liquides, amener les émetteurs et les contreparties à manquer à leurs obligations, et entraîner une augmentation du nombre de réclamations et de poursuites. Les produits de Canaccord pourraient également baisser et les opérations réalisées à titre de contrepartiste et ses activités de tenue du marché pourraient se solder par des pertes sur de tels marchés.

**Risques de diminution des produits pendant des périodes de fléchissement des prix ou d'activité faible dans les secteurs ou les marchés géographiques ciblés**

Les produits de Canaccord sont portés à être moins élevés en période de fléchissement des prix ou d'inactivité du marché pour les titres de sociétés œuvrant dans les secteurs de prédilection de Canaccord. Les activités de Canaccord sont particulièrement tributaires de l'état du marché pour les placements de titres de participation dans les secteurs des mines et métaux, de l'énergie, de la technologie, des sciences de la vie, des produits de consommation, de l'immobilier et de la croissance industrielle. Par le passé, ces secteurs ont affiché une grande volatilité, en ce qui a trait non seulement au nombre et à l'envergure des placements de titres de participation, mais aussi au volume des opérations sur le marché secondaire et au prix des nouvelles émissions.

La croissance des produits de Canaccord vient en grande partie de la forte progression du nombre et de la taille des opérations de prise ferme réalisées pour des sociétés œuvrant dans les secteurs visés par Canaccord et de la montée connexe des opérations exécutées sur les titres de ces sociétés sur le marché secondaire. Les activités de prise ferme dans les secteurs visés par Canaccord peuvent ralentir pour plusieurs raisons, y compris l'incertitude du marché, l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et certaines questions connexes. Le rendement trimestriel d'une société ou d'un secteur d'activité qui est inférieur aux attentes d'un analyste ou des fluctuations des perspectives à long terme peuvent avoir des effets défavorables importants sur les activités de prise ferme et de courtage.

Les clients en financement de sociétés de Canaccord font généralement appel à Canaccord à court terme, au cas par cas, pour des opérations particulières sur les marchés des capitaux ou pour des opérations de consultation particulières, plutôt que d'une manière récurrente dans le cadre de contrats à long terme. Comme ces opérations sont habituellement de nature sporadique et que les engagements de Canaccord à l'égard de ces clients peuvent ne pas se répéter, Canaccord se cherchera de nouveaux engagements lorsque ceux en cours seront achevés avec succès ou prendront fin. Par conséquent, les niveaux élevés d'activité au cours d'une période ne garantissent pas nécessairement des niveaux d'activité aussi élevés au cours d'une période subséquente. Si Canaccord ne réussit pas à trouver assez de nouveaux engagements qui produisent une rémunération à la conclusion fructueuse des opérations, ses activités et ses résultats d'exploitation pourraient en souffrir.

Les produits de Canaccord ont augmenté de près de 300 % entre l'exercice 2003 et l'exercice 2007, grâce, entre autres, aux produits tirés des activités au Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger, lesquels ont plus que quadruplé. Rien ne garantit que Canaccord pourra maintenir ses produits à ce niveau.

**Risques inhérents aux activités de prise ferme**

La prise ferme comporte des risques financiers et des risques liés à la réglementation. Canaccord peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. De plus, Canaccord (y compris quand elle agit à titre de codirecteur) peut maintenir des positions importantes sur des titres particuliers. L'intensification de la concurrence devrait continuer à faire fondre les marges des prises fermes, réduisant ainsi la rentabilité. Canaccord peut aussi s'exposer à des dommages importants quant à la communication d'informations fausses ou trompeuses ou à des omissions dans les prospectus et dans les autres communications ou documents produits pour le placement des titres pris ferme et elle peut s'exposer à des réclamations et à des poursuites à l'égard de ces placements.

**Les produits tirés de la gestion d'actifs sont assujettis à l'instabilité d'après des facteurs du marché et de l'économie et le montant des actifs sous gestion**

Les produits tirés de la gestion d'actifs comprennent les produits que nous retirons de la gestion, les frais d'administration et de rendement provenant des fonds gérés par Canaccord, les produits tirés de la gestion d'actifs et les honoraires de rendement que nous tirons des fonds gérés par des tiers, et le revenu de placement provenant des placements de Canaccord dans ces fonds.



Ces produits dépendent du montant des ASG et du rendement de ces fonds. Si ces fonds ne se comportent pas aussi bien que l'espèrent les clients en gestion d'actifs de Canaccord, ces clients peuvent retirer leurs actifs de ces fonds, ce qui réduirait nos produits. Canaccord voit ses produits trimestriels tirés de la gestion d'actifs fluctuer, ce qui peut contribuer au fait que Canaccord ne respecte pas les attentes en matière de produits.

### **Fluctuations des cours du marché**

Certains facteurs, comme la vente des actions ordinaires sur le marché par des actionnaires existants, la fluctuation des résultats d'exploitation de Canaccord ou de ceux de ses concurrents, les conditions du marché pour des titres comparables et les conditions générales du marché d'autres sociétés œuvrant dans le secteur des services de financement de sociétés ou d'autres secteurs dans lesquels Canaccord se concentre, pourraient faire fluctuer considérablement le cours des actions ordinaires de Canaccord. En outre, des fluctuations marquées des cours et des volumes sur le marché des valeurs mobilières ont eu une incidence sur les prix de l'action de certaines sociétés et étaient souvent sans rapport avec le rendement d'exploitation. Par conséquent, le cours de nos actions ordinaires pourrait fléchir même si les résultats d'exploitation et les perspectives de Canaccord demeurent les mêmes.

### **Le risque de taux d'intérêt peut influencer sur la valeur des instruments financiers détenus par Canaccord**

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la valeur des instruments financiers et des titres à revenu fixe détenus par Canaccord. Canaccord minimise et contrôle son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes en titres à revenu fixe. Canaccord ne couvre pas son exposition au risque de taux d'intérêt parce que son exposition est habituellement minime.

### **Les effets de l'inflation peuvent influencer sur les coûts, la rentabilité et la valeur des instruments financiers**

Comme les actifs de Canaccord sont généralement de nature liquide, ils ne sont guère touchés par l'inflation. Cependant, le taux d'inflation influe sur les charges de Canaccord, comme la rémunération des employés, les frais de location des bureaux et les charges liées aux communications, qui peuvent ne pas être recouvrables dans le prix des services offerts par Canaccord. Dans la mesure où l'inflation entraîne la hausse des taux d'intérêt et a d'autres effets néfastes sur les marchés des valeurs mobilières, elle peut nuire à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

### **Dépendance envers la disponibilité de capital**

L'entreprise de Canaccord dépend de la disponibilité de financement suffisant et de fonds propres réglementaires conformément aux exigences réglementaires applicables. Les engagements de prise ferme nécessitent une ponction sur les fonds propres et, par conséquent, la capacité de Canaccord de prendre des engagements de prise ferme peut être limitée par son obligation de se conformer à la réglementation sur les capitaux propres nets en tout temps. Les autres activités de Canaccord Adams et des Services aux particuliers nécessitent également des ponctions sur les capitaux propres pour les besoins de la réglementation. Bien que l'on s'attende à ce que le capital de Canaccord soit suffisant pour satisfaire à ses besoins en capital, rien ne garantit que Canaccord pourra continuer à avoir accès à du capital de financement ou à des fonds propres réglementaires à l'avenir selon des modalités qu'elle juge acceptables.

### **Risque de crédit et possibilité de pertes**

Canaccord court le risque que des tiers qui lui doivent des sommes, des titres ou d'autres actifs ne respectent pas leurs obligations. Ces tiers incluent des contreparties, des clients, des agents ou des chambres de compensation, des Bourses et d'autres intermédiaires du secteur financier, ainsi que des émetteurs dont elle détient des titres. Ces tiers pourraient ne pas respecter leurs obligations en raison d'une faillite, d'un manque de liquidités, de problèmes d'exploitation ou d'autres facteurs.

Canaccord offre du financement sous forme de prêts sur marge à des particuliers. Dans le cadre d'une opération sur marge, Canaccord consent à un particulier un crédit pour une tranche de la valeur du marché d'une opération sur titres dans le compte du client, jusqu'à concurrence de certaines limites. Le prêt sur marge est garanti par les titres dans le compte du client. Pour ces activités de prêt, Canaccord est exposée à un risque de perte financière si le client manque à un appel de marge par suite d'une chute des cours des titres détenus en garantie et si Canaccord ne peut vendre les titres détenus en garantie à un prix couvrant l'encours du prêt.

Bien que Canaccord examine régulièrement le risque de crédit auquel elle est exposée à l'égard de certains clients, contreparties, secteurs, pays et régions dont le crédit pourrait, à son avis, être source d'inquiétudes, le risque de défaillance pourrait découler d'événements ou de circonstances difficiles à détecter, comme la fraude. Canaccord pourrait également ne pas obtenir tous les renseignements concernant le risque commercial inhérent à une contrepartie.

### **Fluctuations marquées des résultats trimestriels**

Canaccord a subi des pertes au cours de l'un des cinq derniers exercices. Les produits et les résultats d'exploitation de Canaccord peuvent fluctuer d'un trimestre ou d'un exercice à l'autre en raison de divers facteurs, y compris le nombre d'opérations de prise ferme réalisées, le nombre d'opérations de courtage institutionnel et de détail effectuées et les variations des dépenses liées à l'effectif, aux frais juridiques et à la mise sur pied de nouvelles entités opérationnelles. Les produits de Canaccord tirés des opérations de prise ferme sont comptabilisés uniquement lorsque les titres faisant l'objet de la prise ferme commencent à être négociés. Par conséquent, le moment où Canaccord constate les produits tirés d'une opération importante peut influencer

considérablement sur ses résultats d'exploitation trimestriels. La structure de coûts de Canaccord vise actuellement à satisfaire à la demande pour les opérations de financement de sociétés. Ainsi, malgré le caractère variable de la rémunération au rendement, Canaccord pourrait subir des pertes si elle est incapable de modifier sa structure de coûts, qui inclut les charges de personnel fixes. Notamment en raison des facteurs énoncés ci-dessus, rien ne garantit que Canaccord sera en mesure d'afficher une rentabilité soutenue d'un trimestre ou d'un exercice à l'autre.

### **Une concurrence intense peut nuire aux produits et aux profits**

Canaccord évolue dans le secteur hautement concurrentiel du courtage de valeurs mobilières et des services financiers. Les concurrents directs de Canaccord sont de grandes maisons de courtage du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni, des filiales de courtage de valeurs mobilières de grandes banques à charte, d'importantes institutions régionales et des participants de moindre envergure dans des créneaux précis du marché. Bien d'autres sociétés possèdent des ressources humaines et financières plus importantes que celles de Canaccord. Ces sociétés rivalisent directement avec Canaccord pour conquérir des clients pour les services aux particuliers et les services de financement de sociétés et recruter des conseillers en placement, des spécialistes et d'autres membres du personnel. Les concurrents de plus grande envergure sont capables d'annoncer leurs produits et services à l'échelle nationale ou régionale et peuvent disposer d'un plus grand nombre de canaux diversifiés pour leurs produits, y compris la distribution au détail. Les maisons de courtage à escompte déploient des efforts de vente intenses sur le plan des prix et de la promotion. De plus, certains concurrents sont dans le domaine des services de financement de sociétés depuis bien plus longtemps que Canaccord et peuvent par conséquent jouir d'un certain avantage sur le plan de l'accès aux occasions d'affaires et au capital. Cette concurrence pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation de Canaccord ainsi que sur sa capacité d'attirer et de conserver des personnes hautement qualifiées. Rien ne garantit que Canaccord réussira à livrer concurrence efficacement. Canaccord est d'avis que certaines des occasions de croissance les plus importantes se présenteront à l'extérieur du Canada. Pour tirer parti de ces occasions, Canaccord devra se mesurer à des établissements financiers actifs sur les marchés internationaux, notamment au Royaume-Uni. Certains de ces établissements sont de plus grande taille que Canaccord, jouissent d'une meilleure capitalisation, bénéficient d'une meilleure présence locale et évoluent sur ces marchés depuis plus longtemps que Canaccord.

### **Dépendance envers des systèmes**

Canaccord est très dépendante des systèmes de communications et d'information. Toute défaillance ou interruption de ses systèmes, ou de ceux de tiers dont des fournisseurs de services, des chambres de compensation et des Bourses, pourrait occasionner des retards ou d'autres problèmes pouvant nuire aux activités de vente, de négociation, de compensation, de règlement et autres services aux clients, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation de Canaccord. Rien ne garantit que Canaccord pourra éviter de telles défaillances ou interruptions des systèmes, y compris celles causées par des tremblements de terre, des incendies ou d'autres catastrophes naturelles, des pannes d'électricité ou de systèmes de télécommunications, des cas fortuits, des actes de guerre ou de terrorisme ou autres, ni que ses procédures de sauvegarde et ses moyens en cas de tels défauts et interruptions seront adéquats. Bien que Canaccord soit dotée de procédures de sauvegarde et de doubles systèmes, de capacité excédentaire et de plans de continuité des opérations, rien ne garantit que ces procédures et plans suffiront ou seront pertinents en cas de défaillance ou de catastrophe et, par conséquent, un tel événement pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord.

En outre, la capacité de Canaccord à exercer ses activités peut souffrir d'une perturbation de l'infrastructure qui soutient ses activités et les collectivités où elle est présente. Cela peut inclure une panne d'électricité, de transmission des communications ou du transport ou encore l'interruption d'autres services utilisés par Canaccord ou des tiers avec lesquels Canaccord fait affaire, que cela soit dû à un incendie, une autre catastrophe naturelle, une panne du réseau d'électricité ou de communications, une guerre ou à une autre cause. Presque tous les employés de Canaccord à ses emplacements principaux, y compris Vancouver, Toronto, Londres et Boston, travaillent en étroite collaboration. Si une interruption survenait à un emplacement et que les employés de ce lieu ne pouvaient communiquer ni se rendre à un autre emplacement, la capacité de Canaccord de servir ses clients et d'interagir avec eux pourrait en souffrir et Canaccord pourrait ne pas pouvoir déployer avec succès ses plans d'urgence qui dépendent des communications ou des déplacements.

Les activités de Canaccord reposent également sur le traitement, le stockage et la transmission sécuritaires des données confidentielles et de toute autre information dans les systèmes et les réseaux informatiques. Même si Canaccord prend des mesures protectrices et essaie de les modifier à mesure que les circonstances le requièrent, les systèmes informatiques, les logiciels et les réseaux pourraient être vulnérables à un accès non autorisé, à des virus informatiques ou à tout programme malveillant et d'autres événements qui pourraient porter atteinte à la sécurité. Si un ou plusieurs de ces événements survenaient, cette situation pourrait mettre en danger les données confidentielles ou d'autres informations de Canaccord, de ses clients ou de ses contreparties, traitées et stockées et transmises par les systèmes ou réseaux informatiques ou autrement provoquer des interruptions ou des dysfonctionnements informatiques chez les clients, les contreparties ou des tiers. Canaccord pourrait être obligée de consacrer des ressources additionnelles considérables pour modifier ses mesures de protection ou enquêter sur les vulnérabilités ou d'autres risques et les éliminer, et Canaccord pourrait faire l'objet de litiges et subir des pertes financières qui ne sont pas assurées ni couvertes par une police d'assurance détenue par Canaccord.

**Dépendance envers la capacité de recruter du personnel et de le maintenir en poste**

L'entreprise de Canaccord repose sur les grandes compétences, souvent hautement spécialisées, de ses employés. L'établissement et la consolidation de relations avec des clients et des clients éventuels dépendent en partie de l'employé. Le maintien en poste de conseillers en placement, d'experts en services de financement de sociétés, en recherche, en vente et en négociation ainsi que de personnel de gestion et d'administration est fondamental pour Canaccord.

Il arrive parfois que des sociétés du secteur des valeurs mobilières perdent des conseillers en placement, des experts en opérations de financement de sociétés, en recherche, en vente et en négociation ou du personnel de gestion ou d'administration. La concurrence entre employeurs recherchant ce personnel chevronné s'est intensifiée récemment, surtout parce que de nouvelles entreprises de courtage au détail tentent de percer le marché et que certaines entreprises de services financiers sans courtage et d'autres banques d'investissement ciblent ou augmentent leurs efforts dans les mêmes ou certains des mêmes domaines que ceux de Canaccord. Bien que le roulement de ses professionnels n'ait jamais été très élevé, rien ne garantit que Canaccord ne perdra pas d'employés clés dans le futur, en raison notamment de cette rivalité ou pour d'autres raisons. La perte d'un conseiller en placement ou d'un expert en services de financement de sociétés, en recherche ou en vente et en négociation, plus particulièrement d'un membre de la haute direction ou de tout autre professionnel d'expérience jouissant d'un réseau étendu de relations dans un secteur donné, pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation de Canaccord.

Canaccord prévoit que ses effectifs grossiront encore. La concurrence pour s'adjoindre des employés possédant les compétences souhaitées est vive, notamment pour des professionnels en services de financement de sociétés et en recherche, spécialisés dans les secteurs où s'intensifient les activités de financement des sociétés ou de consultation. Cette difficulté à recruter des employés et à les maintenir en poste a récemment fait augmenter les coûts de rémunération, et Canaccord prévoit que cette tendance se poursuivra. Rien ne garantit que Canaccord sera en mesure de trouver un nombre suffisant de nouveaux employés possédant les compétences requises, et ce, en temps opportun et à des conditions financières qu'elle juge acceptables. L'incapacité éventuelle de trouver de nouveaux employés pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation futurs.

Sauf avec ses conseillers en placement, Canaccord n'a pas pour habitude de conclure des contrats d'emploi. Canaccord tente plutôt de conserver ses employés en leur offrant des primes au rendement et un milieu de travail favorable. Ces incitatifs pourraient toutefois ne pas résister à la concurrence de plus en plus forte entre entreprises pour engager des professionnels chevronnés dans le secteur des valeurs mobilières, surtout si la valeur des actions ordinaires de la Société baissait ou ne s'appréciait pas assez pour constituer une source compétitive de rémunération partielle des professionnels.

**Gestion de la croissance**

Au cours des dernières années, Canaccord a connu une croissance importante au chapitre des activités, y compris le nombre d'employés. Cette croissance a nécessité, et continuera de nécessiter, des investissements accrus dans le personnel de gestion, les systèmes et les contrôles financiers et de gestion, ainsi que dans les installations, ce qui, en l'absence d'une croissance soutenue du bénéfice, entraînerait une baisse de ses marges d'exploitation par rapport au niveau actuel. En outre, comme c'est souvent le cas dans le secteur des valeurs mobilières, Canaccord dépend et continuera à dépendre dans une large mesure de l'exploitation efficace et fiable de ses systèmes de communications et d'information. Canaccord estime que sa croissance actuelle et future nécessitera la mise en place de systèmes de communications et d'information nouveaux et améliorés ainsi que la formation de son personnel pour l'utilisation de ces systèmes. Toute difficulté ou tout retard important gênant la mise en place ou le fonctionnement des systèmes existants ou nouveaux ou la formation du personnel pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de Canaccord de gérer la croissance.

Dans le cadre de la stratégie commerciale de Canaccord, la Société a acquis et achètera encore des actifs ou des entreprises qui épousent ses activités actuelles ou qui les complètent. Ces acquisitions comporteront certains risques, dont l'exposition à des obligations inconnues des sociétés acquises, des coûts et des frais d'acquisition plus élevés que prévu, des difficultés découlant de l'intégration des activités et du personnel des sociétés acquises et des dépenses connexes, l'interruption des activités courantes, le détournement du temps et de l'attention de la direction et une dilution possible pour les actionnaires. Canaccord peut ne pas réussir à surmonter ces obstacles et les autres problèmes liés à des acquisitions, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur son entreprise.

**Inconduite d'employés**

Il y a eu plusieurs cas très publicisés de fraude ou d'inconduite d'employés dans le secteur des services financiers au cours des dernières années, et Canaccord s'expose à ce risque. Canaccord pourrait notamment, en raison de l'inconduite d'employés, être liée à des opérations qui dépassent les limites autorisées ou qui comportent des risques inacceptables ou elle pourrait ne pas avoir connaissance d'activités non autorisées ou infructueuses qui, dans l'un ou l'autre cas, peuvent entraîner des risques ou des pertes inconnus ou non gérés. De même, l'inconduite des employés peut porter sur l'usage inapproprié de renseignements confidentiels, ce qui pourrait donner lieu à des sanctions prévues par règlement et à une atteinte sérieuse à la réputation de Canaccord. Il n'est pas toujours possible d'empêcher l'inconduite des employés, et les mesures que Canaccord prend pour prévenir et déceler ces activités pourraient ne pas toujours être efficaces.

### Conflits d'intérêts éventuels

Des membres de la haute direction, des administrateurs et des employés de Canaccord peuvent, à l'occasion, investir dans des titres de sociétés fermées ou ouvertes ou dans des fonds de placement dans lesquels Canaccord, ou un membre de son groupe, investit ou pour lequel Canaccord exécute des mandats de financement de sociétés, publiée de la recherche ou fait fonction de teneur de marché. Il y a certains risques que, en raison d'un tel placement, un administrateur, un membre de la direction ou un employé prenne des mesures qui vont à l'encontre des intérêts de Canaccord.

En outre, certains administrateurs de Canaccord font également fonction d'administrateurs d'autres sociétés œuvrant dans une vaste gamme de secteurs; par conséquent, le risque que ces administrateurs puissent se retrouver en situation de conflits d'intérêts existe.

### Risques de contrôle

En date du 31 mars 2007, les actionnaires existants qui sont des cadres supérieurs et des administrateurs étaient propriétaires, dans l'ensemble, d'environ 28,3 % des actions ordinaires. Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourraient exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions et la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Canaccord de conclure des opérations qui pourraient lui être bénéfiques ou être bénéfiques à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société. En outre, l'actionnaire le plus important que la direction connaît est MLI Resources Inc. – filiale en propriété exclusive de la Société Financière Manuvie – avec 5,1 % des actions ordinaires. Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres, des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre d'opérations de gré à gré pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques commerciaux, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de Canaccord.

### La réglementation poussée du secteur des services financiers entraîne un certain nombre de risques

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour Canaccord beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation. Lorsqu'il y a infraction à la réglementation, les organismes de réglementation des valeurs mobilières, l'ACCOVAM, le NASD, le FSA, et d'autres organismes sont habilités à instituer des procédures administratives ou judiciaires pouvant donner lieu à la censure, des amendes, des sanctions civiles, une ordonnance d'interdiction, la radiation de l'inscription ou la suspension du courtier ou du conseiller en placement défaillant, la perte du statut de «Nomad» ou encore la suspension et l'expulsion des membres de la direction ou des employés du courtier en valeurs mobilières, ou à d'autres conséquences négatives. L'imposition de telles pénalités ou ordonnances pourrait avoir des répercussions défavorables importantes sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord.

Le cadre réglementaire dans lequel Canaccord évolue est susceptible d'être modifié. À l'heure actuelle, les courtiers en valeurs mobilières sont assujettis à des examens réglementaires plus rigoureux qui ont fait naître, notamment, une sensibilité accrue aux interactions entre les analystes de recherche et les services de financement de sociétés des courtiers. Par conséquent, les organismes de réglementation ont modifié ou proposent de modifier encore les exigences relatives à la recherche. L'entrée en vigueur ou la révision de dispositions législatives ou réglementaires ou de règles émanant des autorités en valeurs mobilières du Canada, du Royaume-Uni ou des États-Unis pourrait avoir un effet défavorable sur Canaccord.

Les examens rigoureux qui ont cours dans le secteur pourraient raisonnablement mener à une interprétation et à une application de plus en plus sévères des lois et des règles en vigueur. Les changements d'interprétation et d'application des lois et des règles en vigueur que peuvent imposer les autorités en valeurs mobilières du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis, pourraient avoir un effet défavorable sur Canaccord.

L'ajout de réglementation, la modification des lois et règles en vigueur ou les changements d'interprétation et d'application des lois et règles en vigueur influent directement sur le mode d'exploitation et la rentabilité des maisons de courtage. Canaccord ne peut prévoir les effets de tels changements. De plus, les activités de Canaccord pourraient subir non seulement l'incidence de la réglementation qui s'applique à Canaccord en tant qu'intermédiaire sur le marché financier, mais aussi celle de la réglementation d'application générale.

Par exemple, le volume des activités de financement de sociétés et d'investissement pour compte de Canaccord au cours d'une période donnée est tributaire, entre autres, de la législation fiscale en vigueur et projetée, de la politique en matière de concurrence et d'autres politiques et règlements gouvernementaux, notamment la politique sur les taux d'intérêt de la Banque du Canada ou du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine, ainsi que des changements d'interprétation ou d'application des lois et règles en vigueur touchant le monde des affaires et des finances. Le niveau de l'activité commerciale et financière de chacun des secteurs dans lequel Canaccord évolue peut être influencé non seulement par la législation et la réglementation d'application générale mais aussi par celles qui sont propres à chacun de ces secteurs.

La capacité de Canaccord d'observer toutes les lois et tous les règlements applicables est tributaire de la création, de la mise en œuvre et de la conservation de systèmes, de politiques et de procédures d'observation efficaces, et de sa capacité de recruter et de conserver du personnel compétent à cet égard.

### **Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires**

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de la Société pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans obtenir le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

### **Poursuites et responsabilité potentielle en vertu des lois sur les valeurs mobilières**

Plusieurs volets des activités de Canaccord comportent des risques de responsabilité importants. Un preneur ferme s'expose à de lourdes responsabilités en vertu des lois sur les valeurs mobilières, d'autres lois et des décisions des tribunaux, y compris des décisions relatives à la responsabilité des preneurs fermes et aux limites d'indemnisation des preneurs fermes par les émetteurs. Par exemple, une maison de courtage qui agit à titre de preneur ferme peut être tenue responsable des communications d'informations fausses ou trompeuses ou des omissions de faits dans le prospectus relatif aux titres faisant l'objet du placement, ou une maison de courtage peut devoir répondre des déclarations de ses analystes en valeurs mobilières ou d'autres membres de son personnel. Ces dernières années, le nombre de poursuites intentées dans le secteur des valeurs mobilières a augmenté, y compris les recours collectifs visant à obtenir des dommages-intérêts élevés. Canaccord pourrait également faire l'objet de poursuites, y compris des poursuites non fondées. Comme elle entend présenter une défense vigoureuse en cas de telles poursuites, Canaccord pourrait devoir engager des frais juridiques importants. Toute décision défavorable rendue contre Canaccord dans le cadre d'une poursuite ou d'une réclamation pourrait avoir des répercussions importantes sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Les tribunaux et les autorités de réglementation ont resserré les normes de diligence relativement à la prestation de services par des courtiers en valeurs mobilières, leurs employés et leurs mandataires. Comme Canaccord offre plus de produits dans les secteurs de la gestion de patrimoine et la gestion de portefeuille, un nombre croissant de clients délèguent un pouvoir discrétionnaire et l'autorité, sur leurs actifs et leurs affaires, à Canaccord ainsi qu'à ses employés et mandataires. Non seulement davantage de clients utilisent des comptes discrétionnaires, mais le niveau de fonds placés dans ces comptes est également à la hausse. S'il était décidé que Canaccord ou ses employés ou mandataires n'ont pas fait preuve de la diligence requise ou n'ont pas exercé leur pouvoir discrétionnaire ou leur autorité d'une façon prudente et judicieuse conformément aux normes reconnues, cela pourrait avoir des effets défavorables importants sur les activités de Canaccord.

Les risques juridiques auxquels Canaccord est exposée comprennent une responsabilité éventuelle en vertu des lois sur les valeurs mobilières ou en cas de litiges civils si ses conseillers en placement ou ses employés manquent aux exigences relatives au profil d'investissement de l'épargnant, font des déclarations fausses ou trompeuses à l'égard d'opérations sur titres, commettent une fraude, font un usage abusif des fonds des clients ou contreviennent à une loi, une règle ou une exigence.

De par la nature de l'entreprise de Canaccord, on s'attend à ce que cette dernière fasse à l'occasion l'objet de plaintes ou de réclamations de clients dans le cours normal des affaires. Rien ne garantit que ces réclamations ou plaintes ne seront pas importantes et que les règlements, montants adjugés ou frais juridiques par suite de la défense présentée quant à ces plaintes ou réclamations ou à la contestation en appel des décisions à leur égard n'auront pas d'effets défavorables importants sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord.

Si Canaccord recrute des conseillers en placement dotés d'une clientèle œuvrant auprès d'autres employeurs, certains engagements de non-concurrence ou de non-sollicitation et d'autres obligations en vertu de contrats ou de la common law peuvent s'appliquer. L'ancien employeur peut réclamer des dommages-intérêts ou demander une injonction contre le conseiller en placement ou Canaccord, et Canaccord peut devoir déboursier certaines sommes au titre de condamnations, de règlements et de frais juridiques.

### **Les poursuites judiciaires pourraient entraîner une perte financière importante**

Dans le cours normal des affaires à titre de maison de courtage, Canaccord est partie à des litiges et défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. Canaccord a inscrit des charges à payer pour les affaires en litige dont les pertes sont probables et peuvent raisonnablement être estimées. Bien que l'issue de ces poursuites soit incertaine, selon l'évaluation et l'analyse de la direction, l'issue probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société. Rien ne garantit par contre qu'une issue gravement défavorable ne surviendra pas et n'entraînera pas une perte financière considérable. Voir la note 16 sur les engagements et éventualités afférente aux états financiers vérifiés.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS**

Dans le cours normal des affaires, Canaccord utilise certains instruments financiers afin de gérer son exposition au risque de crédit, au risque de marché et au risque de change, comme il est mentionné précédemment.

## **INFORMATION ADDITIONNELLE**

Des informations additionnelles sur Canaccord, y compris la notice annuelle de Canaccord, ont été déposées sur le site Web de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

# RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de  
Canaccord Capital Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **Canaccord Capital Inc.** aux 31 mars 2007, 2006 et 2005 et les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2007, 2006 et 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Vancouver (Canada)

le 24 avril 2007  
(le 16 mai 2007 pour la note 18)

*Ernst & Young S.R.L.*

Comptables agréés

# BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 mars (en milliers de dollars)

	2007	2006	2005
<b>ACTIF</b>			
<b>Actif à court terme</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	506 640 \$	370 507 \$	349 700 \$
Titres détenus, à la valeur du marché [note 2]	348 764	203 020	160 348
Débiteurs [notes 3, 4 et 14]	1 672 035	1 539 998	1 068 757
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>2 527 439</b>	2 113 525	1 578 805
Matériel et améliorations locatives [note 6]	37 549	25 750	13 750
Effets à recevoir [note 7]	-	-	41 618
Impôts futurs [note 5]	11 021	10 769	3 992
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels [notes 8 et 9]	33 933	27 929	-
	<b>2 609 942 \$</b>	2 177 973 \$	1 638 165 \$
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Passif à court terme</b>			
Emprunts remboursables à vue [note 10]	-\$	4 684 \$	-\$
Titres vendus à découvert, à la valeur du marché [note 2]	41 176	37 169	105 527
Créditeurs et charges à payer [notes 3, 4 et 14]	2 156 540	1 832 956	1 262 072
Impôts sur les bénéfices à payer	15 035	15 334	6 737
Dette subordonnée [note 11]	25 000	-	-
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>2 237 751</b>	1 890 143	1 374 336
Effets à payer [note 7]	-	-	41 618
<b>Total du passif</b>	<b>2 237 751</b>	1 890 143	1 415 954
Engagements et éventualités [notes 3 et 16]			
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social [note 12]	156 296	157 644	151 030
Écart de conversion	2 236	(6 277)	(1 383)
Bénéfices non répartis	213 659	136 463	72 564
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>372 191</b>	287 830	222 211
	<b>2 609 942 \$</b>	2 177 973 \$	1 638 165 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Au nom du conseil d'administration,



**PETER M. BROWN**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
ET CHEF DE LA DIRECTION



**TERRENCE A. LYONS**

ADMINISTRATEUR

# ÉTATS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	2007	2006	2005
<b>PRODUITS</b>			
Commissions	<b>303 672 \$</b>	239 461 \$	168 978 \$
Financement de sociétés	<b>350 273</b>	266 206	214 450
Négociation à titre de contrepartiste	<b>31 638</b>	27 388	13 584
Intérêts	<b>57 908</b>	36 914	26 488
Divers	<b>13 423</b>	13 446	9 278
	<b>756 914</b>	583 415	432 778
<b>CHARGES</b>			
Rémunération au rendement	<b>382 897</b>	299 188	220 454
Charges de personnel	<b>47 608</b>	42 019	45 715
Frais de négociation	<b>27 452</b>	20 615	16 863
Locaux et matériel	<b>25 173</b>	15 843	11 849
Communications et technologie	<b>21 472</b>	16 598	14 037
Intérêts	<b>20 538</b>	10 914	7 824
Frais d'administration	<b>64 182</b>	46 227	32 171
Amortissement	<b>8 151</b>	4 817	3 185
Frais de développement	<b>21 244</b>	9 797	7 924
Gain à la cession d'un placement [note 17]	<b>-</b>	(1 633)	-
	<b>618 717</b>	464 385	360 022
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	<b>138 197</b>	119 030	72 756
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) [note 5]			
Exigibles	<b>52 883</b>	44 657	29 142
Futurs	<b>(8 142)</b>	(6 777)	(4 965)
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	<b>93 456</b>	81 150	48 579
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	<b>136 463</b>	72 564	38 013
Dividendes en espèces	<b>(16 260)</b>	(14 455)	(13 835)
Prime au rachat d'actions ordinaires [note 12 iii]	<b>-</b>	(2 796)	(193)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice</b>	<b>213 659 \$</b>	136 463 \$	72 564 \$
Résultat de base par action [note 12 vii]	<b>2,03 \$</b>	1,82 \$	1,17 \$
Résultat dilué par action [note 12 vii]	<b>1,94 \$</b>	1,74 \$	1,11 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés



# ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)

	2007	2006	2005
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>			
Bénéfice net de l'exercice	93 456 \$	81 150 \$	48 579 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	8 151	4 817	3 185
Recouvrement d'impôts futurs	(8 142)	(6 777)	(4 965)
Gain à la cession d'un placement	-	(1 633)	-
Émission d'actions dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions	194	-	-
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement			
Diminution (augmentation) des titres détenus	(144 716)	(43 851)	216 099
Augmentation des débiteurs	(96 057)	(491 473)	(70 620)
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert	4 011	(68 359)	(176 196)
Augmentation des créditeurs et charges à payer	286 796	599 930	213 677
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices à payer	(1 234)	9 223	(10 168)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>142 459</b>	<b>83 027</b>	<b>219 591</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation (diminution) des effets à payer	-	(41 618)	12 853
Rachat de débetures convertibles	-	-	(20)
Augmentation (diminution) de la dette subordonnée	25 000	-	(10 000)
Émission d'actions au comptant	-	6 574	71 865
Augmentation des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(3 377)	(14 463)	(1 415)
Rachat du capital social	(83)	(4 631)	(379)
Dividendes versés	(16 260)	(14 455)	(13 835)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>5 280</b>	<b>(68 593)</b>	<b>59 069</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Achat de matériel et améliorations locatives	(18 514)	(16 630)	(4 562)
Diminution (augmentation) des effets à recevoir	-	41 618	(12 853)
Produit à la cession d'un placement	-	1 639	-
Acquisition de filiales [note 8]	-	(15 669)	-
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(18 514)</b>	<b>10 958</b>	<b>(17 415)</b>
<b>Incidence du change sur les soldes de trésorerie</b>	<b>11 592</b>	<b>(9 269)</b>	<b>(970)</b>
<b>Augmentation de la situation de trésorerie</b>	<b>140 817</b>	<b>16 123</b>	<b>260 275</b>
Situation de trésorerie au début de l'exercice	365 823	349 700	89 425
<b>Situation de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>506 640 \$</b>	<b>365 823 \$</b>	<b>349 700 \$</b>
La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	506 640 \$	370 507 \$	349 700 \$
Emprunts remboursables à vue	-	(4 684)	-
	<b>506 640 \$</b>	<b>365 823 \$</b>	<b>349 700 \$</b>
<b>Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>			
Intérêt payé	20 371 \$	9 495 \$	1 495 \$
Impôts sur les bénéfices payés	54 096 \$	30 192 \$	37 756 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 mars 2007, 2006 et 2005 et pour chacun des trois exercices terminés le 31 mars 2007  
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Canaccord Capital Inc. (la «Société») est un courtier en valeurs de plein exercice indépendant. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les services aux particuliers et les marchés des capitaux. Par ces activités, la Société offre une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à sa clientèle composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

## 1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada. Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

Au 31 mars 2007, les principales filiales d'exploitation de la Société, qui sont toutes détenues en propriété exclusive, comprenaient :

La Corporation Canaccord Capital  
Canaccord Adams Limited  
Canaccord International Ltd.  
Canaccord Adams Inc.  
Canaccord Capital Corporation (USA), Inc.  
Canaccord Enermarket Ltd.  
Canaccord Financial Services Ltd.  
Stockwave Equities Ltd.  
CLD Financial Opportunities Limited

Toutes les opérations intersociétés ont été éliminées.

### Principes comptables généralement reconnus du Canada

La Société respecte les exigences du chapitre 1100 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA»), intitulé «Principes comptables généralement reconnus». Ce chapitre établit les normes pour la présentation de l'information financière selon les PCGR et donne des indications sur les sources à consulter pour choisir les conventions comptables et déterminer quelles informations sont appropriées lorsqu'un sujet n'est pas traité de façon explicite dans les sources premières des PCGR.

### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan, ainsi que sur les montants constatés des produits et des charges de la période. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations importantes incluent l'écart d'acquisition et les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant.

### Opérations sur titres

Les opérations sur titres ainsi que les produits et charges et les comptes de bilan connexes sont constatés à la date de l'opération.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les effets de commerce et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat.

### Titres détenus et titres vendus à découvert

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la valeur du marché. Les gains et pertes latents sont reflétés dans les résultats. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour des opérations d'emprunt de titres.

### Opérations sur titres garanties

Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties au comptant avancées et reçues dans le cadre des opérations. Les opérations d'emprunt de titres exigent que la Société dépose une somme au comptant, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'une somme au comptant ou sous une autre forme dont le montant est généralement supérieur à la valeur du marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres empruntés et prêtés par rapport à la garantie au comptant et, le cas échéant, elle peut exiger

que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre une partie de la garantie déposée pour s'assurer que la garantie de ces opérations est suffisante.

### Constatation des produits

Les produits tirés des commissions comprennent les revenus générés par les services de courtage à commission traditionnels, constatés à la date de l'opération, et la vente de produits et services tarifés, constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus tirés des services financiers aux entreprises comprennent les honoraires de prise ferme, les honoraires de gestion et de consultation, et les commissions gagnées sur les opérations de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes, des fusions et acquisitions et des autres opérations de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque l'opération sous-jacente est pratiquement terminée aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis. Les honoraires de gestion et de consultation sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les honoraires de négociation à titre de contrepartiste consistent en produits gagnés dans le cadre des opérations de négociation de capital et sont constatés à la date de l'opération.

Les intérêts créditeurs sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

### Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé comme suit :

Matériel informatique	30 %, solde dégressif
Mobilier et matériel	20 %, solde dégressif
Améliorations locatives	Méthode linéaire, sur la durée des baux respectifs

### Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat payé pour l'acquisition d'une filiale sur la juste valeur des actifs corporels et incorporels nets acquis. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation tous les ans. La perte de valeur de l'écart d'acquisition est évaluée en comparant la valeur comptable de l'unité d'exploitation et sa juste valeur. Si la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède la juste valeur, le montant de la perte de valeur de l'écart d'acquisition est fondé sur la juste valeur des actifs et des passifs. La perte de valeur de l'écart d'acquisition est comptabilisée à titre de charge pendant la période de dépréciation, et aucune reprise de perte de valeur n'est autorisée par la suite.

Les autres actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative de quatre ans et font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable risque de ne pas être recouvrée.

### Frais de développement

Les frais de développement ont trait au développement de systèmes d'information internes, passés en charges à mesure qu'ils sont engagés, et aux primes de recrutement de nouveaux employés.

### Conversion des opérations en devises et des filiales étrangères

La monnaie d'exploitation de la Société est le dollar canadien. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture de l'exercice. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant la période. Les gains et les pertes de change sont comptabilisés dans les résultats de la période où ils surviennent.

L'écart de conversion dans les capitaux propres au bilan consolidé a trait aux gains ou pertes de change latents des filiales étrangères. Les états financiers des filiales étrangères, qui sont toutes autonomes, dont la monnaie d'exploitation n'est pas le dollar canadien, sont convertis en dollars canadiens en utilisant la méthode du taux courant suivant laquelle les actifs et passifs sont convertis au cours de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant la période.

### Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés selon la méthode axée sur le bilan. Suivant cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont constatés pour tenir compte des incidences fiscales des écarts temporaires, au moyen des taux d'imposition pratiquement en vigueur applicables dans les années futures aux écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs existants pendant l'année où ils sont censés se résorber.

L'incidence sur les impôts futurs d'une variation des taux d'imposition est constatée dans les résultats de la période qui inclut la date où les taux deviennent pratiquement en vigueur. En outre, des actifs d'impôts futurs sont constatés dans la mesure où leur réalisation est plus probable qu'improbable.

### Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat dilué par action reflète l'effet dilutif des prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et des actions destinées au maintien en poste gagnées mais dont les droits ne sont pas acquis.

### Régime de retraite

La Société offre à ses employés actifs un régime de retraite à cotisations déterminées. Ce régime est offert à certains employés administratifs après une période déterminée de service. La Société est tenue de verser une contribution égale aux cotisations des employés jusqu'à concurrence d'un certain pourcentage maximal du salaire de base des employés. Les coûts du régime à cotisations déterminées représentant la contribution obligatoire de la Société sont imputés aux résultats de l'exercice. La charge pour l'exercice s'est élevée à 0,7 million \$ (0,3 million \$ en 2006 et 0,3 million \$ en 2005).

La Société offrait auparavant un régime fin de carrière à prestations déterminées à certains employés administratifs. Le régime est fermé et compte 22 membres actifs et à la retraite. Les actifs du régime, les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite correspondante de la Société ne sont pas importants.

### Régimes de rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions des droits à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Si l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement (déduction faite des taux d'extinction estimatifs), sinon, les coûts sont comptabilisés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la période d'acquisition des droits. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

### Prises de position comptables récentes

En 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles prises de position comptables liées aux instruments financiers et à la couverture. Les nouvelles directives figurent dans trois nouveaux chapitres du Manuel : soit le chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», le chapitre 3865, «Couvertures», et le chapitre 1530, «Résultat étendu». Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la Société en date du 1<sup>er</sup> avril 2007.

### Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Cette norme prescrit la manière de comptabiliser et d'évaluer les instruments financiers. Tous les instruments financiers doivent être classés dans l'une des catégories suivantes : les actifs détenus à des fins de transaction, les placements détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les actifs disponibles à la vente. Les actifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. Les actifs financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, les gains et pertes latents étant constatés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers classés dans les prêts et créances et les placements détenus jusqu'à leur échéance sont mesurés au coût après amortissement.

### Couvertures

Cette norme indique quand et comment appliquer la comptabilité de couverture. Elle permet de désigner des opérations admissibles comme couvertures aux fins comptables. Les relations de couverture admissibles incluent les couvertures de juste valeur, les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures des risques de change d'un investissement dans un établissement étranger autonome. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés de couverture seront constatées dans le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu selon la nature des relations de couverture. Les gains et pertes découlant de l'inefficacité des relations de couverture sont constatés immédiatement dans le bénéfice net.

### Résultat étendu

Ce chapitre établit des normes d'information et de présentation concernant le résultat étendu dans une nouvelle catégorie, le cumul des autres éléments du résultat étendu, qui sera ajoutée aux capitaux propres au bilan consolidé. Le résultat étendu inclut toutes les modifications apportées aux capitaux propres de la Société au cours d'une période, sauf celles découlant des placements des actionnaires et des distributions aux actionnaires. Les principaux éléments du cumul des autres éléments du résultat étendu comprendront les gains et pertes latents sur les actifs financiers classés comme disponibles à la vente et les gains et pertes de change latents découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes.

**Incidence de l'adoption des prises de position comptables récentes**

Tous les instruments financiers que la Société classera comme détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente, qui n'ont pas été comptabilisés auparavant à leur juste valeur, seront constatés à l'adoption des nouvelles normes. Les ajustements pour réévaluation découlant de la constatation initiale seront enregistrés dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour les actifs financiers détenus à des fins de transaction et dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu pour les actifs financiers disponibles à la vente. Les ajustements temporaires ne devraient pas être importants.

**2. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT**

	2007		2006		2005	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et d'État	23 786 \$	5 313 \$	40 784 \$	14 319 \$	124 395 \$	82 001 \$
Actions et débiteures convertibles	324 978	35 863	162 236	22 850	35 953	23 526
	<b>348 764 \$</b>	<b>41 176 \$</b>	203 020 \$	37 169 \$	160 348 \$	105 527 \$

Au 31 mars 2007, les titres de créance de sociétés et d'État arrivaient à échéance de 2007 à 2054 (de 2006 à 2053 au 31 mars 2006; de 2005 à 2051 au 31 mars 2005) et portaient intérêt à des taux allant de 2,75 % à 11,50 % (de 2,05 % à 14,00 % au 31 mars 2005 et au 31 mars 2006).

**3. INSTRUMENTS FINANCIERS**

Dans le cours normal des affaires, la Société utilise certains instruments financiers afin de gérer son exposition au risque de crédit, au risque de marché, au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit de la Société découle surtout des activités de négociation des particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de minimiser son exposition, la Société applique certaines normes au titre de la solvabilité et certaines limites au titre des opérations, et elle exige le règlement au comptant des opérations sur titres ou le règlement à la livraison. Les opérations sur marge sont garanties par les titres dans le compte des clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux opérations ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties comprennent surtout des courtiers en valeurs mobilières, des agences de compensation, des banques et d'autres institutions financières. La Société gère ce risque en imposant à chaque contrepartie des limites de position individuelle et de position collective, en surveillant le respect de ces limites, en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines opérations et en exerçant ses activités par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2007, 2006 et 2005, les concentrations les plus importantes de la Société étaient auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que ces concentrations font partie du cours normal des affaires et elle ne prévoit aucune perte pour non-exécution.

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours, des taux d'intérêt, des indices, de la liquidité et d'autres facteurs entraîne des pertes.

La Société est exposée à un risque de marché du fait de son activité principale qui consiste à négocier des titres de participation et des titres à revenu fixe. Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur du marché, et les variations de la valeur du marché influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque de marché découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient en garantie pour les comptes sur marge des particuliers. La Société réduit son exposition au risque de marché au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation ainsi que des procédés de contrôle des comptes sur marge.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la valeur des instruments financiers et des titres à revenu fixe détenus par la Société. La Société minimise et contrôle son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes en titres à revenu fixe. La Société ne couvre pas son exposition au risque de taux d'intérêt parce qu'elle est minime.

**Risque de change**

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation du cours des devises entraîne des pertes. Des contrats de change sont négociés périodiquement afin de gérer et de couvrir le risque de change lié aux règlements en devises en attente. Les gains et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2007 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA/\$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars US	12,90 \$	1,16 \$	30 avril 2007	0,1 \$
Pour acheter des dollars US	2,50 \$	1,16 \$	3 avril 2007	(0,1) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2006 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA/\$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars US	90,85 \$	1,16 \$	5 avril 2006	0,1 \$
Pour acheter des dollars US	7,00 \$	1,16 \$	3 avril 2006	(0,1) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2005 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA/\$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars US	22,75 \$	1,21 \$	5 avril 2005	0,1 \$
Pour acheter des dollars US	10,25 \$	1,21 \$	5 avril 2005	(0,1) \$

**Juste valeur des actifs et des passifs financiers**

Les instruments financiers de la Société englobent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les débiteurs, les effets à recevoir, les prêts remboursables à vue, les titres vendus à découvert, les créditeurs et charges à payer, les effets à payer, et la dette subordonnée. La juste valeur de ces instruments financiers se rapproche de leur valeur comptable. De l'avis de la direction, la Société n'est pas exposée à des risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit importants découlant de ces instruments financiers.

**Prêt et emprunt de titres**

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus sur les espèces livrées. Ces opérations sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur du marché du titre et le montant reçu en garantie. Ces opérations sont garanties par des espèces ou par des titres, y compris des bons du Trésor et des obligations gouvernementales, et sont constatées dans les débiteurs et les créditeurs. La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces opérations et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en espèces est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2007, les taux variables pour les actions et les obligations étaient respectivement de 2,96 % et 4,05 % (respectivement de 3,29 % et 3,32 % au 31 mars 2006 et respectivement de 2,0 % et 2,3 % au 31 mars 2005).

	Espèces		Titres	
	Prêtées ou livrées en garantie	Empruntées ou reçues en garantie	Prêtées ou livrées en garantie	Empruntées ou reçues en garantie
2007	249 103 \$	71 598 \$	80 955 \$	256 555 \$
2006	201 855 \$	58 422 \$	59 929 \$	202 257 \$
2005	130 359 \$	68 329 \$	70 708 \$	131 905 \$

**Lignes de crédit**

Au 31 mars 2007, la Société avait des facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni pour un total de 518 millions \$ (339 millions \$ au 31 mars 2006 et 311 millions \$ au 31 mars 2005). Ces facilités de crédit, qui se composent de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés ou des titres détenus par la Société.

La Corporation Canaccord Capital a fourni une lettre de crédit bancaire de 1,4 million \$ comme garantie des obligations en vertu de baux de Canaccord Adams Limited (1,3 million \$ au 31 mars 2006 et 1,4 million \$ au 31 mars 2005). Canaccord Adams Inc. a également obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière d'un total de 2,7 millions \$ (2,3 millions \$ US) [1,7 million \$ (1,47 million \$ US) au 31 mars 2006] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, New York et San Francisco. Au 31 mars 2007, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit.

#### 4. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

##### Débiteurs

	2007	2006	2005
Courtiers en valeurs mobilières	571 461 \$	567 308 \$	353 734 \$
Clients	694 123	607 118	406 769
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	349 932	320 766	293 595
Divers	56 519	44 806	14 659
	<b>1 672 035 \$</b>	<b>1 539 998 \$</b>	<b>1 068 757 \$</b>

##### Créditeurs et charges à payer

	2007	2006	2005
Courtiers en valeurs mobilières	442 828 \$	397 733 \$	358 711 \$
Clients	1 212 464	1 172 511	719 195
Divers	501 248	262 712	184 166
	<b>2 156 540 \$</b>	<b>1 832 956 \$</b>	<b>1 262 072 \$</b>

Les créditeurs comprennent une somme de 349,9 millions \$ (320,8 millions \$ en 2006 et 293,6 millions \$ en 2005) à payer à des clients pour des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et l'intérêt sur les sommes dues aux clients sont fondés sur un taux variable (respectivement de 8,00 % à 10,25 % et de 2,27 % à 3,00 % au 31 mars 2007; de 7,50 % à 9,50 % et de 1,5 % à 2,50 % au 31 mars 2006; et de 6,25 % à 7,50 % et de 0,45 % à 1,25 % au 31 mars 2005).

#### 5. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les actifs (passifs) d'impôts futurs se composent de ce qui suit :

	2007	2006	2005
<b>Actif :</b>			
Règlements judiciaires	1 304 \$	1 814 \$	1 656 \$
Rémunération impayée	4 990	1 368	849
Prêts-subventions non amortis	1 903	640	614
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des améliorations locatives sur leur valeur comptable nette	1 451	1 201	65
Rémunération en actions latente	1 191		
Reports de pertes en avant	4 649	6 916	—
Frais d'émission d'actions (PAPE)	967	1 519	2 092
Dépréciation locative et loyer reporté	5 935	4 708	—
Divers	1 135	8	—
	<b>23 525</b>	<b>18 174</b>	<b>5 276</b>
<b>Passif :</b>			
Gain latent sur titres négociables	2 034	1 915	1 213
Charges reportées	604	252	71
Autres actifs incorporels	2 219	2 085	—
Divers	207	—	—
	<b>5 064</b>	<b>4 252</b>	<b>1 284</b>
Provision pour moins-value	(7 440)	(3 153)	—
Actifs (passifs) d'impôts futurs	<b>11 021 \$</b>	<b>10 769 \$</b>	<b>3 992 \$</b>

Les actifs d'impôts futurs sont constatés uniquement dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est plus probable qu'improbable qu'ils seront réalisés.

Au cours du quatrième trimestre de 2007, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat pour l'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc. («Adams Harkness»). La Société a inclus une provision pour moins-value à l'égard de certains actifs acquis au moment de l'acquisition, avec augmentation compensatoire de l'écart d'acquisition [note 8 ii)].

Des filiales de la Société ont accumulé, au niveau fédéral et des États des États-Unis, des pertes autres qu'en capital aux fins des impôts sur les bénéfices totalisant respectivement 11,3 millions \$ (16,3 millions \$ en 2006) et 11,3 millions \$ (21,9 millions \$ en 2006). Ces pertes sont disponibles pour réduire le bénéfice imposable des exercices futurs. Ces pertes commencent à venir à échéance respectivement en 2024 et 2008.

La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux fédéral et provincial combiné d'imposition du fait des éléments qui suivent :

	2007	2006	2005
Impôts sur les bénéfices au taux prévu par la loi	<b>47 692 \$</b>	41 059 \$	25 024 \$
Moins : Recouvrement d'impôts provinciaux en vertu du International Financial Business Tax Refund Program	<b>(1 355)</b>	(1 264)	(1 312)
Moins : Différence des taux d'imposition des juridictions étrangères	<b>(5 411)</b>	(2 662)	—
Éléments non déductibles influant sur le calcul du bénéfice imposable	<b>3 815</b>	747	465
Rajustement de l'actif d'impôts futurs américains	<b>3 192</b>	—	—
Variation de la provision pour moins-value	<b>4 248</b>	—	—
Variation de la provision pour moins-value avant l'acquisition	<b>(7 440)</b>	—	—
Charge d'impôts sur les bénéfices – exigibles et futurs	<b>44 741 \$</b>	37 880 \$	24 177 \$

## 6. MATÉRIEL ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
<b>2007</b>			
Matériel informatique	<b>5 897 \$</b>	<b>3 978 \$</b>	<b>1 919 \$</b>
Mobilier et matériel	<b>24 316</b>	<b>13 318</b>	<b>10 998</b>
Améliorations locatives	<b>42 373</b>	<b>17 741</b>	<b>24 632</b>
	<b>72 586 \$</b>	<b>35 037 \$</b>	<b>37,549 \$</b>
<b>2006</b>			
Matériel informatique	4 894 \$	3 910 \$	984 \$
Mobilier et matériel	20 654	11 264	9 390
Améliorations locatives	32 114	16 738	15 376
	57 662 \$	31 912 \$	25 750 \$
<b>2005</b>			
Matériel informatique	3 084 \$	2 228 \$	856 \$
Mobilier et matériel	9 573	4 488	5 085
Améliorations locatives	20 100	12 291	7 809
	32 757 \$	19 007 \$	13 750 \$



## 7. PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS DU QUÉBEC

La Société commanditait un programme d'immigrants investisseurs qui procurait de l'aide aux immigrants canadiens présentant une demande dans la catégorie investisseurs et à leurs consultants et conseillers professionnels. Ce programme permettait aux immigrants investisseurs d'emprunter, au moyen d'une facilité de crédit conclue par la Société, le capital nécessaire pour effectuer un investissement admissible aux fins de l'immigration. La Société empruntait le capital à investir, à titre d'effets à payer, au moyen d'une facilité bancaire sans recours et prêtait le capital emprunté à l'immigrant investisseur sous forme d'effets à recevoir qu'elle donnait ensuite en garantie à la banque prêteuse pour couvrir les effets à payer.

En date du 15 septembre 2005, la Société a vendu une grande partie des effets à recevoir en cours dans le cadre de ce programme pour un produit totalisant 34,4 millions \$ et elle a remboursé la totalité des effets à payer en cours correspondants pour un montant de 34,8 millions \$, soit une perte nette à la cession de 0,4 million \$.

En date du 23 décembre 2005, la Société a attribué irrévocablement une valeur comptable de 10,0 millions \$ au reste des effets à recevoir et des effets à payer en cours en vertu de ce programme.

### **i] Effets à recevoir**

Des intérêts créditeurs de néant \$ (1,4 million \$ en 2006 et 2,1 millions \$ en 2005) sur ces prêts sont compris dans le poste Autres produits d'exploitation.

### **ii] Effets à payer**

Des intérêts débiteurs de néant \$ (1,8 million \$ en 2006 et 2,1 millions \$ en 2005) sur ces prêts sont compris dans le poste Intérêts débiteurs.

## 8. ACQUISITIONS

### **i] Enermarket Solutions Ltd.**

Le 11 novembre 2005, la Société est devenue le propriétaire exclusif d'Enermarket Solutions Ltd. («Enermarket»), société de conseils en désinvestissements et acquisitions de biens dans le secteur de l'énergie, dont le siège social est situé à Calgary, en Alberta. Le prix d'achat total s'élevait à 5,1 millions \$, dont 4,0 millions \$ au comptant (incluant 3,1 millions \$ et un rajustement du fonds de roulement de 0,9 million \$) et 0,9 million \$ sous forme de 77 646 actions ordinaires de la Société à 11,90 \$ l'action. En outre, les frais reliés à l'acquisition s'élevaient à 0,2 million \$. L'entité exercera ses activités au sein du groupe Canaccord Adams de la Société sous la raison sociale de Canaccord Enermarket Ltd. Depuis le 11 novembre 2005, les actifs et les passifs d'Enermarket sont inclus dans le bilan consolidé de la Société alors que ses résultats d'exploitation sont inclus dans l'état des résultats consolidé de la Société.

Dans le cadre de cette acquisition, des primes de maintien d'un maximum de 0,3 million \$ seront versées aux employés clés d'Enermarket et aux membres de la haute direction. Les primes de maintien nécessiteront l'émission d'un maximum de 25 210 actions ordinaires de la Société sur une période de deux ans. En décembre 2006, la Société a émis 10 254 actions ordinaires en vertu de ce plan (note 13).

### **ii] Adams Harkness Financial Group, Inc.**

Le 3 janvier 2006, la Société est devenue le propriétaire exclusif d'Adams Harkness Financial Group, Inc. («Adams Harkness»), société mère de Adams Harkness, Inc., entreprise américaine de courtage de valeurs pour investisseurs institutionnels dont le siège social est à Boston, au Massachusetts. Le prix d'achat total s'élevait à 21,8 millions \$ US (25,6 millions \$ CA) dont 8,0 millions \$ US (9,5 millions \$ CA) au comptant, 1 342 696 actions ordinaires de la Société d'une valeur de 12,0 millions \$ US (14,1 millions \$ CA) à 10,50 \$ CA l'action ainsi que des frais liés à l'acquisition de 1,8 million \$ US (2,0 millions \$ CA). Les actions ordinaires sont mises en main tierce en vue d'être libérées à raison d'un tiers par an à compter du 30 juin 2006. En février 2007, la Société a annulé 6 121 actions ordinaires en vertu d'une clause d'exonération de responsabilité figurant dans le contrat d'achat, portant à 1 336 575 actions ordinaires le nombre total d'actions ordinaires émises initialement lors de l'acquisition.

Une fois cette acquisition réalisée, Adams Harkness, Inc. a changé sa raison sociale pour Canaccord Adams Inc. Canaccord Adams Inc. exercera ses activités au sein du groupe des Marchés des capitaux de la Société, qui agit sous le nom de marque mondiale Canaccord Adams depuis l'acquisition. Depuis le 3 janvier 2006, les actifs et les passifs d'Adams Harkness sont inclus dans le bilan consolidé de la Société alors que ses résultats d'exploitation sont inclus dans l'état des résultats consolidé de la Société.

Dans le cadre de cette acquisition, des primes de maintien maximales estimées à 10,0 millions \$ US seront versées aux employés clés d'Adams Harkness. Les primes de maintien nécessiteront l'émission d'un maximum de 1 118 952 actions ordinaires de la Société qui devront être payées à l'issue d'une période d'acquisition des droits de trois ans. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis est également fondé sur l'atteinte des objectifs de Canaccord Adams Inc. sur le plan des produits après la date d'acquisition de l'entreprise (note 13).

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition suivant laquelle l'actif net acheté a été constaté à sa juste valeur marchande à la date d'acquisition. L'excédent du prix d'achat sur cette juste valeur a été comptabilisé à titre d'écart d'acquisition. Au cours du quatrième trimestre de 2007, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat pour l'acquisition d'Adams Harkness, ce qui a entraîné l'augmentation de l'écart d'acquisition de 7 440 \$ pour tenir compte de l'achèvement de l'évaluation à la juste valeur des économies d'impôts futurs (note 5). La contrepartie totale a été réduite de 23 \$ par suite de l'annulation de 6 121 actions ordinaires en vertu d'une clause d'exonération de responsabilité figurant dans le contrat d'achat. Le tableau qui suit reflète la contrepartie totale versée et la juste valeur de l'actif net acheté dans le cadre de ces acquisitions :

Date de l'acquisition	Adams Harkness 3 janvier 2006	Enermarket 11 novembre 2005
<b>Contrepartie totale</b>		
Trésorerie, y compris les coûts d'acquisition	11 533 \$	4 136 \$
Émission d'actions ordinaires	14 075	924
	<b>25 608 \$</b>	<b>5 060 \$</b>
<b>Juste valeur de l'actif net acheté</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 542	232
Titres détenus	1 063	—
Débiteurs	23 320	677
Impôts futurs	—	(321)
Matériel et améliorations locatives	2 704	124
Actifs incorporels déduction faite de l'écart d'acquisition	4 650	1 000
Emprunts remboursables à vue	(2 559)	—
Créditeurs	(21 250)	(247)
Impôts à payer	(433)	(72)
Dette subordonnée	(4 113)	—
Dépréciation locative	(8 719)	—
	<b>(795)</b>	<b>1 393</b>
<b>Écart d'acquisition</b>	<b>26 403 \$</b>	<b>3 667 \$</b>

## 9. ÉCART D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

	2007	2006	2005
<b>Écart d'acquisition</b>	<b>30 070 \$</b>	22 653 \$	— \$
<b>Autres actifs incorporels</b>			
Solde au début de l'exercice	5 276	—	—
Acquisitions	—	5 650	—
Amortissement	1 413	374	—
Solde à la fin de l'exercice	<b>3 863</b>	5 276	—
	<b>33 933 \$</b>	27 929 \$	— \$

Les autres actifs incorporels correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients et de la technologie acquises et sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative de quatre ans. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels sont liés au secteur d'exploitation Canaccord Adams.

## 10. EMPRUNTS REMBOURSABLES À VUE

La Société emprunte des capitaux surtout pour faciliter le processus de règlement des titres tant pour ses propres opérations sur titres que celles des clients. Les prêts remboursables à vue sont garantis par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2007, la Société avait un encours de néant \$ (4 684 \$ au 31 mars 2006 et néant \$ au 31 mars 2005). Le taux d'intérêt sur les prêts remboursables à vue est variable de 4,70 % au 31 mars 2007 (4,00 % au 31 mars 2006 et 2,75 % au 31 mars 2005).

## 11. DETTE SUBORDONNÉE

	31 mars 2007	31 mars 2006	31 mars 2005
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 2 % par année, remboursable à vue	<b>25 000 \$</b>	— \$	— \$

L'emprunt à payer est assujéti à un contrat de subordination et peut uniquement être remboursé avec l'autorisation préalable de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.

**12. CAPITAL SOCIAL**

	2007	2006	2005
Capital social			
Actions ordinaires	<b>173 431 \$</b>	173 282 \$	153 061 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis	<b>(25 531)</b>	(20 577)	(2 929)
Surplus d'apport	<b>8 396</b>	4 939	898
	<b>156 296 \$</b>	157 644 \$	151 030 \$

Le capital social de Canaccord Capital Inc. se compose de ce qui suit :

**i] Autorisé**

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

**ii] Émis et entièrement libéré****Actions ordinaires**

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2005	46 129 268	153 061 \$
Actions émises au comptant	691 940	6 573
Actions émises dans le cadre d'acquisitions	1 420 342	15 023
Actions annulées [note 12 iii]	(414 200)	(1 375)
Solde au 31 mars 2006	47 827 350	173 282
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 13]	17 133	194
Actions annulées [note 12 iii]	(12 522)	(45)
<b>Solde au 31 mars 2007</b>	<b>47 831 961</b>	<b>173 431 \$</b>

Dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, par suite de l'approbation par la Bourse de Toronto, la Société a acheté aux fins d'annulation 414 200 actions ordinaires pendant l'exercice terminé le 31 mars 2006 à une valeur comptable de 1,3 million \$ pour une contrepartie au comptant totale de 4,6 millions \$. L'excédent a été inscrit dans le surplus d'apport et les bénéfices non répartis.

La Société a renouvelé son offre publique d'achat dans le cours normal des affaires et a le droit d'acheter, du 29 décembre 2006 au 28 décembre 2007, jusqu'à 2 391 880 de ses actions, ce qui représente 5 % de ses actions en circulation au 20 décembre 2006. Il n'y a eu aucune opération relative aux actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires entre les 29 décembre 2006 et 31 mars 2007.

**iii] Prime au rachat d'actions ordinaires**

La prime au rachat d'actions ordinaires représente le montant payé par la Société et ses filiales aux actionnaires au rachat de leurs actions en excédent de la valeur comptable de ces actions au moment du rachat. L'excédent au rachat d'actions ordinaires a été imputé au surplus d'apport et aux bénéfices non répartis.

	2007	2006	2005
Prix de rachat	<b>83 \$</b>	4 631 \$	379 \$
Valeur comptable	<b>45</b>	1 375	186
Prime au rachat d'actions ordinaires	<b>38 \$</b>	3 256 \$	193 \$

**iv] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires**

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des prêts-subventions se rapportant aux actions dont les droits ne sont pas acquis est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions sont amortis sur la période d'acquisition des droits. Le surplus d'apport comprend l'amortissement des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits de subvention ne sont pas acquis.

**v] Distribution des actions ordinaires acquises**

En décembre 2006, la Société a racheté 195 968 actions ordinaires, pour 1,9 million \$, auprès des employés qui ont quitté la Société à titre de règlement de la tranche des prêts-subsidations dont les droits ne sont pas acquis. En tout, 189 567 actions ordinaires ont été par la suite distribuées aux employés existants au cours du marché de 18,20 \$ l'action pour un produit au comptant de 3,5 millions \$. L'excédent sur la distribution de 1,6 million \$ a été crédité au surplus d'apport. La Société a annulé les 6 401 actions ordinaires restantes.

En novembre 2005, la Société a racheté au coût 132 000 actions ordinaires auprès des employés qui ont quitté la Société pour une contrepartie au comptant totale de 0,5 million \$. Ces actions ont ensuite été distribuées aux employés existants au cours du marché moyen de 14,00 \$ l'action pour un produit au comptant total de 1,8 million \$. Cet excédent sur la distribution de 1,3 million \$ a été crédité au surplus d'apport.

**vi] Surplus d'apport**

Solde au 31 mars 2005	898 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis	3 186
Prime au rachat d'actions ordinaires [note 12 iii]	(460)
Prime à la distribution d'actions ordinaires acquises [note 12 v]	1 315
Solde au 31 mars 2006	4 939
Prime au rachat d'actions ordinaires [note 12 iii]	(38)
Prime à la distribution d'actions ordinaires acquises [note 12 v]	1 623
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et régimes de rémunération à base d'actions	1 872
<b>Solde au 31 mars 2007</b>	<b>8 396 \$</b>

**vii] Résultat par action**

	2007	2006	2005
<b>Résultat de base par action</b>			
Bénéfice net de l'exercice	93 456 \$	81 150 \$	48 579 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	45 969 346	44 606 134	41 634 920
Résultat de base par action	2,03 \$	1,82 \$	1,17 \$
<b>Résultat dilué par action</b>			
Bénéfice net de l'exercice	93 456 \$	81 150 \$	48 579 \$
Incidence sur le bénéfice des débetures convertibles	-	-	282
Bénéfice net ajusté de l'exercice	93 456 \$	81 150 \$	48 861 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	45 969 346	44 606 134	41 634 920
Effet dilutif des débetures convertibles (nombre)	-	-	1 817 000
Effet dilutif des actions privilégiées (nombre)	-	-	20 420
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	1 858 842	1 903 119	715 957
Effet dilutif des engagements d'émission d'actions (nombre) [note 13]	252 343	190 051	-
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	48 080 531	46 699 304	44 188 297
Résultat dilué par action	1,94 \$	1,74 \$	1,11 \$

**13. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS****Programmes de maintien en poste**

Comme il est indiqué dans les notes 8 i) et 8 ii), la Société a établi deux programmes de maintien en poste dans le cadre des acquisitions d'Enermarket et d'Adams Harkness.

Le plan d'Enermarket comprend l'émission d'un maximum de 25 210 actions ordinaires de la Société, qui seront payées sur deux ans. En décembre 2006, la Société a émis 10 254 actions ordinaires en vertu de ce plan (note 12 ii)).

Le plan d'Adams Harkness prévoit l'émission d'un maximum de 1 118 952 actions ordinaires de la Société à l'issue d'une période d'acquisition des droits de trois ans. Le nombre total d'actions dont les droits seront acquis est également basé sur les produits réalisés par Canaccord Adams Inc. pendant la période d'acquisition des droits. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits seront acquis correspondra aux produits réalisés par Canaccord Adams Inc. pendant la période d'acquisition des droits, divisé par 250,0 millions de dollars américains, multiplié par le nombre d'actions ordinaires assujetties au programme de maintien en poste (953 107 actions ordinaires au 31 mars 2007). Lorsque les objectifs en matière de produits seront atteints pendant la période d'acquisition des droits, les montants proportionnels des primes de maintien seront comptabilisés comme frais de développement,

et le nombre applicable d'actions correspondant sera inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation (note 12 vii)). La Société a passé en charges 2 386 \$ et 513 \$ pour les exercices terminés les 31 mars 2007 et 2006. En février 2007, la Société a émis 6 879 actions ordinaires aux employés qui ont quitté leur emploi dans des circonstances où le programme de maintien en poste prévoit une acquisition partielle des droits des actions attribuées en vertu du plan (note 12 ii)).

### Régime d'achat d'actions à émettre sur le capital autorisé pour les employés

En août 2005, la Société a créé un régime d'achat d'actions à émettre sur le capital autorisé pour les employés en vertu duquel elle a consenti un prêt-subvention à un employé afin qu'il puisse payer 40 % du prix d'achat total des actions ordinaires de la Société émises sur le capital autorisé. Un prêt remboursable s'élevant à 35 % du prix d'achat total des actions ordinaires a également été consenti à l'employé. En décembre 2006, l'employé a quitté la Société. Selon le régime d'achat d'actions à émettre sur le capital autorisé pour les employés, les droits sur un tiers du nombre d'actions ordinaires achetées au moyen de la tranche prêt-subvention du prix d'achat total ont été acquis le 10 août 2006, et la tranche prêt-subvention liée aux droits acquis a fait l'objet d'une renonciation de la part du prêteur. La Société a racheté les 184 517 actions ordinaires restantes à titre de règlement de la tranche du prêt-subvention dont les droits ne sont pas acquis. Ces actions ont par la suite été distribuées aux employés existants ou ont été annulées (note 12 v)). Le nombre applicable d'actions soumises au régime d'achat d'actions à émettre sur le capital autorisé pour les employés est inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation (note 12 vii)).

Le nombre d'actions visées par les programmes de maintien en poste et le régime d'achat d'actions à émettre sur le capital autorisé pour les employés a évolué de la manière suivante :

	2007	2006	2005
Nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste d'Enermarket :			
Au début de la période	25 210	—	—
Émissions	(10 254)	—	—
Rajustements	(4 702)	—	—
Attributions	—	25 210	—
À la fin de la période	10 254	25 210	—
Actions dont les droits sont acquis à la fin de la période			
	10 254	—	—
Nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste d'Adams Harkness :			
Au début de la période	1 046 219	—	—
Émissions	(6 879)	—	—
Attributions	72 733	1 118 952	—
Extinctions	(158 966)	(72 733)	—
À la fin de la période	953 107	1 046 219	—
Actions dont les droits sont acquis à la fin de la période			
	—	—	—
Nombre d'actions ordinaires visées par le régime d'achat d'actions à émettre sur le capital autorisé pour les employés :			
Au début de la période	276 776	—	—
Émissions	(92 259)	276 776	—
Rachats	(184 517)	—	—
À la fin de la période	—	276 776	—

Selon la méthode de la juste valeur, le total des coûts pour les attributions effectuées dans le cadre des programmes de maintien en poste est évalué à 12,0 millions \$ (0,3 million \$ pour Enermarket et 11,7 millions \$ (10,0 millions \$ US) pour Adams Harkness). Les coûts des programmes de maintien en poste ont été comptabilisés dans les états financiers de la Société conformément aux modalités d'acquisition des droits en vertu des plans respectifs.

## 14. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'actionnaires ont lieu selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour le compte de tous les clients. Le revenu de commission sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à l'ensemble des activités de la Société.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer incluent les soldes suivants avec les parties liées :

	2007	2006	2005
Débiteurs	49 694 \$	34 582 \$	31 698 \$
Créditeurs et charges à payer	85 795 \$	88 506 \$	54 691 \$

**15. INFORMATION SECTORIELLE**

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur des Services aux particuliers offre des services de courtage et des conseils en placement à la clientèle au détail et privée au Canada et aux États-Unis.

Le secteur Canaccord Adams inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

La colonne «Non sectoriel et autres» inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts créditeurs et débiteurs ainsi que les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables aux Services aux particuliers et à Canaccord Adams.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte, parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après le bénéfice (la perte) avant impôts sur les bénéfices.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites dans le sommaire des principales conventions comptables. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	Services aux particuliers	Canaccord Adams	Non sectoriel et autres	Total
<b>2007</b>				
Produits	<b>272 619 \$</b>	<b>449 717 \$</b>	<b>34 578 \$</b>	<b>756 914 \$</b>
Charges	<b>194 371</b>	<b>323 803</b>	<b>71 148</b>	<b>589 322</b>
Amortissement	<b>1 648</b>	<b>3 921</b>	<b>2 582</b>	<b>8 151</b>
Frais de développement	<b>6 071</b>	<b>10 723</b>	<b>4 450</b>	<b>21 244</b>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	<b>70 529 \$</b>	<b>111 270 \$</b>	<b>(43 602)\$</b>	<b>138 197 \$</b>
<b>2006</b>				
Produits	225 194 \$	333 666 \$	24 555 \$	583 415 \$
Charges	158 235	228 534	63 002	449 771
Amortissement	1 439	1 910	1 468	4 817
Frais de développement	4 302	1 239	4 256	9 797
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	61 218 \$	101 983 \$	(44 171)\$	119 030 \$
<b>2005</b>				
Produits	178 176 \$	239 654 \$	14 948 \$	432 778 \$
Charges	123 619	171 849	53 445	348 913
Amortissement	1 087	1 204	894	3 185
Frais de développement	2 798	682	4 444	7 924
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	50 672 \$	65 919 \$	(43 835)\$	72 756 \$

Les activités commerciales de la Société sont réparties selon les segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation du siège social sous-jacents) :

	2007	2006	2005
Canada			
Produits	<b>529 906 \$</b>	437 479 \$	316 688 \$
Matériel et améliorations locatives	<b>22 821</b>	21 635	11 888
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	<b>4 334</b>	4 584	—
États-Unis			
Produits	<b>81 259 \$</b>	20 036 \$	— \$
Matériel et améliorations locatives	<b>4 940</b>	2 576	—
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	<b>29 599</b>	23 345	—
Royaume-Uni			
Produits	<b>129 852 \$</b>	125 900 \$	116 090 \$
Matériel et améliorations locatives	<b>9 788</b>	1 539	1 862
Autre établissement étranger			
Produits	<b>15 897 \$</b>	— \$	— \$

## 16. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

### Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimums approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

	\$
2008	21 762
2009	23 271
2010	21 988
2011	21 603
2012	19 193
Par la suite	89 594
	197 411

### Éventualités

Dans le cours normal des affaires à titre de courtier en valeurs mobilières, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2007, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi une charge à payer pour les affaires en litige dont les pertes sont probables et peuvent raisonnablement être estimées. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société. Les poursuites décrites ci-dessous ont été intentées contre la Société et, bien que celle-ci ait nié les allégations et ait l'intention de se défendre avec vigueur dans chaque cas, l'issue de chaque poursuite ne peut être prédite avec certitude. Les sommes réclamées à l'égard des litiges, ou qui pourraient éventuellement être réclamées, sont importantes et, par conséquent, ces poursuites sont décrites dans les présents états financiers consolidés.

- i) En 2002, deux poursuites ont été intentées devant la Cour supérieure du Québec contre la Société et d'autres défendeurs, y compris un autre courtier en valeurs mobilières. Dans les deux cas, il s'agit de recours collectifs qui comportent des allégations de pratiques illicites de négociation et de déclaration par un autre défendeur et des allégations de négligence par la Société dans le cadre d'un placement privé en 2000. Le nombre des demandeurs et le quantum des dommages-intérêts n'ont pas été déterminés.
- ii) En 2002, une poursuite a été intentée devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario contre la Société et d'autres défendeurs, y compris un autre courtier en valeurs mobilières. La réclamation comporte des allégations d'activités illégales exercées par deux anciens conseillers en placement de la Société, précédemment employés par l'autre courtier en valeurs mobilières mentionné dans la poursuite. La poursuite contre la Société et l'autre courtier en valeurs mobilières invoque, entre autres, l'absence de supervision des activités des conseillers en placement. Les dommages-intérêts réclamés sont de 27 millions \$. D'après son analyse, la direction estime que la poursuite est mal fondée.

- iii] Depuis 2002, un certain nombre de poursuites ont été intentées devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique contre la Société par les clients d'un ancien conseiller en placement de la Société. Les réclamations contenaient des allégations d'opérations inappropriées et non autorisées effectuées dans les comptes des demandeurs par l'ancien conseiller en placement et exigeaient des dommages-intérêts quantifiés d'environ 1,6 million \$ et d'autres dommages-intérêts et montants non quantifiés. Toutes les poursuites engagées ont été réglées. Cependant, la Société est au fait de cinq poursuites qui restent en suspens. Aucune procédure n'a encore été entamée relativement à ces poursuites.
- iv] En 2001, une poursuite pour congédiement injustifié a été intentée contre la Société devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario. Le demandeur cherche à obtenir des dommages-intérêts pour congédiement injustifié de 4,5 millions \$, une ordonnance exigeant que la Société rachète les actions qu'il détenait dans la Société pour environ 4,3 millions \$, d'autres dommages-intérêts et montants représentant une somme totale additionnelle de 2,75 millions \$ ainsi qu'une déclaration de la cour selon laquelle il continue à détenir les actions ou, subsidiairement, une ordonnance forçant la Société à racheter les actions à leur juste valeur du marché pour un montant indéterminé en excédent des sommes déjà réclamées. Avant l'institution de la poursuite, les actions visées avaient été rachetées pour environ 2,7 millions \$. La Société a déposé une demande reconventionnelle pour des pertes ayant trait à une débenture dans une société fermée que la Société allègue avoir achetée sur la foi de fausses déclarations de la part du demandeur.
- v] À la fin de l'année 2005 et au début de 2006, des procédures ont été intentées contre la Société et d'autres défendeurs devant un tribunal d'État du Michigan, la Cour supérieure de justice de l'Ontario et la Cour supérieure de justice du Québec. Il s'agissait dans tous les cas de recours collectifs dans lesquels les demandeurs ont logé des réclamations contre un émetteur de titres aux termes d'un prospectus relatif à un PAPE en mars 2005, ainsi que contre ses administrateurs, ses hauts dirigeants, ses vérificateurs, les preneurs fermes et d'autres intervenants. La Société a participé au syndicat financier du PAPE à hauteur de 8 millions \$. Un règlement est intervenu avec l'avocat pour le recours collectif dans les trois juridictions et a été approuvé par les tribunaux en Ontario et au Québec, et la poursuite au Michigan a été rejetée.

## **17. GAIN À LA CESSION D'UN PLACEMENT**

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2006, la Société a constaté un gain de 1,6 million \$ à la vente de son placement dans des actions de la Bourse de Montréal.

## **18. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN**

Le 16 mai 2007, le conseil d'administration a déclaré un dividende sur actions ordinaires de 0,10 \$ l'action payable le 8 juin 2007 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> juin 2007.

Le 16 mai 2007, le conseil d'administration a accordé des options sur actions à cinq administrateurs indépendants, leur donnant la possibilité à chacun d'acheter jusqu'à concurrence de 25 000 actions ordinaires de la Société sous réserve de certaines conditions.



# INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

## POINTS SAILLANTS

Pour les exercices terminés les 31 mars (en milliers \$ CA, sauf les actifs sous gestion, les actifs sous administration, l'information sur les actions ordinaires et les ratios financiers)

	2007	2006	2005	2004	2003	2002
<b>Résultats financiers</b>						
Produits	<b>756 914 \$</b>	583 415 \$	432 778 \$	402 157 \$	199 206 \$	170 433 \$
Charges	<b>618 717</b>	464 385	360 022	339 600	204 744	199 528
Impôts sur les bénéficiaires	<b>44 741</b>	37 880	24 177	22 128	(485)	(11 015)
Bénéfice net (perte nette)	<b>93 456</b>	81 150	48 579	40 429	(5 053)	(18 080)
<b>Secteur d'activité</b>						
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéficiaires						
Services aux particuliers	<b>70 529</b>	61 218	50 672	57 345	14 634	8 982
Canaccord Adams <sup>1</sup>	<b>111 270</b>	101 983	65 919	57 268	7 008	(3 940)
Non sectoriel et autres	<b>(43 602)</b>	(44 171)	(43 835)	(52 056)	(27 180)	(34 137)
<b>Région géographique</b>						
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéficiaires						
Canada <sup>2</sup>	<b>98 632</b>	73 937	42 330	46 643	(3 262)	(26 415)
R.-U. et autre établissement étranger <sup>3</sup>	<b>42 609</b>	41 937	30 426	15 914	(2 276)	(2 680)
É.-U. <sup>4</sup>	<b>(3 044)</b>	3 156	—	—	—	—
<b>Information sur les actifs des clients</b> (en millions \$)						
Actifs sous gestion	<b>652</b>	613	380	237	104	51
Actifs sous administration	<b>15 014</b>	14 310	9 967	8 292	5 037	4 978
<b>Information sur les actions ordinaires</b>						
Par action (en \$)						
Résultat de base	<b>2,03</b>	1,82	1,17	1,43	(0,18)	(0,71)
Résultat dilué	<b>1,94</b>	1,74	1,11	1,12	(0,18)	(0,71)
Valeur comptable par action diluée <sup>5</sup>	<b>7,74</b>	5,99	4,82	2,59	1,84	n.
Cours de l'action (en \$)						
Élevé	<b>27,50</b>	21,25	11,10	—	—	—
Bas	<b>15,80</b>	9,00	7,96	—	—	—
Clôture	<b>22,12</b>	20,80	10,48	—	—	—
Nombre d'actions en circulation (en milliers)						
De base	<b>45 973</b>	45 746	45 413	29 983	27 956	n.
De base et non acquis	<b>47 832</b>	47 827	46 129	38 089	28 589	n.
Dilué	<b>48 084</b>	47 827	46 129	38 089	28 589	n.
Nombre moyen de base	<b>45 969</b>	44 606	41 635	28 298	27 805	25 389
Nombre moyen dilué	<b>48 081</b>	46 699	44 188	37 096	27 805	25 389
Capitalisation boursière (en milliers)	<b>1 063 625</b>	998 762	483 435	n.	n.	n.
<b>Mesures financières</b>						
Dividendes par action	<b>0,36 \$</b>	0,28 \$	0,26 \$	— \$	— \$	— \$
Distributions spéciales par action <sup>6</sup>	—	—	0,15	—	—	—
Rendement de l'action (cours de clôture) <sup>6</sup>	<b>1,6 %</b>	1,3 %	2,5 %	—	—	—
Ratio dividendes/bénéfice <sup>6</sup>	<b>18,5 %</b>	16,2 %	24,7 %	—	—	—
Rendement total des capitaux propres <sup>7</sup>	<b>8,3 %</b>	103,4 %	5,5 %	—	—	—
Rendement annualisé des capitaux propres / rendement du capital investi moyen <sup>10</sup>	<b>28,4 %</b>	33,6 %	23,9 %	43,5 %	(7,5)%	(28,3)%
Multiple cours-bénéfice <sup>8</sup>	<b>11,4</b>	12,0	9,5	—	—	—
Ratio cours / valeur comptable <sup>9</sup>	<b>2,9</b>	3,5	2,2	—	—	—

- Inclut la division internationale des marchés des capitaux de La Corporation Canaccord Capital au Canada, Canaccord Adams Limited au Royaume-Uni, de même que Canaccord Adams Inc. et Canaccord Capital Corporation (USA), Inc. aux États-Unis.
- La région géographique du Canada inclut les activités des Services aux particuliers, de Canaccord Adams (division de La Corporation Canaccord Capital) et du secteur Non sectoriel et autres.
- Les activités d'exploitation de Canaccord au Royaume-Uni comprennent les activités liées à Canaccord Adams Limited, qui œuvre sur les marchés des capitaux du Royaume-Uni. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni sont présentés comme Autre établissement étranger, ce qui inclut les activités de Canaccord International Ltd.
- Les activités d'exploitation de Canaccord aux États-Unis comprennent les activités liées aux Services aux particuliers aux États-Unis, qui sont fournis par Canaccord Capital Corporation (USA), Inc., et les activités des marchés des capitaux aux États-Unis, qui sont menées par Canaccord Adams Inc. Les activités du secteur Divers aux États-Unis, également exercées par Canaccord Capital Corporation (USA), Inc., comprennent les produits et les charges qui ne sont pas précisément attribuables aux divisions Services aux particuliers et Canaccord Adams des États-Unis.
- La valeur comptable par action diluée correspond au total des capitaux propres, moins les actions privilégiées rachetables au gré de la Société, divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de la période.
- Les distributions spéciales par action ne sont pas comprises dans les calculs du rendement de l'action et du ratio dividendes/bénéfice.
- Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action, y compris l'incidence du réinvestissement des dividendes et les distributions spéciales à leur date de versement.
- Le multiple cours-bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat par action diluée des 12 derniers mois.
- Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et de la valeur comptable par action diluée.
- Le capital investi est une mesure du capital non-conforme aux PCGR utilisée avant le 30 juin 2004. Pour comparer le rendement des capitaux propres aux résultats jusqu'au 30 juin 2004, la direction se sert du rendement du capital investi moyen. Le capital investi représente les capitaux de l'entreprise, soit les capitaux propres et les débetures convertibles. Le 30 juin 2006, les débetures ont été converties en capital social. Le rendement du capital investi moyen représente le bénéfice net divisé par le capital investi moyen utilisé au cours de la période, exprimé en pourcentage.

n. : négligeable

Nota : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas vérifiées et doivent être lues avec les états financiers contenus dans le présent document.

**ÉTATS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS CONDENSÉS**

Pour les exercices terminés les 31 mars (en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les mesures financières)

	2007	2006	2005	2004	2003	2002
<b>Produits</b>						
Commissions	303 672 \$	239 461 \$	168 978 \$	162 242 \$	95 287 \$	91 505 \$
Financement de sociétés	350 273	266 206	214 450	188 001	65 774	47 510
Négociation à titre de contrepartiste	31 638	27 388	13 584	27 513	15 030	13 369
Intérêts	57 908	36 914	26 488	15 853	16 408	13 012
Divers	13 423	13 446	9 278	8 548	6 707	5 037
	<b>756 914 \$</b>	<b>583 415 \$</b>	<b>432 778 \$</b>	<b>402 157 \$</b>	<b>199 206 \$</b>	<b>170 433 \$</b>
<b>Charges</b>						
Rémunération au rendement <sup>1</sup>	382 897 \$	299 188 \$	220 454 \$	218 802 \$	92 594 \$	78 428 \$
Charges de personnel	47 608	42 019	45 715	37 193	35 661	32 147
Frais de négociation	27 452	20 615	16 863	17 310	15 343	9 621
Locaux et matériel	25 173	15 843	11 849	13 017	12 089	12 616
Communications et technologie	21 472	16 598	14 037	12 290	12 984	11 650
Intérêts	20 538	10 914	7 824	3 994	3 239	4 116
Frais d'administration	64 182	46 227	32 171	24 874	20 555	18 175
Amortissement	8 151	4 817	3 185	3 565	3 898	3 982
Frais de développement	21 244	9 797	7 924	8 240	4 137	4 443
Frais de restructuration et autres frais	-	-	-	315	8 505	22 753
Versements discrétionnaires de dividendes	-	-	-	-	-	1 597
Gain à la cession de placements et réclamations	-	(1 633)	-	-	(4 261)	-
	<b>618 717</b>	<b>464 385</b>	<b>360 022</b>	<b>339 600</b>	<b>204 744</b>	<b>199 528</b>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	138 197	119 030	72 756	62 557	(5 538)	(29 095)
Impôts sur les bénéfices	44 741	37 880	24 177	22 128	(485)	(11 015)
<b>Bénéfice net (perte nette) de l'exercice</b>	<b>93 456 \$</b>	<b>81 150 \$</b>	<b>48 579 \$</b>	<b>40 429 \$</b>	<b>(5 053) \$</b>	<b>(18 080) \$</b>
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	136 463	72 564	38 013	2 352	9 066	28 240
Dividendes						
Dividende en actions	-	-	-	(1 357)	-	-
Dividende en espèces	(16 260)	(14 455)	(13 835)	-	-	-
Prime au rachat d'actions ordinaires	-	(2 796)	(193)	(3 411)	(1 661)	(1 094)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice</b>	<b>213 659 \$</b>	<b>136 463 \$</b>	<b>72 564 \$</b>	<b>38 013 \$</b>	<b>2 352 \$</b>	<b>9 066 \$</b>
Charges de la rémunération au rendement en % des produits	50,6 %	51,3 %	50,9 %	54,4 %	46,5 %	46,0 %
Total des charges de rémunération en % des produits <sup>2</sup>	56,9 %	58,5 %	61,5 %	63,6 %	64,4 %	64,9 %
Charges autres que de rémunération en % des produits	24,8 %	21,1 %	21,7 %	20,8 %	38,4 %	52,2 %
Charges totales en % des produits	81,7 %	79,6 %	83,2 %	84,4 %	102,8 %	117,1 %
Marge bénéficiaire avant impôts	18,3 %	20,4 %	16,8 %	15,6 %	(2,8) %	(17,1) %
Taux d'imposition réel	32,4 %	31,8 %	33,2 %	35,4 %	8,8 %	37,9 %
Marge bénéficiaire nette	12,3 %	13,9 %	11,2 %	10,1 %	(2,5) %	(10,6) %
Résultat de base par action	2,03 \$	1,82 \$	1,17 \$	1,43 \$	(0,18) \$	(0,71) \$
Résultat dilué par action	1,94	1,74	1,11	1,12	(0,18)	(0,71)
Valeur comptable par action diluée <sup>3</sup>	7,74	5,99	4,82	2,59	1,84	n.
<b>Informations sectorielles supplémentaires</b>						
Services aux particuliers	272 619 \$	225 194 \$	178 176 \$	175 983 \$	97 784 \$	90 534 \$
Canaccord Adams	449 717	333 666	239 654	211 758	91 629	72 264
Non sectoriel et autres	34 578	24 555	14 948	14 416	9 793	7 635
	<b>756 914 \$</b>	<b>583 415 \$</b>	<b>432 778 \$</b>	<b>402 157 \$</b>	<b>199 206 \$</b>	<b>170 433 \$</b>

1) La rémunération au rendement comprend la taxe pour le régime national d'assurance-maladie applicable au R.-U. et est basée sur un pourcentage de la rémunération au rendement.

2) Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges de personnel, à l'exception des primes à l'embauche et des charges de personnel liées au développement, qui sont incluses dans les frais de développement.

3) La valeur comptable par action diluée correspond au total des capitaux propres plus les prêts pour achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis, moins le surplus d'apport lié aux prêts pour achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis, divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de la période.

n. : négligeable

**BILANS CONSOLIDÉS CONDENSÉS**

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2007	2006	2005	2004	2003	2002
<b>Actif</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>506 640 \$</b>	370 507 \$	349 700 \$	91 966 \$	100 024 \$	23 697 \$
Titres détenus, à la valeur du marché	<b>348 764</b>	203 020	160 348	376 447	136 073	89 608
Débiteurs <sup>1</sup>	<b>1 672 035</b>	1 539 998	1 068 757	998 815	560 927	639 243
Impôts sur les bénéficiaires à recouvrer	-	-	-	-	558	8 581
Matériel et améliorations locatives	<b>37 549</b>	25 750	13 750	12 373	12 027	14 151
Effets à recevoir	-	-	41 618	28 765	17 393	5 614
Impôts futurs	<b>11 021</b>	10 769	3 992	-	3 735	2 327
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	<b>33 933</b>	27 929	-	-	-	-
	<b>2 609 942 \$</b>	2 177 973 \$	1 638 165 \$	1 508 366 \$	830 737 \$	783 221 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>						
Emprunts remboursables à vue	<b>- \$</b>	4 684 \$	- \$	2 541 \$	- \$	1 924 \$
Titres vendus à découvert, à la valeur du marché	<b>41 176</b>	37 169	105 527	281 723	85 373	31 645
Créditeurs et charges à payer	<b>2 156 540</b>	1 832 956	1 262 072	1 048 395	644 043	662 724
Impôts sur les bénéficiaires à payer	<b>15 035</b>	15 334	6 737	16 905	-	-
Impôts futurs	-	-	-	973	-	-
Effets à payer	-	-	41 618	28 765	17 393	8 446
Débiteures convertibles <sup>2</sup>	-	-	-	20 377	21 225	11 225
Dettes subordonnées <sup>2</sup>	<b>25 000</b>	-	-	10 000	10 000	17 000
Capitaux propres <sup>2</sup>	<b>372 191</b>	287 830	222 211	98 687	52 703	50 257
	<b>2 609 942 \$</b>	2 177 973 \$	1 638 165 \$	1 508 366 \$	830 737 \$	783 221 \$

1) Au cours de l'exercice 2006, les charges reportées ont été combinées aux débiteurs. Les chiffres des périodes précédentes ont été reclassés.

2) Comme il en est question à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés, la Société a adopté les exigences du chapitre 1100 du *Manuel de l'ICCA* dans lequel les débiteures convertibles et la dette subordonnée sont classées comme passif. Les présents états financiers consolidés ont été ajustés pour refléter le fait que ces éléments ont été défalqués des capitaux propres du bilan pour être reclassés au passif.

**STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES DIVERSES**

Aux 31 mars	2007	2006	2005	2004	2003	2002
<b>Nombre d'employés au Canada</b>						
Nombre d'employés dans le secteur Services aux particuliers	<b>728</b>	689	657	623	628	623
Nombre d'employés chez Canaccord Adams	<b>246</b>	233	209	185	197	187
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	<b>360</b>	335	324	296	277	259
Total au Canada	<b>1 334</b>	1 257	1 190	1 104	1 102	1 069
<b>Nombre d'employés au R.-U.</b>						
Nombre d'employés chez Canaccord Adams	<b>93</b>	81	70	52	50	48
<b>Nombre d'employés aux É.-U.</b>						
Nombre d'employés chez Canaccord Adams	<b>163</b>	150	-	-	-	-
<b>Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société</b>	<b>1 590</b>	1 488	1 260	1 156	1 152	1 117
Nombre de conseillers en placement <sup>1</sup>	<b>439</b>	430	412	391	399	398
Nombre de spécialistes autorisés	<b>817</b>	763	710	675	668	n.
Nombre de clients des Services aux particuliers	<b>156 003</b>	155 404	144 451	138 142	131 584	149 360
Actif sous gestion (en millions \$)	<b>652 \$</b>	613 \$	380 \$	237 \$	104 \$	51 \$
Actif sous administration (en millions \$)	<b>15 014</b>	14 310	9 967	8 292	5 037	4 978
Actifs sous administration par conseiller en placement (en millions \$) <sup>1</sup>	<b>34</b>	33	24	21	13	13
<b>Nombre de sociétés ayant Canaccord Adams Limited comme courtier</b>						
Bourse de Londres (LSE)	<b>1</b>	1	6	5	5	3
Alternative Investment Market (AIM)	<b>58</b>	53	51	31	16	6
Total comme courtier	<b>59</b>	54	57	36	21	9
<b>Nombre de sociétés ayant Canaccord Adams Limited comme conseiller financier / Nomad <sup>2</sup></b>						
LSE	<b>-</b>	1	4	3	3	1
AIM	<b>50</b>	49	47	24	10	3
Total comme conseiller financier / Nomad	<b>50</b>	50	51	27	13	4

1) Les conseillers en placement touchés par une invalidité de longue durée et ceux non inscrits sont exclus du nombre total et les statistiques historiques ont donc été reclassées.

2) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément «Nomad») durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Le Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

n. : négligeable

**POINTS SAILLANTS TRIMESTRIELS**(en milliers \$ CA, sauf pour les actifs sous gestion,  
les actifs sous administration, l'information  
sur les actions ordinaires et les ratios financiers)

	Exercice 2007				Exercice 2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Résultats financiers</b>								
Produits	<b>216 443 \$</b>	<b>178 313 \$</b>	<b>156 031 \$</b>	<b>206 127 \$</b>	207 074 \$	158 670 \$	118 654 \$	99 017 \$
Charges	<b>176 307</b>	<b>144 677</b>	<b>130 781</b>	<b>166 952</b>	163 619	122 772	94 407	83 587
Impôts sur les bénéfices	<b>14 120</b>	<b>9 944</b>	<b>7 444</b>	<b>13 233</b>	13 385	11 650	8 493	4 352
Bénéfice net	<b>26 016</b>	<b>23 692</b>	<b>17 806</b>	<b>25 942</b>	30 070	24 248	15 754	11 078
<b>Secteur d'activité</b>								
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices								
Services aux particuliers	<b>20 527</b>	<b>18 653</b>	<b>14 280</b>	<b>17 069</b>	22 437	14 842	15 329	8 610
Canaccord Adams <sup>1</sup>	<b>29 246</b>	<b>26 110</b>	<b>22 330</b>	<b>33 584</b>	34 801	33 533	18 656	14 993
Non sectoriel et autres	<b>(9 637)</b>	<b>(11 127)</b>	<b>(11 360)</b>	<b>(11 478)</b>	(13 783)	(12 477)	(9 738)	(8 173)
<b>Région géographique</b>								
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices								
Canada <sup>2</sup>	<b>34 804</b>	<b>27 748</b>	<b>15 706</b>	<b>20 374</b>	25 956	20 004	19 474	8 503
R.-U. et autre établissement étranger <sup>3</sup>	<b>8 455</b>	<b>7 520</b>	<b>10 021</b>	<b>16 613</b>	14 343	15 894	4 773	6 927
É.-U. <sup>4</sup>	<b>(3 123)</b>	<b>(1 632)</b>	<b>(477)</b>	<b>2 188</b>	3 156	—	—	—
<b>Actifs des clients</b> (en millions \$)								
Actifs sous gestion	<b>652</b>	<b>696</b>	<b>670</b>	<b>649</b>	613	528	475	410
Actifs sous administration	<b>15 014</b>	<b>14 121</b>	<b>13 826</b>	<b>13 942</b>	14 310	12 183	11 495	9 954
<b>Information sur les actions ordinaires</b>								
Par action (en \$)								
Résultat de base	<b>0,57</b>	<b>0,51</b>	<b>0,39</b>	<b>0,57</b>	0,66	0,55	0,35	0,24
Résultat dilué	<b>0,54</b>	<b>0,49</b>	<b>0,37</b>	<b>0,54</b>	0,63	0,52	0,34	0,24
Valeur comptable par action diluée <sup>5</sup>	<b>7,74</b>	<b>7,39</b>	<b>6,82</b>	<b>6,49</b>	5,99	5,29	4,82	4,91
Cours de l'action (en \$)								
Élevé	<b>22,64</b>	<b>19,78</b>	<b>20,60</b>	<b>27,50</b>	21,25	15,80	12,90	10,65
Bas	<b>16,70</b>	<b>15,80</b>	<b>16,74</b>	<b>16,25</b>	14,35	10,96	9,10	9,00
Clôture	<b>22,12</b>	<b>18,60</b>	<b>17,10</b>	<b>17,72</b>	20,80	14,89	11,68	9,15
Nombre d'actions en circulation (en milliers)								
De base	<b>45 973</b>	<b>46 321</b>	<b>46 200</b>	<b>45 906</b>	45 746	44 432	44 190	45 413
De base et non acquis	<b>47 832</b>	<b>47 831</b>	<b>47 827</b>	<b>47 827</b>	47 827	46 485	46 407	46 116
Dilué	<b>48 084</b>	<b>48 046</b>	<b>47 992</b>	<b>47 951</b>	48 017	46 485	46 407	46 116
Nombre moyen de base	<b>45 971</b>	<b>46 274</b>	<b>46 153</b>	<b>45 906</b>	45 716	44 385	44 479	45 426
Nombre moyen dilué	<b>48 082</b>	<b>48 046</b>	<b>47 962</b>	<b>47 998</b>	47 846	46 438	46 403	46 129
Capitalisation boursière (en milliers)	<b>1 063 625</b>	<b>893 651</b>	<b>820 665</b>	<b>849 684</b>	994 809	692 156	542 034	421 964
<b>Mesures financières</b>								
Dividendes par action	<b>0,10 \$</b>	<b>0,10 \$</b>	<b>0,08 \$</b>	<b>0,08 \$</b>	0,08 \$	0,08 \$	0,06 \$	0,06 \$
Rendement de l'action (cours de clôture) <sup>6</sup>	<b>1,8 %</b>	<b>2,2 %</b>	<b>1,9 %</b>	<b>1,8 %</b>	1,5 %	2,1 %	2,1 %	2,6 %
Ratio dividendes/bénéfice <sup>6</sup>	<b>18,5 %</b>	<b>20,3 %</b>	<b>21,6 %</b>	<b>14,8 %</b>	12,8 %	15,3 %	17,7 %	25,0 %
Rendement total des capitaux propres <sup>7</sup>	<b>19,5 %</b>	<b>9,2 %</b>	<b>(3,1)%</b>	<b>(14,4)%</b>	40,3 %	28,0 %	28,3 %	(11,7)%
Rendement annualisé des capitaux propres / rendement du capital investi moyen	<b>29,0 %</b>	<b>27,6 %</b>	<b>22,1 %</b>	<b>34,7 %</b>	45,7 %	41,0 %	27,8 %	19,8 %
Multiple cours-bénéfice <sup>8</sup>	<b>11,4</b>	<b>9,2</b>	<b>8,3</b>	<b>8,7</b>	12,0	10,1	8,8	8,2
Ratio cours / valeur comptable <sup>9</sup>	<b>2,9</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>	3,5	2,8	2,4	1,9

1) Inclut la division des marchés des capitaux mondiaux de La Corporation Canaccord Capital au Canada, Canaccord Adams Limited au Royaume-Uni, de même que Canaccord Adams Inc. et Canaccord Capital Corporation (USA), Inc. aux États-Unis.

2) La région géographique du Canada inclut les activités des Services aux particuliers, de Canaccord Adams (division de La Corporation Canaccord Capital) et du secteur Non sectoriel et autres.

3) Les activités d'exploitation de Canaccord au Royaume-Uni comprennent les activités liées à Canaccord Adams Limited, qui œuvre sur les marchés des capitaux du Royaume-Uni. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni sont présentés dans l'autre établissement étranger, ce qui inclut les activités de Canaccord International Ltd.

4) Les activités d'exploitation de Canaccord aux États-Unis comprennent les activités liées aux Services aux particuliers aux États-Unis, qui sont fournis par Canaccord Capital Corporation (USA), Inc., et les activités des marchés des capitaux aux États-Unis, qui sont menées par Canaccord Adams Inc. Les activités du secteur Divers aux États-Unis, également exercées par Canaccord Capital Corporation (USA), Inc., comprennent les produits et les charges qui ne sont pas précisément attribuables aux divisions Services aux particuliers et Canaccord Adams des États-Unis.

5) La valeur comptable par action diluée correspond au total des capitaux propres, moins les actions privilégiées rachetables au gré de la Société, divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de la période.

6) Les distributions spéciales par action ne sont pas comprises dans les calculs du rendement de l'action et du ratio dividendes/bénéfice.

7) Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action, y compris l'incidence du réinvestissement des dividendes et les distributions spéciales à leur date de versement.

8) Le multiple cours-bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat par action diluée des 12 derniers mois.

9) Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et de la valeur comptable par action diluée.

## ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les mesures financières)	Exercice 2007				Exercice 2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Produits</b>								
Commissions	87 682 \$	74 380 \$	63 556 \$	78 054 \$	88 846 \$	56 701 \$	53 103 \$	40 811 \$
Financement de sociétés	99 138	78 177	70 118	102 840	87 977	84 425	44 299	49 505
Négociation à titre de contrepartiste	9 429	9 035	5 390	7 784	13 677	6 176	9 276	(1 741)
Intérêts	15 656	14 355	14 259	13 638	11 424	8 886	8 361	8 243
Divers	4 538	2 366	2 708	3 811	5 150	2 482	3 615	2 199
	<b>216 443 \$</b>	<b>178 313 \$</b>	<b>156 031 \$</b>	<b>206 127 \$</b>	207 074 \$	158 670 \$	118 654 \$	99 017 \$
<b>Charges</b>								
Rémunération au rendement <sup>1</sup>	113 502 \$	89 466 \$	74 974 \$	104 955 \$	108 296 \$	82 662 \$	59 580 \$	48 650 \$
Charges de personnel	12 862	11 610	10 643	12 493	13 716	9 668	9 409	9 226
Frais de négociation	6 718	6 056	6 119	8 559	7 615	4 441	4 247	4 312
Locaux et matériel	7 612	5 810	5 814	5 937	5 068	4 082	3 067	3 626
Communications et technologie	5 670	5 352	5 387	5 063	5 087	4 023	3 798	3 690
Intérêts	5 228	4 926	5 402	4 982	3 577	2 441	2 405	2 491
Frais d'administration	16 375	14 413	14 287	19 107	14 726	12 422	9 063	10 016
Amortissement	1 999	1 797	2 366	1 989	1 969	930	800	1 118
Frais de développement	6 341	5 247	5 789	3 867	3 565	2 103	2 038	2 091
Gain à la cession de placements et réclamations	-	-	-	-	-	-	-	(1 633)
	<b>176 307</b>	<b>144 677</b>	<b>130 781</b>	<b>166 952</b>	163 619	122 772	94 407	83 587
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	40 136	33 636	25 250	39 175	43 455	35 898	24 247	15 430
Impôts sur les bénéfices	14 120	9 944	7 444	13 233	13 385	11 650	8 493	4 352
<b>Bénéfice net de la période</b>	<b>26 016 \$</b>	<b>23 692 \$</b>	<b>17 806 \$</b>	<b>25 942 \$</b>	30 070 \$	24 248 \$	15 754 \$	11 078 \$
Charges de la rémunération au rendement en % des produits	52,4 %	50,2 %	48,1 %	50,9 %	52,3 %	52,1 %	50,2 %	49,1 %
Total des charges de rémunération en % des produits <sup>2</sup>	58,4 %	56,7 %	54,9 %	57,0 %	58,9 %	58,2 %	58,1 %	58,5 %
Charges autres que de rémunération en % des produits	23,1 %	24,4 %	28,9 %	24,0 %	20,1 %	19,2 %	21,5 %	25,9 %
Charges totales en % des produits	81,5 %	81,1 %	83,8 %	81,0 %	79,0 %	77,4 %	79,6 %	84,4 %
Marge bénéficiaire avant impôts	18,5 %	18,9 %	16,2 %	19,0 %	21,0 %	22,6 %	20,4 %	15,6 %
Taux d'imposition réel	35,2 %	29,6 %	29,5 %	33,8 %	30,8 %	32,5 %	35,0 %	28,2 %
Marge bénéficiaire nette	12,0 %	13,3 %	11,4 %	12,6 %	14,5 %	15,3 %	13,3 %	11,2 %
Résultat de base par action	0,57 \$	0,51 \$	0,39 \$	0,57 \$	0,66 \$	0,55 \$	0,35 \$	0,24 \$
Résultat dilué par action	0,54	0,49	0,37	0,54	0,63	0,52	0,34	0,24
Valeur comptable par action diluée <sup>3</sup>	7,74	7,39	6,82	6,49	5,99	5,29	4,82	4,91
<b>Informations sectorielles supplémentaires</b>								
Services aux particuliers	75 876 \$	68 831 \$	55 626 \$	72 286 \$	78 422 \$	54 731 \$	52 411 \$	39 630 \$
Canaccord Adams	130 151	101 427	93 033	125 106	120 243	98 918	60 048	54 457
Non sectoriel et autres	10 416	8 055	7 372	8 735	8 409	5 021	6 195	4 930
	<b>216 443 \$</b>	<b>178 313 \$</b>	<b>156 031 \$</b>	<b>206 127 \$</b>	207 074 \$	158 670 \$	118 654 \$	99 017 \$

1) La rémunération au rendement comprend la taxe pour le régime national d'assurance-maladie applicable au R.-U. et est basée sur un pourcentage de la rémunération au rendement.

2) Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges de personnel, à l'exception des primes à l'embauche et des charges de personnel liées au développement, qui sont incluses dans les frais de développement.

3) La valeur comptable par action diluée correspond au total des capitaux propres, moins les actions privilégiées rachetables au gré de la Société, divisé par le nombre d'actions diluées en circulation à la fin de la période.

**BILANS CONSOLIDÉS CONDENSÉS**

(en milliers \$ CA)	Exercice 2007				Exercice 2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Actif</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	506 640 \$	371 525 \$	315 883 \$	376 986 \$	370 507 \$	241 380 \$	223 914 \$	282 485 \$
Titres détenus, à la valeur du marché	348 764	146 030	119 809	194 061	203 020	218 459	157 334	122 745
Débiteurs <sup>1</sup>	1 672 035	1 204 371	1 163 218	1 154 454	1 539 998	1 091 147	1 139 248	855 730
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	-	-	-	-	-	-	-	1 222
Matériel et améliorations locatives	37 549	33 566	26 527	24 449	25 750	22 483	15 937	14 131
Effets à recevoir	-	-	-	-	-	-	10 023	42 731
Impôts futurs	11 021	11 782	12 754	11 872	10 769	2 750	3 557	4 109
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	33 933	26 869	27 222	27 575	27 929	4 203	-	-
	<b>2 609 942 \$</b>	<b>1 794 143 \$</b>	<b>1 665 413 \$</b>	<b>1 789 397 \$</b>	<b>2 177 973 \$</b>	<b>1 580 422 \$</b>	<b>1 550 013 \$</b>	<b>1 323 153 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>								
Emprunts remboursables à vue	- \$	- \$	- \$	556 \$	4 684 \$	345 \$	- \$	819 \$
Titres vendus à découvert, à la valeur du marché	41 176	54 467	25 926	109 923	37 169	132 481	59 602	49 180
Créditeurs et charges à payer	2 156 540	1 380 767	1 311 248	1 359 198	1 832 956	1 193 863	1 254 396	1 003 765
Impôts sur les bénéfices à payer	15 035	3 681	1 150	8 522	15 334	7 638	2 374	-
Effets à payer	-	-	-	-	-	-	10 023	42 731
Dettes subordonnées <sup>2</sup>	25 000	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres <sup>2</sup>	372 191	355 228	327 089	311 198	287 830	246 095	223 618	226 658
	<b>2 609 942 \$</b>	<b>1 794 143 \$</b>	<b>1 665 413 \$</b>	<b>1 789 397 \$</b>	<b>2 177 973 \$</b>	<b>1 580 422 \$</b>	<b>1 550 013 \$</b>	<b>1 323 153 \$</b>

1) Au cours de l'exercice 2006, les charges reportées ont été combinées aux débiteurs. Les chiffres des périodes précédentes ont été reclassés.

2) Comme il en est question à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés, la Société a adopté les exigences du chapitre 1100 du *Manuel de l'ICCA* dans lequel les débiteurs convertibles et la dette subordonnée sont classées comme passif. Les présents états financiers consolidés ont été ajustés pour refléter le fait que ces éléments ont été défalqués des capitaux propres du bilan pour être reclassés au passif.

**STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES DIVERSES**

	Exercice 2007				Exercice 2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Nombre d'employés au Canada</b>								
Nombre d'employés dans le secteur Services aux particuliers	728	725	719	710	689	687	663	667
Nombre d'employés chez Canaccord Adams	246	237	241	239	233	220	213	220
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	360	348	349	343	335	337	336	328
Total au Canada	1 334	1 310	1 309	1 292	1 257	1 244	1 212	1 215
<b>Nombre d'employés au R.-U.</b>								
Nombre d'employés chez Canaccord Adams	93	95	89	88	81	76	70	73
<b>Nombre d'employés aux É.-U.</b>								
Nombre d'employés chez Canaccord Adams	163	170	164	154	150	-	-	-
<b>Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société</b>	<b>1 590</b>	<b>1 575</b>	<b>1 562</b>	<b>1 534</b>	<b>1 488</b>	<b>1 320</b>	<b>1 282</b>	<b>1 288</b>
Nombre de conseillers en placement <sup>1</sup>	439	432	434	430	430	433	425	418
Nombre de spécialistes autorisés	817	797	790	775	763	759	727	720
Nombre de clients des Services aux particuliers	156 003	160 793	158 866	156 828	155 404	152 105	147 930	145 336
Actif sous gestion (en millions \$)	652 \$	696 \$	670 \$	649 \$	613 \$	528 \$	475 \$	410 \$
Actif sous administration (en millions \$)	15 014	14 121	13 826	13 942	14 310	12 183	11 495	9 954
Actifs sous administration par conseiller en placement (en millions \$) <sup>1</sup>	34	33	32	32	33	28	27	24
<b>Nombre de sociétés ayant Canaccord Adams Limited comme courtier</b>								
Bourse de Londres (LSE)	1	2	2	1	1	2	2	5
Alternative Investment Market (AIM)	58	60	60	61	53	49	51	50
Total comme courtier	59	62	62	62	54	51	53	55
<b>Nombre de sociétés ayant Canaccord Adams Limited comme conseiller financier / Nomad <sup>2</sup></b>								
LSE	-	1	1	1	1	2	2	4
AIM	50	51	52	55	49	46	46	45
Total comme conseiller financier / Nomad	50	52	53	56	50	47	48	50

1) Les conseillers en placement touchés par une invalidité de longue durée et ceux non inscrits sont exclus du nombre total et les statistiques historiques ont donc été reclassées.

2) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément «Nomad») durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Le Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

# GLOSSAIRE

## **Actif sous administration (ASA)**

La valeur des actifs sous administration est la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes sous gestion de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement de l'exploitation du secteur Services aux particuliers.

## **Actif sous gestion (ASG)**

Les actifs sous gestion correspondent aux actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par Canaccord, dans le cadre de notre programme *Independence Accounts*. Les services fournis comprennent la sélection de placements et la prestation de conseils en placement. Les actifs sous gestion sont également administrés par Canaccord et sont donc inclus dans les actifs sous administration.

## **Action ordinaire**

Type d'action le plus couramment et généralement détenu dans une société. Les dividendes doivent d'abord être versés aux porteurs d'actions privilégiées avant de pouvoir être versées aux porteurs d'actions ordinaires.

## **Alternative Investment Market (AIM)**

Branche de la Bourse de Londres (LSE) assurant un marché mondial pour les petites sociétés émergentes.

## **Capital investi**

Mesure du capital non conforme aux PCGR : somme du capital social, des débiteures convertibles, des écarts de conversion et des bénéfices non répartis.

## **Comptes en gestion distincte (CGD)**

Comptes clients en vertu desquels les titres sont détenus à titre individuel plutôt que dans un fonds commun. Gérés par des gestionnaires de portefeuilles principaux tant internes qu'indépendants.

## **Comptes intégrés**

Type de compte de courtage dont les charges administratives, de recherche, de conseil et de gestion sont réglées par un montant forfaitaire.

## **Conseiller désigné (Nomad)**

Société ayant obtenu l'autorisation de la LSE d'agir comme conseiller auprès d'entreprises qui désirent être admises à l'AIM. Un Nomad garantit à la LSE que l'entreprise répond aux critères d'admissibilité et une fois qu'elle est admise, l'aide, de façon permanente, en ce qui a trait à la présentation de l'information et à d'autres questions touchant les marchés.

## **Dilution**

Variation dans les résultats et la valeur comptable par action résultant de l'exercice de tous les bons de souscription et de toutes les options et de la conversion des titres convertibles.

## **Financement de sociétés**

Aide fournie aux sociétés, fermées et ouvertes, et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

## **International Financial Centre Vancouver**

Centre dont les membres bénéficient de certains avantages fiscaux et financiers, comme une réduction du taux d'imposition global des sociétés, en vertu des lois de la Colombie-Britannique.

## **Liquidité**

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

## **Négociation à titre de contrepartiste**

Opérations exécutées par des négociateurs inscrits, pour le compte de la Société, visant des titres de ses principaux comptes et de ses comptes de stock.

## **Négociation de titres à revenu fixe**

Opérations visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débiteures convertibles.

## **Offre publique de rachat dans le cours normal des affaires**

Rachat par une société cotée de ses propres actions, par l'entremise d'une Bourse, sous réserve des diverses règles des commissions des valeurs mobilières et des Bourses.

## **Opérations internationales**

Exécution d'ordres sur des titres canadiens pour le compte de maisons de courtage américaines et négociation de titres américains pour le compte de clients canadiens.

## **Participation syndicaire**

Groupe de maisons de financement de sociétés coordonnant la commercialisation, la distribution, l'établissement des prix et la stabilisation des opérations de financement par actions.

## **Preneur ferme – financement de sociétés**

Achète des titres ou d'autres instruments auprès d'une société émettrice à des fins de revente aux investisseurs.

## **Programme de prêts-subventions pour l'achat d'actions**

Prêts-subventions, généralement amortis sur trois ans, accordés par la Société aux nouveaux employés pour l'achat d'actions de CCI.

## **Régime d'achat d'actions à émettre sur le capital autorisé pour les employés**

Régime de recrutement selon lequel la Société a accordé un prêt-subvention à un employé afin qu'il puisse payer 40 % du prix d'achat total des actions ordinaires de la Société émises sur le capital autorisé. Un prêt remboursable correspondant à 35 % du prix d'achat total des actions ordinaires a également été accordé à l'employé.

## **Régime d'actionnariat des employés (RAE)**

Régime facultatif qui offre aux employés admissibles la possibilité d'acheter des actions de la Société au moyen de déductions à la source, avec contribution additionnelle de la Société.

## **Régime d'intéressement des employés (RIE)**

Régime d'achat d'actions qui s'adresse principalement aux employés clés du groupe Marchés des capitaux qui n'avaient pas une participation importante dans la Société avant sa mise en œuvre.

## **Régime de rémunération à base d'actions**

Régime dont le but est de récompenser et de maintenir en poste les conseillers en placement du secteur des Services aux particuliers, qui a été mis en place lors du remaniement de la structure de rémunération des conseillers en placement. Par le biais de ce programme, Canaccord récompense les conseillers en placement en utilisant une méthode d'indexation et en appliquant certains critères minimaux basés sur leur production brute.

## **Relution**

Augmentation du résultat par action par suite d'une acquisition, après avoir pris en compte les coûts de l'opération et l'effet dilutif des actions requises émises pour l'achat.

## **Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)**

Bénéfice net exprimé en pourcentage de l'avoir moyen en actions ordinaires.

## **Rendement du capital investi moyen (RCIM)**

Mesure historique du capital de l'entreprise portant sur des éléments autres que les actions ordinaires. Remplacé par le RCP.

## **Résultat dilué par action**

Bénéfice net divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des options sur actions et d'autres titres convertibles.

## **Risque**

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique.

## **Services de courtage de correspondance**

Fourniture, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle).

## **Services de négociation**

Services de cotation, de rapprochement des opérations et de gestion pour l'exécution des opérations, la gestion des registres des ordres et la communication de l'information sur les portefeuilles.

## **Taxe pour le régime national d'assurance-maladie (RNAM)**

Charge sociale imposée aux employés du R.-U. représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

## **Titres entiers**

Actions ordinaires de la Société émises avant le PAPE, qui sont assujetties à des conditions de libération particulières.

## **Valeur comptable par action ordinaire**

Capitaux propres par action ordinaire calculés en soustrayant les passifs des actifs et en divisant le montant obtenu par le nombre d'actions en circulation.

## **Ventes et opérations institutionnelles**

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés et d'exécution d'ordres en Bourse, ainsi que des conseils aux clients institutionnels.

# GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration (le «conseil»), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gérance de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil (le «mandat») renfermant un cadre de référence pour le conseil, et énonçant ses responsabilités en matière de gérance ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil sont également régies par :

- la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique);
- les statuts constitutifs de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

## COMMUNICATION AVEC LES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

Terence Lyons a été nommé par le conseil d'administration de Canaccord Capital Inc. à titre d'administrateur principal. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent être envoyées par écrit par la poste à M. Lyons à l'adresse 406 – 815 Hornby Street, Vancouver (C.-B.) V6Z 2E6.

## PROCESSUS DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

De par son mandat, le conseil est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES

Le mandat du conseil comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés à l'entreprise de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des vérificateurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

## PLANIFICATION ET ÉVALUATION DE LA RELÈVE

Le mandat du conseil comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le président du conseil et chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération («CGER») reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des hauts dirigeants, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Suivant la recommandation du président du conseil et chef de la direction, le conseil nomme les hauts dirigeants de la Société.

## COMMUNICATIONS ET INFORMATION PUBLIQUE

Les contrôles et politiques de communications («CPC») de la Société traitent de la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que de l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil.
- Les CPC, les dépôts auprès d'autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations aux investisseurs sont affichés dans le site Internet de la Société.
- Le conseil examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur le bénéfice de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.



## CONTRÔLES INTERNES

Le conseil exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil, assisté du comité de vérification, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité de vérification se réunit au moins cinq fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes de celle-ci à l'égard de la présentation de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les vérificateurs externes de la Société formulent chaque année au comité de vérification des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2007, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de de la direction, dont le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures à l'égard de la communication de l'information financière selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2007.

## GOVERNANCE

Le conseil reconnaît la tendance actuelle à nommer une majorité d'administrateurs indépendants. Comme la Société reste en grande partie détenue par les employés, le conseil est d'avis que le nombre de ses membres qui sont des administrateurs indépendants cadre adéquatement avec les perspectives et intérêts des actionnaires sans contrôle.

- Le conseil compte actuellement onze membres, dont cinq sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières.
- Le CGER est chargé de revoir périodiquement la composition du conseil et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie, pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, notamment par un sondage confidentiel dont les résultats sont compilés par un consultant externe.
- Les nouveaux membres du conseil reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

## SOMMAIRE DES CHARTES ET DES ACTIVITÉS DES COMITÉS

Le conseil a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil. Tous les comités du conseil sont composés exclusivement d'administrateurs qui ne sont pas membres de la direction, dont une majorité sont des administrateurs indépendants.

### Comité de vérification

Le comité de vérification assiste le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de deux administrateurs indépendants et d'un troisième qui est lié par son rôle d'administrateur d'une filiale. Tous les membres du comité de vérification ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres du comité de vérification sont MM. Lyons (président), Eeuwes et Harwood.

Le comité de vérification a adopté une charte qui définit expressément ses rôles et responsabilités. La charte du comité de vérification peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée dans SEDAR. Le comité de vérification dispose de voies de communication directe avec les vérificateurs externes et le chef des finances ainsi que les cadres supérieurs des finances, avec lesquels il discute et examine certaines questions de façon régulière.

Le comité de vérification est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. Les vérificateurs externes sont embauchés par le comité de vérification dont ils relèvent directement. Après consultation avec la direction, le comité de vérification est responsable de fixer la rémunération des vérificateurs externes. Les vérificateurs externes assistent à chaque réunion du comité de vérification, et une partie de chaque réunion est tenue hors de la présence des membres de la direction. Le comité de vérification examine et approuve chaque année le plan de vérification des vérificateurs externes et doit approuver tout travail autre que de vérification réalisé par les vérificateurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité de vérification mis à part la partie de la réunion à laquelle les membres de la direction ne sont pas présents pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité de vérification examine et approuve chaque année le plan de vérification interne.

### Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et d'y recommander des changements, le cas échéant. Il est composé de trois administrateurs non reliés, MM. Harris (président), Eeuwes et Lyons. Le comité a plein accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue hors de la présence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Peter M. Brown, O.B.C., LL.D.** : (1997) Président du conseil d'administration, chef de la direction et administrateur de Canaccord Capital Inc. et de La Corporation Canaccord Capital. En 1968, il s'est joint à Hemsworth, Turton & Co., Ltd., qui est ensuite devenue La Corporation Canaccord Capital. Depuis 1968, M. Brown joue un rôle actif dans les marchés des capitaux canadiens. M. Brown est actuellement membre du conseil d'administration de l'ACCOVAM – association professionnelle et est un ancien membre du conseil et du comité de direction de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières. Il a déjà été président du conseil d'administration de l'Université de Colombie-Britannique, de la Bourse de Vancouver, de BC Place Corporation et de B.C. Enterprise Corporation. Il a aussi été vice-président du conseil d'administration d'Expo '86 Corporation. Il siège actuellement au conseil des fiduciaires du Fraser Institute, organisme canadien voué à la recherche. Il est ancien membre de la Chief Executives Organization et de la Young Presidents Organization. Il est ancien membre du conseil des gouverneurs de l'Institut Atlantique des affaires internationales, du Conseil consultatif de recherche comptable de l'ICCA et du Conseil pour le Monde des Affaires et des Arts du Canada. M. Brown a déjà reçu le prix de l'homme d'affaires de l'année de la BC Chamber of Commerce. Parmi les autres distinctions qui lui ont été accordées, mentionnons le BC & Yukon Chamber of Mines Financier Award en 2000, le Grand Prix de l'Entrepreneur 2001 d'Ernst & Young dans la région du Pacifique et le Distinguished Service Award de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs en 2002. En janvier 2003, on a remis à M. Brown une Médaille commémorative du jubilé de Sa Majesté la reine Elizabeth II en reconnaissance de son apport à la communauté. En juin 2003, on lui a décerné l'Order of British Columbia en reconnaissance de son travail de financement au profit de divers organismes de bienfaisance de la Colombie-Britannique ainsi que de son rôle crucial dans la mobilisation de capitaux pour des centaines d'entreprises de cette province. En février 2004, M. Brown a été nommé personnalité de l'année par la Brotherhood Inter-Faith Society of British Columbia. Il a reçu en 2005 un doctorat honorifique en droit de l'Université de Colombie-Britannique. Nommé par le gouvernement du Canada, il siège à l'heure actuelle au conseil d'administration du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver (COVAN).

**Arpad A. Busson** : (2005) Membre fondateur de l'Alternative Investment Management Association (AIMA). Il a contribué à la mise sur pied de Moore Group, puis de Tudor Group (deux des principaux et plus réputés groupes de gestion de fonds de couverture du monde). M. Busson a fondé le groupe EIM, l'une des plus grandes sociétés de fonds de fonds du monde. Il a fait partie de divers groupes de discussion à l'échelle internationale à titre de spécialiste en fonds de couverture.

**William J. Eeuwes** : (2002) Vice-président de Manulife Capital, comptant plus de 25 ans d'expérience à titre de preneur ferme et de gestionnaire d'une vaste gamme de catégories d'actifs. M. Eeuwes est titulaire d'un brevet de l'Institut des banquiers canadiens et est administrateur d'un certain nombre d'autres sociétés ouvertes.

**Michael D. Harris** : (2004) Conseiller d'affaires principal au sein de Goodmans LLP de Toronto et premier ministre de l'Ontario de 1995 à 2002. M. Harris est aussi administrateur d'un certain nombre d'autres sociétés ouvertes, il est administrateur de la Fondation Tim Horton pour les enfants et siège au conseil d'administration du St. John's Rehabilitation Hospital.

**Brian D. Harwood** : (2004) Ancien président et chef de l'exploitation de La Corporation Canaccord Capital. Il a également été gouverneur et président du conseil de la Bourse de Vancouver, administrateur et président du conseil du Fonds canadien de

protection des épargnants, et administrateur de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières. À l'heure actuelle, M. Harwood n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

**Timothy J.D. Hoare** : (2005) Président du conseil et chef de la direction de Canaccord Adams Limited. En 1990, M. Hoare est devenu administrateur de Crédit Lyonnais Laing International. En 1993, il a fondé T. Hoare & Co. Limited, maison de courtage dont le siège est situé à Londres (Angleterre). Canaccord a acquis une participation minoritaire dans T. Hoare & Co. Limited en 1996, qui est devenue une filiale en propriété exclusive de la Société en 1999 et est désormais exploitée sous le nom de Canaccord Capital (Europe) Limited.

**Terrence A. Lyons** : (2004) Président du conseil de Northgate Minerals Corporation et administrateur de plusieurs sociétés fermées. En 1986, il est devenu vice-président principal de Versatile Corporation et a dirigé la restructuration de la société désormais connue sous le nom de B.C. Pacific Capital Corporation, grande société de services de financement de sociétés faisant partie de Brookfield Asset Management.

**Mark G. Maybank** : (2006) Chef de l'exploitation de Canaccord Capital Inc. et président et chef de l'exploitation de La Corporation Canaccord Capital. Il s'est joint à Canaccord en 2001 à titre de responsable des activités de recherche. Avant de se joindre à Canaccord, M. Maybank était premier vice-président d'une société de développement de logiciels et de services technologiques. Auparavant, il a été analyste technique pour Yorkton Securities et chef des finances d'une société de téléphonie cellulaire basée aux États-Unis. Avant cela, il avait occupé plusieurs postes au sein d'un grand cabinet comptable et d'experts-conseils international. M. Maybank est comptable agréé et expert en évaluation d'entreprise.

**Paul D. Reynolds** : (2005) Président de Canaccord Capital Inc. et chef de l'exploitation de Canaccord Adams Limited. En avril 2005, M. Reynolds a été nommé vice-président du conseil et chef à l'échelle mondiale de Marchés des capitaux pour le groupe Canaccord. M. Reynolds s'est joint à Canaccord en 1985. Il a été un élément clé du développement de l'entreprise de Canaccord en Europe et un artisan d'avant-plan du succès de Canaccord qui s'est positionnée comme leader sur les marchés des actions européens, spécialisés dans les petites et moyennes entreprises.

**Michael A. Walker** : (2006) M. Michael Angus Walker est *Senior Fellow* du Fraser Institute et président de la Fondation du Fraser Institute. Depuis sa création en 1974 jusqu'en septembre 2005, M. Walker a dirigé les activités du Fraser Institute, organisme indépendant de politique publique. Avant cela, il avait enseigné à l'Université de Western Ontario, puis à l'Université Carleton. Auparavant, il avait travaillé à la Banque du Canada avant d'être embauché au ministère des Finances du gouvernement fédéral. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Western Ontario et d'un baccalauréat de l'Université St. Francis Xavier, en Nouvelle-Écosse.

**John B. Zozirny, c.r.** : (2004) A joint les rangs de La Corporation Canaccord Capital en janvier 1996 à titre d'administrateur et de vice-président du conseil. Il fait actuellement partie du groupe Marchés des capitaux. Il est également avocat du cabinet McCarthy Tétrault s.r.l. et membre de la Law Society of Alberta et de la Law Society of British Columbia. M. Zozirny a siégé à l'Assemblée législative de l'Alberta, à titre de ministre de l'Énergie de 1982 à 1986. Il est également administrateur d'un certain nombre d'autres sociétés ouvertes.

*La date figurant après le nom de chaque administrateur indique l'année où il a joint les rangs du conseil d'administration. Le mandat des administrateurs prend fin à l'assemblée générale annuelle de 2007.*

## AUTRES MEMBRES DE LA DIRECTION

**John Adams** (Boston, MA)  
Président du conseil de Canaccord Adams Inc. (É.-U.)

**Jamie Brown** (Boston, MA)  
Directeur général, chef des services de financement (É.-U.)

**Paul Chalmers** (Vancouver, C.-B.)  
Vice-président à la direction

**Paul DiPasquale** (Vancouver, C.-B.)  
Vice-président à la direction

**Kevin Dunn** (Boston, MA)  
Président et chef de la direction, Canaccord Adams Inc. (É.-U.)

**Matthew Gaasenbeek** (Toronto, ON)  
Vice-président à la direction et directeur général –  
Ventes et opérations institutionnelles (Canada)

**Tom Gabel** (Boston, MA)  
Directeur général, chef des ventes (É.-U.)

**Richard Grafton** (Calgary, AB)  
Vice-président à la direction et directeur général,  
chef du groupe mondial, Énergie

**Andrew Jappy** (Vancouver, C.-B.)  
Vice-président à la direction et chef de l'information

**Neil Johnson** (Londres, R.-U.)  
Directeur général, chef des services de financement de sociétés  
(R.-U.), chef du groupe mondial, Technologie

**Karl Keegan** (Londres, R.-U.)  
Directeur général, chef de la recherche (R.-U.),  
chef du groupe mondial, Recherche en sciences de la vie

**Michael Kendall** (Londres, R.-U.)  
Chef des finances de Canaccord Adams Limited

**Bradley Kotush** (Vancouver, C.-B.)  
Vice-président à la direction et chef des finances

**Robert Larose** (Vancouver, C.-B.)  
Vice-président à la direction, chef des Services aux particuliers

**Nigel Little** (Londres, R.-U.)  
Président de Canaccord Adams Limited

**Bruce Maranda** (Vancouver, C.-B.)  
Vice-président à la direction, Conformité mondiale  
et responsable en chef de la conformité

**Jens Mayer** (Toronto, ON)  
Vice-président à la direction, chef des services de financement  
de sociétés

**Bruce McDonald** (Calgary, AB)  
Directeur général, chef de la recherche (Canada),  
Analyste en fiducies de redevances

**Mark Vanry** (Londres, R.-U.)  
Directeur général, chef des ventes

**Peter Virvilis** (Vancouver, C.-B.)  
Vice-président à la direction, Exploitation, et trésorier

**William Whalen** (Montréal, QC)  
Vice-président à la direction et directeur

# BUREAUX

## SERVICES AUX PARTICULIERS

### Colombie-Britannique

#### Siège social à Vancouver

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200  
609 Granville Street  
Vancouver, BC  
Canada V7Y 1H2  
Téléphone : 604-643-7300  
Numéro sans frais (Canada) :  
1-800-663-1899  
Numéro sans frais  
(États-Unis) : 1-800-663-8061

#### Succursale du 17<sup>e</sup> étage

##### (Bentall)

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200  
609 Granville Street  
Vancouver, BC  
Canada V7Y 1H2  
Téléphone : 604-643-7300  
Numéro sans frais :  
1-800-663-1899

### Abbotsford

Suite 200  
32071 South Fraser Way  
Abbotsford, BC  
Canada V2T 1W3  
Téléphone : 604-504-1504  
Numéro sans frais :  
1-877-977-5677

### Campbell River

Suite 1  
1170 Shoppers Row  
Campbell River, BC  
Canada V9W 2C8  
Téléphone : 250-287-8807  
Numéro sans frais :  
1-800-347-0270

### Kelowna

Suite 602  
1708 Dolphin Avenue  
Kelowna, BC  
Canada V1Y 9S4  
Téléphone : 250-712-1100  
Numéro sans frais :  
1-888-389-3331

### Nanaimo

75 Commercial Street  
Nanaimo, BC  
Canada V9R 5G3  
Téléphone : 250-754-1111  
Numéro sans frais :  
1-800-754-1907

### Prince George

1520-3rd Avenue  
Prince George, BC  
Canada V2L 3G4  
Téléphone : 250-562-7255  
Numéro sans frais :  
1-800-667-3205

### Vernon

3108-30th Avenue  
Vernon, BC  
Canada V1T 2C2  
Téléphone : 250-558-5431  
Numéro sans frais :  
1-800-665-2505

### Victoria

Suite 400  
737 Yates Street  
Victoria, BC  
Canada V8W 1L6  
Téléphone : 250-388-5354  
Numéro sans frais :  
1-877-666-2288

### White Rock

Suite 305  
1688-152nd Street  
Surrey, BC  
Canada V4A 4N2  
Téléphone : 604-538-8004  
Numéro sans frais :  
1-800-665-2001

### Ontario

#### Toronto

P.O. Box 516  
BCE Place  
Suite 2900  
161 Bay Street  
Toronto, ON  
Canada M5J 2S1  
Téléphone : 416-869-7368  
Numéro sans frais (Canada) :  
1-800-382-9280  
Numéro sans frais  
(États-Unis) : 1-800-896-1058

#### Kingston

Suite 208  
4 Cataraqui Street  
Kingston, ON  
Canada K7K 1Z7  
Téléphone : 613-547-3997  
Numéro sans frais :  
1-888-547-5557

### London

One London Place  
Suite 1600  
255 Queens Avenue  
London, ON  
Canada N6A 5R8  
Téléphone : 519-434-6259  
Numéro sans frais :  
1-866-739-3386

### Ottawa

World Exchange Plaza  
Suite 830  
45 O'Connor Street  
Ottawa, ON  
Canada K1P 1A4  
Téléphone : 613-233-3158  
Numéro sans frais :  
1-888-899-9994

### Simcoe

49 Robinson Street  
Simcoe, ON  
Canada N3Y 1W5  
Téléphone : 519-428-7525

### Waterloo

Suite 101  
80 King Street South  
Waterloo, ON  
Canada N2J 1P5  
Téléphone : 519-886-1060  
Numéro sans frais :  
1-800-495-8071

### Alberta

#### Calgary

TransCanada Tower  
Suite 2200  
450-1st Street SW  
Calgary, AB  
Canada T2P 5P8  
Téléphone : 403-508-3800  
Numéro sans frais :  
1-800-818-4119

### Edmonton

Manulife Place  
Suite 2700  
10180-101st Street  
Edmonton, AB  
Canada T5J 3S4  
Téléphone : 780-408-1500  
Numéro sans frais :  
1-877-313-3035

### Québec

#### Montréal

1010, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 1000  
Montréal, QC  
Canada H3A 2R7  
Téléphone : 514-844-5443  
Numéro sans frais :  
1-800-361-4805

#### Beloil

275, rue Choquette  
Beloil, QC  
Canada J3G 4V6  
Téléphone : 450-467-8294  
Numéro sans frais :  
1-866-467-8294

#### Québec

Place de la Cité  
Tour Belle Cour  
2590, boul. Laurier  
Bureau 1040, 10<sup>e</sup> étage  
Québec, QC  
Canada G1V 4M6  
Téléphone : 418-658-2924  
Numéro sans frais :  
1-866-658-2924

### Nouvelle-Écosse

#### Halifax

P.O. Box 338 CRO  
Suite 1300  
1701 Hollis Street  
Halifax, NS  
Canada B3J 2N7  
Téléphone : 902-482-4489  
Numéro sans frais :  
1-866-371-2262

### Yukon

#### Whitehorse

206-D Jarvis Street  
Whitehorse, YK  
Canada Y1A 2H1  
Téléphone : 867-668-7111  
Numéro sans frais :  
1-800-661-0554

### États-Unis

Canaccord Capital  
Corporation (USA), Inc.  
P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200  
609 Granville Street  
Vancouver, BC  
Canada V7Y 1H2  
Téléphone : 604-684-5992

**CANACCORD ADAMS****Canada****Toronto**

P.O. Box 516  
BCE Place  
Suite 3000  
161 Bay Street  
Toronto, ON  
Canada M5J 2S1  
Téléphone : 416-869-7368  
Numéro sans frais  
(Canada) : 1-800-382-9280  
Numéro sans frais  
(États-Unis) : 1-800-896-1058

**Calgary**

TransCanada Tower  
Suite 2200  
450-1st Street SW  
Calgary, AB  
Canada T2P 5P8  
Téléphone : 403-508-3800

**Montréal**

1010, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 1000  
Montréal, QC  
Canada H3A 2R7  
Téléphone : 514-844-5443  
Numéro sans frais : 1-800-361-4805

**AUTRES BUREAUX****Pinnacle Correspondent Services****Vancouver**

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200  
609 Granville Street  
Vancouver, BC  
Canada V7Y 1H2  
Téléphone : 604-643-7300

**Vancouver**

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
Suite 2200  
609 Granville Street  
Vancouver, BC  
Canada V7Y 1H2  
Téléphone : 604-643-7300  
Numéro sans frais  
(Canada) : 1-800-663-1899  
Numéro sans frais  
(États-Unis) : 1-800-663-8061

**Canaccord Enermarket Ltd.**

TransCanada Tower  
Suite 2310  
450-1st Street SW  
Calgary, AB  
Canada T2P 5P8  
Téléphone : 403-262-1442  
Numéro sans frais : 1-866-367-6758

**Royaume-Uni****Londres**

7th Floor, Cardinal Place  
80 Victoria Street  
London, UK  
SW1E 5JL  
Téléphone : 011 44 2070 506500

**Barbade**

26 Cassia Hights  
Royal Westmoreland  
St. James, Barbados, WI

**Toronto**

P.O. Box 516  
BCE Place  
Suite 3000  
161 Bay Street  
Toronto, ON  
Canada M5J 2S1  
Téléphone : 416-869-7368

**États-Unis****Boston**

Suite 1200  
99 High Street  
Boston, MA  
USA 02110  
Téléphone : 617-371-3900  
Numéro sans frais : 1-800-225-6201

**New York**

2nd Floor  
535 Madison Avenue  
New York, NY  
USA 10022  
Téléphone : 646-264-6000  
Numéro sans frais : 1-800-818-2196

**San Francisco**

Suite 2000  
101 Montgomery Street  
San Francisco, CA  
USA 94104  
Téléphone : 415-229-7171  
Numéro sans frais : 1-800-225-6104

**Houston**

Two Allen Center  
Suite 1600  
1200 Smith Street  
Houston, TX  
USA 77002  
Téléphone : 713-353-4604

**Négociateur inscrit <sup>1</sup>****Ancaster**

#3, 240 Wilson Street East  
Ancaster, ON  
Canada L9G 2B7  
Téléphone : 905-681-3675

1) Le titre n'est pas exclusif à ce bureau.

# RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

## SIÈGE SOCIAL :

### Adresse du bureau :

Canaccord Capital Inc.  
2200 – 609 Granville Street  
Vancouver (C.-B.) Canada

### Adresse postale :

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
2200 – 609 Granville Street  
Vancouver (C.-B.) V7Y 1H2 Canada

## INSCRIPTION EN BOURSE :

TSX : CCI  
AIM : CCI

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Relations avec les investisseurs  
2200 – 609 Granville Street  
Vancouver (C.-B.) Canada  
Téléphone : 604-643-0128  
Télécopieur : 604-643-1878  
Courriel :  
investor\_relations@canaccord.com

## RELATIONS AVEC LES MÉDIAS :

Scott Davidson  
Directeur général  
Chef du service du marketing  
et des communications mondial  
Téléphone : 416-869-3875  
Courriel :  
scott\_davidson@canaccord.com

## INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, COURTIERS ET ANALYSTES EN VALEURS MOBILIÈRES :

### Pour des renseignements sur l'information financière, communiquer avec :

Katherine Young  
Vice-présidente,  
Relations avec les investisseurs  
2200 – 609 Granville Street  
Vancouver (C.-B.) Canada  
Téléphone : 604 643-7013  
Télécopieur : 604-643-1857  
Courriel :  
katherine\_young@canaccord.com

Le présent rapport annuel 2007 de  
CCI est disponible sur notre site  
Web à l'adresse [www.canaccord.com](http://www.canaccord.com).  
Pour obtenir une copie imprimée,  
communiquer avec le service des  
relations avec les investisseurs.

## INFORMATION SUR LE NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES NÉGOCIÉES (EXERCICE 2007)

Bourse	Symbole boursier	Actions en circulation au 31 mars 2007	Cours de fin d'exercice 31 mars 2007		Volume total d'actions négociées	
			Haut	Bas		
TSX (Toronto)	CCI	48 084 304	22,12	27,50	15,80	41 918 095
AIM (Londres)	CCI	48 084 304	£9,80	£12,95	£7,25	40,040

## DATES ET MONTANTS CONCERNANT LES DIVIDENDES POUR L'EXERCICE 2007

Date de fin de trimestre	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende
30 juin 2006	25 août 2006	8 septembre 2006	0,08 \$
30 septembre 2006	24 novembre 2006	8 décembre 2006	0,08 \$
31 décembre 2006	23 février 2007	8 mars 2007	0,10 \$
31 mars 2007	1 <sup>er</sup> juin 2007	8 juin 2007	0,10 \$
		<b>Total des dividendes</b>	<b>0,36 \$</b>

## SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE ADMISSIBLE

CCI est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la *Jobs and Growth Tax Reconciliation Act* de 2003.

## **DATES PRÉVUES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES ET DE PUBLICATION DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE 2008**

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres aux fins des dividendes	Date de versement des dividendes
T1 2008	2 août 2007	24 août 2007	10 septembre 2007
T2 2008	8 novembre 2007	30 novembre 2007	10 décembre 2007
T3 2008	7 février 2008	22 février 2008	10 mars 2008
T4 2008	15 mai 2008	30 mai 2008	10 juin 2008

### **RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :**

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

### **SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE :**

100 University Avenue, 9th Floor  
Toronto, ON, M5J 2Y1  
Téléphone : 1-800-564-6253  
(sans frais en Amérique du Nord)  
514-982-7555 (international)  
Télécopieur : 1-866-249-7775  
(sans frais en Amérique du Nord) ou  
416-263-9524 (international)  
Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)  
Internet : [www.computershare.com](http://www.computershare.com) –  
possibilité pour les actionnaires inscrits de  
s'inscrire au Centre des investisseurs pour  
avoir accès à un outil de gestion de compte  
libre-service.

### **INFORMATION FINANCIÈRE :**

Pour consulter de l'information  
financière courante et archivée  
de la Société, consulter  
[www.canaccord.com/financialreports](http://www.canaccord.com/financialreports)

### **VÉRIFICATEUR :**

Ernst & Young s.r.l.  
Comptables agréés  
Vancouver (C.-B.)

### **HONORAIRES VERSÉS AUX VÉRIFICATEURS DÉSIGNÉS PAR LES ACTIONNAIRES :**

Pour connaître les honoraires qui ont été  
versés aux vérificateurs désignés par les  
actionnaires, consulter la notice annuelle  
de l'exercice 2007, à la page 45.

### **PRINCIPALES FILIALES**

La Corporation Canaccord Capital  
Canaccord Adams Ltd.  
Canaccord International Ltd.  
Canaccord Capital Corporation (USA), Inc.  
Canaccord Adams Inc.  
Canaccord Enermarket Ltd.

### **SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ :**

[www.canaccord.com](http://www.canaccord.com)

### **SERVICES DE RÉDACTION :**

Tudhope & Company, Inc.

### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE**

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le jeudi 2 août 2007, à 11 h (heure du Pacifique), à l'hôtel Four Seasons, salle Crystal, 791 West Georgia Street, à Vancouver, Colombie-Britannique, Canada.

L'assemblée sera également diffusée en direct sur Internet. Pour plus d'information, consulter le site [www.canaccord.com](http://www.canaccord.com), à la rubrique Webémissions, où se trouve un lien pour s'inscrire à l'assemblée.

Pour consulter les dépôts réglementaires de Canaccord sur SEDAR, visiter le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

CANACCORD

C A P I T A L